

**LE BELIER**  
**Société anonyme à Conseil d'administration**  
**au capital de 6 631 956,08 euros**  
**Siège social : 33240 VERAC**  
**RCS Libourne 393 629 779**

---

## **DOCUMENT D'INFORMATION ANNUEL**

**Etabli en application de l'article 221-1-1 du Règlement Général de l'AMF**

Conformément à l'article 221-1-1 du Règlement Général de l'AMF, la société LE BELIER, société cotée sur Eurolist, a établi le présent document contenant et/ou mentionnant toutes les informations qu'elle a publiées ou rendues publiques au cours des douze derniers mois en France, afin de satisfaire à ses obligations législatives ou réglementaires en matière d'instruments financiers, d'émetteurs d'instruments financiers et de marchés d'instruments financiers.

Ce document a été mis à la disposition du public selon les modalités fixées à l'article 212-13 du Règlement Général de l'AMF. Il a également été adressé par courrier à l'AMF et mis en ligne sur le site de l'AMF, dans les 20 jours de la publication au B.A.L.O des comptes provisoires, laquelle est intervenue le 21 avril 2008.

**Récapitulatif des informations publiées ou rendues publiques  
du 20 avril 2007 au 2 mai 2008**

<b>Date</b>	<b>Support</b>	<b>Type</b>	<b>Objet</b>
20/04/2007	BALO - Parution n°48	Avis divers	Avis de réunion valant convocation à l'Assemblée Générale du 25/05/2007
26/04/2007	INSTITUTIONNELS / SITE INTERNET	Communiqué	Chiffre d'affaires consolidé 1er trimestre 2007
27/04/2007	BALO - Parution n°51	Publications périodiques	Comptes consolidés au 31/12/2006
04/05/2007	BALO - Parution n°54	Publications périodiques	Chiffre d'affaires consolidé 1er trimestre 2007
22/06/2007	BALO - Parution n°75	Avis divers	Nombre d'actions et de droits de vote
22/06/2007	BALO - Parution n°75	Publications périodiques	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels au 31/12/2006
30/06/2007	AMF	Avis divers	Bilan semestriel 2007 du contrat de liquidité Gilbert DUPONT
27/07/2007	INSTITUTIONNELS / SITE INTERNET	Communiqué	Date de publication du chiffre d'affaires 1er semestre 2007
31/07/2007	INSTITUTIONNELS / SITE INTERNET	Communiqué	Chiffre d'affaires consolidé 1er semestre 2007
06/08/2007	BALO - Parution n°94	Publications périodiques	Chiffre d'affaires consolidé 1er semestre 2007
31/08/2007	INSTITUTIONNELS / SITE INTERNET	Communiqué	Rapport financier 1er semestre 2007
28/09/2007	LES ECHOS INSTITUTIONNELS / SITE INTERNET	Communiqué	Résultats semestriels et perspectives 2007
03/10/2007	BALO - Parution n°119	Publications périodiques	Rapports de gestion, comptes consolidés et rapport des Commissaires aux Comptes au 30/06/2007
29/10/2007	INSTITUTIONNELS / SITE INTERNET	Communiqué	Chiffre d'affaires consolidé 3ème trimestre 2007
31/10/2007	BALO - Parution n°131	Publications périodiques	Chiffre d'affaires consolidé 3ème trimestre 2007
15/11/2007	INSTITUTIONNELS / SITE INTERNET	Communiqué	Rapport narratif trimestriel
31/12/2007	AMF	Avis divers	Bilan annuel 2007 du contrat de liquidité Gilbert DUPONT
28/01/2008	INSTITUTIONNELS / SITE INTERNET	Communiqué	Chiffre d'affaires consolidé 2007
28/01/2008	BALO - Parution n°12	Publications périodiques	Chiffre d'affaires consolidé 2007
31/03/2008	INSTITUTIONNELS / SITE INTERNET	Communiqué	Résultats 2007
16/04/2008	BALO - Parution n°46	Avis divers	Avis de réunion valant convocation à l'Assemblée Générale du 22/05/2008
21/04/2008	BALO - Parution n°48	Publications périodiques	Comptes sociaux et consolidés au 31/12/2007
02/05/2008	BALO - Parution n°53	Publications périodiques	Chiffre d'affaires consolidé 1er trimestre 2008

Sites internet : [www.lebelier.com](http://www.lebelier.com)  
<http://balo.journal-officiel.gouv.fr>  
[www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)

## CONVOCATIONS

### ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES ET DE PORTEURS DE PARTS

#### LE BELIER

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 6 631 956,08 euros  
Siège social : 33240 VERAC  
RCS Libourne 393 629 779

#### AVIS DE REUNION VALANT CONVOCATION

MM les actionnaires sont informés qu'ils seront convoqués en assemblée générale ordinaire annuelle le 25 mai 2007, à 10 heures à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Libourne, Salle Saint Emilion (Gironde), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

##### *Ordre du jour*

1. Rapport de gestion du Conseil d'administration ;
2. Rapport joint du Président du Conseil d'administration (article L 225-37 du Code de commerce) ;
3. Rapport sur le contrôle interne des Commissaires aux comptes ;
4. Rapport spécial du Conseil d'administration sur les options de souscription ou d'achat d'actions ;
5. Rapport spécial du Conseil d'administration concernant l'attribution d'actions gratuites ;
6. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2006 ;
7. Rapport de gestion du groupe ;
8. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés ;
9. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2006 et quitus aux administrateurs ;
10. Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 et suivants du Code de commerce ; approbation de ces conventions ;
11. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2006 ;
12. Affectation du résultat ;
13. Fixation des jetons de présence ;
14. Autorisation donnée au Conseil d'opérer en bourse sur les propres actions de la Société ;
15. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

#### Texte des résolutions

##### **PREMIERE RESOLUTION** *Approbation des comptes annuels*

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration, du rapport du Président du Conseil d'administration (article L 225-37 du Code de commerce) et du rapport général des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2006 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, l'assemblée générale donne aux membres du Conseil d'administration quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

L'assemblée générale approuve également les dépenses non déductibles de l'impôt sur les sociétés, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts qui s'élèvent à 48 554,74 € et prend acte que la société n'a pas à supporter d'impôt en raison desdites dépenses et charges.

##### **DEUXIEME RESOLUTION** *Affectation du résultat de l'exercice*

L'assemblée générale décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à 292 597,31 euros au compte " report à nouveau ".

L'assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des cinq précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercices	Actions	Dividende distribué par action (euro)		
		Brut	Avoir fiscal	Net
31/12/02	3.700.444 actions de 1,52 €	0,55 €	0,185 €	0,37 €

31/12/03	3.739.825 actions de 1,52 €	0 €	0 €	0 €
31/12/04 (acompte sur dividendes)	3.739.825 actions de 1,52 €	0,55 €	0,275 €	0,275 €

Exercice	Actions	Revenus éligibles à la réfaction de 50%		Revenus non éligibles à la réfaction de 50%
		Dividendes	Autres revenus distribués	
31/12/2004	4 363 129 actions de 1,52 €	0,48 €		
31/12/2005	Sans objet	0		

**TROISIÈME RESOLUTION** *Approbation des comptes consolidés*

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports des Commissaires aux comptes, sur les comptes consolidés dudit exercice, approuve lesdits comptes consolidés au 31 décembre 2006 ainsi que les opérations transmises dans ces comptes ou résumées dans le rapport sur la gestion du groupe inclus dans le rapport de gestion. Elle arrête le résultat net du groupe à une perte de 3 286 K€.

**QUATRIÈME RESOLUTION** *Approbation des conventions réglementées*

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions relevant des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

**CINQUIÈME RESOLUTION** *Fixation des jetons de présence*

L'assemblée générale fixe le montant des jetons de présence au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2006, à 40 000 Euros.

**SIXIÈME RESOLUTION** *Autorisation de rachat par la société des actions propres*

Après avoir pris connaissance de la proposition faite par le conseil d'administration dans son rapport, de faire racheter par la société des actions propres, l'assemblée générale, autorise le conseil d'administration, à procéder à cette opération, pour une période de dix-huit mois.

Le rachat par la société de ses propres actions a pour finalité, par ordre de priorité décroissant :

- Assurer l'animation du cours de bourse de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI reconnue par l'AMF,
- Assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions à des salariés et des mandataires sociaux du Groupe et céder ou attribuer des actions aux salariés dans le cadre des dispositions légales,
- Procéder à l'acquisition d'actions en vue de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- Assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société.

L'acquisition, la cession ou le transfert par la société de ces actions peut être effectué par tous moyens, selon les modalités suivantes :

- prix maximum d'achat : 30 euros ;
- prix minimum de vente : 7,6 euros ;
- nombre maximum d'achat : 5% du nombre total des actions composant le capital social.

La présente autorisation annule et remplace celle précédemment accordée par l'assemblée générale des actionnaires du 24 mai 2006.

Les achats effectués dans le cadre de la régularisation des cours précitée depuis l'assemblée générale des actionnaires du 24 mai 2006 seront réputés être intervenus dans le cadre de la présente autorisation et seront ainsi pris en compte pour la détermination du nombre d'actions détenues par la société au titre de la limite précitée de 5 %.

Le conseil d'administration donnera aux actionnaires dans son rapport à l'assemblée générale ordinaire les informations relatives aux achats d'actions et cessions réalisées.

**SEPTIÈME RESOLUTION** *Pouvoirs pour les formalités*

L'assemblée générale, confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'effectuer toutes formalités de dépôt et de publicité.

Tout actionnaire a le droit d'assister personnellement à cette assemblée ou de s'y faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint ou de voter par correspondance.

Toutefois, pour avoir le droit de participer à cette assemblée, de voter par correspondance ou de se faire représenter à l'assemblée :

Les actionnaires détenant des titres sous la forme nominative doivent justifier de la propriété de leurs titres cinq jours au moins avant la réunion pour leur inscription sur le registre de la société,

Les actionnaires propriétaires d'actions au porteur doivent, préalablement à leur demande, déposer leurs attestations des titres au porteur au plus tard cinq jours avant la date de l'assemblée, soit au siège social de la société, soit à l'établissement financier chargé de la préparation et de la tenue de notre Assemblée Générale,

10 rue des roquemonts  
14099 CAEN CEDEX

Si vous détenez des actions nominatives, et si vous ne souhaitez pas assister à cette Assemblée Générale, il vous suffit de compléter et de signer le formulaire de vote par correspondance ou par procuration et de retourner celui-ci à l'aide de l'enveloppe jointe.

Nous vous signalons que ce formulaire (au verso duquel figurent les modalités d'utilisation) vous permet :

- Soit de vous en remettre au Président de séance : celui-ci émettra alors en votre nom un vote favorable à l'adoption du projet des résolutions présenté et un vote défavorable dans le cas contraire,
- Soit de voter par correspondance et ce, résolution par résolution,
- Soit de vous faire représenter par votre conjoint ou par tout autre actionnaire.

Sont joints au formulaire de vote par correspondance ou par procuration, tous les documents prévus par les textes légaux et réglementaires.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte que si le formulaire, complété et signé, parvient au siège social de la Société ou à NATIXIS, trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

En outre, les actionnaires détenant leurs titres sous la forme au porteur peuvent obtenir les documents de convocation et le formulaire de vote par correspondance ou par procuration, auprès de NATIXIS, après avoir effectué les formalités de dépôt des lettres d'immobilisation de leurs actions, comme indiqué ci-dessus.

Tout renseignement peut être obtenu auprès de cet établissement, en contactant :

NATIXIS  
Services Assemblées  
Tél. 02.31.45.18.17

Conformément à la loi, tous les documents qui doivent être communiqués à l'Assemblée Générale sont tenus dans les délais légaux à la disposition des actionnaires, au siège social.

Les demandes d'inscription de projets de résolution à l'ordre du jour doivent être envoyées dans les conditions prévues par l'article 130 du décret 67-236 du 23 mars 1967, modifié par l'article 29 du décret 2006-1566, jusqu'à vingt-cinq jours avant l'assemblée générale.

*Le Conseil d'Administration*

**0704231**

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### LE BÉLIER

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 6 631 956,08 euros  
Siège social : 33240 VERAC  
393 629 779 RCS Libourne

#### I. Comptes consolidés au 31/12/2006

#### COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE normes IFRS

Par nature - En milliers d'euros

Rubriques	Notes	2006	2005	2004
		Normes IFRS	Normes IFRS	Normes IFRS
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	4.1.1	<b>220 285</b>	<b>190 438</b>	<b>188 298</b>
Autres produits de l'activité		760	2 200	3 219
<b>PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>		<b>221 045</b>	<b>192 638</b>	<b>191 517</b>
Achats consommés		-108 149	-83 485	-78 850
Charges de personnel	4.1.2	-45 603	-48 054	-44 311
Charges externes		-45 320	-41 701	-37 213
Impôts et taxes		-3 773	-3 149	-3 489
Dotations nettes aux amortissements et prov s/ immobilisations	4.1.3	-18 019	-17 465	-15 217
Dotations nettes aux provisions	4.1.3	119	-879	-415
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		1 477	1 659	2 591
Autres produits et charges d'exploitation		-109	-251	391
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>		<b>1 668</b>	<b>-687</b>	<b>15 004</b>
Autres produits et charges opérationnels	4.1.4	1 398	-7 454	0
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>3 066</b>	<b>-8 141</b>	<b>15 004</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	4.1.5	1 103	567	539
Coût de l'endettement financier brut	4.1.5	-4 556	-3 120	-3 231
<b>COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>		<b>-3 453</b>	<b>-2 553</b>	<b>-2 692</b>
Autres produits et charges financiers	4.1.5	-1 766	1 238	274
Charge d'impôt	4.1.6	-1 083	-1 463	-1 642
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		0	0	0
<b>RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES</b>		<b>-3 236</b>	<b>-10 919</b>	<b>10 944</b>
Résultat net d'impôt des activités abandonnées.		0	0	0
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE</b>		<b>-3 236</b>	<b>-10 919</b>	<b>10 944</b>
Part du groupe		-3 236	-10 919	10 944

Intérêts minoritaires		0	0	0
<b>Résultat net par action</b>	4.1.7	-0,74	-2,50	2,91
<b>Résultat net dilué par action</b>	4.1.7	-0,74	-2,50	2,91

**BILAN CONSOLIDE normes IFRS -**

En milliers d'euros

<b>ACTIF</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2006</b>	<b>31/12/2005</b>	<b>31/12/2004</b>
		<b>normes IFRS</b>	<b>normes IFRS</b>	<b>normes IFRS</b>
<b>ACTIFS NON-COURANTS</b>				
Goodwill	4.2.1	550	778	778
Autres immobilisations incorporelles	4.2.2	1 941	1 451	707
Immobilisations corporelles	4.2.3 ; 4.2.4	89 603	95 508	84 767
<i>dont Terrains</i>		3 798	3 809	3 828
<i>dont Constructions</i>		26 496	21 902	20 262
<i>dont Matériel industriel</i>		52 314	57 443	51 458
<i>dont autres immobilisations corporelles</i>		6 995	12 354	9 219
Participations entreprises associées		0	0	0
Titres disponibles à la vente		0	0	0
Autres actifs financiers non courants		434	89	103
Actifs d'impôts différés	4.2.13	0	0	718
		<b>92 528</b>	<b>97 826</b>	<b>87 073</b>
<b>ACTIFS COURANTS</b>				
Stocks et en-cours	4.2.6	29 877	26 950	24 424
Clients et comptes rattachés	4.2.7	49 089	47 714	37 297
Autres actifs courants	4.2.8	15 204	17 659	30 985
Actif d'impôt courant		1 769	3 276	3 534
Trésorerie et équivalent de trésorerie	4.2.10	24 116	23 971	31 327
Instruments financiers		60	30	1 022
Actifs destinés à être cédés		0	0	0
		<b>120 115</b>	<b>119 600</b>	<b>128 589</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>212 643</b>	<b>217 426</b>	<b>215 662</b>

<b>PASSIF</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2006</b>	<b>31/12/2005</b>	<b>31/12/2004</b>
		<b>normes IFRS</b>	<b>normes IFRS</b>	<b>normes IFRS</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	4.2.11			
Capital émis		6 632	6 632	6 632
Autres réserves		47 783	58 182	49 473
Ecart de conversion		311	1 755	1 186
Titres en auto-contrôle			0	0
Résultat de l'exercice		-3 236	-10 919	10 944
Intérêts minoritaires		0	0	
		<b>51 490</b>	<b>55 650</b>	<b>68 235</b>
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>				



Emprunts et dettes financières à long terme	4.2.12	56 779	53 254	38 742
Passif d'impôts différés	4.2.13	1 469	1 355	1 858
Provisions - non courantes	4.2.14	3 545	3 750	3 376
Autres passifs non courants	4.2.15	1 873	1 699	1 988
		<b>63 666</b>	<b>60 058</b>	<b>45 964</b>
<b>PASSIFS COURANTS</b>				
Fournisseurs et comptes rattachés	4.2.15	40 652	36 289	29 678
Emprunts à court terme	4.2.16	13 821	17 101	14 215
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	4.2.12; 4.2.17	19 586	16 492	14 556
Passif d'impôt courants			1 431	2 580
Provisions - courantes	4.2.14	2 324	6 541	494
Instruments financiers	4.2.17	2 705	39	105
Autres passifs courants	4.2.16	18 399	23 825	39 835
Passifs concernant des actifs destinés à être cédés			0	0
		<b>97 487</b>	<b>101 718</b>	<b>101 463</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		<b>212 643</b>	<b>217 426</b>	<b>215 662</b>

### VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS IFRS –

En milliers d'euros

	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Résultats enregistrés directement en capitaux propres: écart de conversion	Résultats enregistrés directement en capitaux propres: autres	Contribution groupe	Interêts hors groupe	Total
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2004	6 632	14 530	45 887	1 186	0	68 235	0	68 235
Dividendes versés			-2 094			-2 094		-2 094
Résultat exercice 2005			-10 919			-10 919		-10 919
Ecarts actuariels					-38	-38		-38
Ecart de conversion				569		569		569
Autres variations			-103			-103		-103
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2005	6 632	14 530	32 771	1 755	-38	55 650	0	55 650
Dividendes versés			0			0		0
Résultat exercice 2006			-3 236			-3 236		-3 236
Ecarts actuariels					213	213		213
Instruments financiers					65	65		65
Ecart de conversion				-1 196		-1 196		-1 196
Autres variations			-6			-6		-6
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2006	6 632	14 530	29 529	559	240	51 490	0	51 490

### TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE -

En milliers d'euros

	Année 2006	Année 2005	Année 2004
	IFRS	IFRS	IFRS
<b>OPERATIONS D'EXPLOITATION</b>			
Résultat net consolidé	-3 236	-10 919	10 944

Elimination des transactions sans incidence sur la trésorerie			
Amortissements et provisions	13 328	24 805	14 529
Variation des impôts différés	100	-424	-12
Transferts de charges au compte de charges à répartir			
Reprise de subvention d'investissement	-631	-966	-804
Plus et moins values de cession d'immobilisations	260	692	263
Part des minoritaires dans le résultat des sociétés intégrées		0	0
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>9 821</b>	<b>13 188</b>	<b>24 920</b>
Incidence de la variation des décalages de trésorerie			
Variation du besoin en fond de roulement	-1 763	-4 365	-7 804
<b>Flux de trésorerie provenant de (affecté à) l'exploitation (A)</b>	<b>8 058</b>	<b>8 823</b>	<b>17 116</b>
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>			
Décassement provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-16 789	-33 499	-22 205
Encaissements résultant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	804	174	135
Variations des immobilisations financières	-338	19	884
Subventions d'investissements reçues	789	671	414
Trésorerie nette affectée aux acquisitions et cessions de filiales (variation de périmètre)		0	-4 660
<b>Flux de trésorerie provenant des (affecté aux) opérations d'investissements (B)</b>	<b>-15 534</b>	<b>-32 635</b>	<b>-25 432</b>
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>			
Sommes reçues des actionnaires suite à une augmentation de capital	0	0	10 005
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	0	-2 094	-2 057
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	0	0
Encaissements / Remboursements d'emprunts	10 922	15 940	362
Avances reçues des tiers			
<b>Flux de trésorerie provenant des affecté aux) opérations de financement (C)</b>	<b>10 922</b>	<b>13 846</b>	<b>8 310</b>
Incidence du changement de périmètre (E)			
Incidence des variations nettes de taux de change - écart de conversion (D)	-21	-276	676
<b>Variation de trésorerie nette (A+B+C+D+E)</b>	<b>3 425</b>	<b>-10 242</b>	<b>670</b>
Trésorerie à l'ouverture (F)	6 870	17 112	16 442
<b>TRESORERIE A LA CLOTURE (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>10 295</b>	<b>6 870</b>	<b>17 112</b>

## II – Notes annexes aux états financiers consolidés au 31 décembre 2006

### 1. Périmètre de consolidation

#### 1.1 Liste des entreprises consolidées

Entreprises (Activité)	Abréviation	Siège	n° siret	% de contrôle	% d'intérêt du groupe
Le Bélier (Holding)		Plantier de la Reine - Vérac (33) France	39362977900017	100%	100%
Fonderies et Ateliers du Bélier (Fonderie d'alliages légers)	FAB	Vérac (33) France	59615014400019	100%	100%
Le Bélier Dalian (Fonderie d'alliages légers)	LBD	Dalian - Chine	Etrangère	100%	100%
BMP Manfredonia (Fonderie d'alliages légers)	BMP	Manfredonia - Italie	Etrangère	100%	100%
Le Bélier Hongrie (Fonderie d'alliages légers)	LBH	Ajka - Hongrie	Etrangère	100%	100%
BSM Hungary Machining Ltd (Usinage)	BSM	Szolnok - Hongrie	Etrangère	100%	100%
LBQ Foundry SA de CV (Fonderie d'alliages légers)	LBQ	Quérétaro - Mexique	Etrangère	100%	100%

BQ Machining SA de CV (Usinage)	BQM	Quérétaro - Mexique	Etrangère	100%	100%
Le Bélier Kikinda (Fonderies d'alliages légers)	LBK	Kikinda - Serbie	Etrangère	100%	100%
Le Bélier Commercialisation		Plantier de la Reine - Vérac (33) France	48776216300011	100%	100%
LBO (Location machines)	LBO	Plantier de la Reine - Vérac (33) France	40307761300012	100%	100%
SCI du Plantier de la Reine (Location immobilière)	SCI	Plantier de la Reine - Vérac (33) France	41173559000019	100%	100%

- Le Bélier a une activité de holding active rendant des prestations de services au profit du groupe.

- Les autres filiales consolidées ont une activité de fabrication de pièces en aluminium destinées aux équipementiers et constructeurs de moyens de transport, à l'exception de LBO qui a une activité de location de machines, d'une société immobilière et d'une société de commercialisation.

La sarl LBO a pour objet de financer (en général en crédit bail) des investissements réalisés dans le cadre de contrats pluriannuels de fourniture de pièces usinées (marchés dits adossés). Selon les termes des contrats, les clients pour lesquels ces investissements sont réalisés par le Groupe (investissements pour le compte de clients) ont la charge intégrale et définitive du coût des investissements majoré des dépenses de possession, d'exploitation et de maintenance, et cela, indépendamment du nombre de pièces produites sur la durée du contrat.

La société LBO est intégrée à 100% en consolidation depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

La société SCI du Plantier de la Reine a pour objet de louer des immeubles aux sociétés françaises.

La société Le Bélier Commercialisation a pour objet la commercialisation de pièces de fonderie en alliage d'aluminium usinées ou non.

## 1.2 Variations du périmètre de consolidation

Aucune variation du périmètre de consolidation au 31 décembre 2006.

## 1.3 Entreprises non consolidées

La société Le Bélier Bulgarie, bureau d'études spécialisé dans la conception d'outillages de fonderie, créée en 1997 et détenue à 90%, n'est pas consolidée du fait de son caractère non significatif, à la fois en terme d'activité et en terme de résultat. Cette société a été liquidée le 30 novembre 2006.

## 2. Principes et méthodes comptables

### 2.1 PRINCIPES ET MODALITES DE CONSOLIDATION

#### 2.1.1 Méthode de consolidation

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

#### 2.1.2 Date de clôture

Toutes les sociétés consolidées ont clôturé leurs comptes au 31 décembre 2006.

### 2.2 PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

#### Référentiel et principes comptables

Les comptes consolidés de l'exercice 2006 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*) adoptées au niveau européen, en application du règlement 1606/2002 du Conseil européen du 19 juillet 2002.

Le groupe avait retenu l'option de comptabiliser dès le 31 décembre 2005 une provision pour restructuration d'un montant de 4,8 M€, bien que l'application stricte de la norme IAS37 aurait conduit à reporter sa comptabilisation sur le premier semestre 2006.

#### Recours à des estimations

La préparation des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ceci concerne notamment les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur ; l'évaluation des engagements de retraite, l'évaluation des provisions (restructuration notamment), les durées d'utilisation des immobilisations, les impôts différés, les engagements.

Ces estimations sont établies en fonction des informations disponibles lors de la préparation des comptes. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les éléments réels peuvent différer des estimés comptabilisés.

#### Textes ou projets de normes en cours pouvant faire l'objet d'une application anticipée

Les états financiers de Le Bélier au 31 décembre 2006 n'intègrent pas les éventuels impacts des normes et interprétations publiées au 31 décembre 2006 mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter des exercices ouverts à partir du 1er janvier 2007. Ainsi Le Bélier n'a pas appliqué par anticipation la norme IFRS 7 "Informations à fournir sur les instruments financiers" qui entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2007.

#### 2.2.1 Présentation des états financiers

##### Présentation du bilan

Conformément à la norme IAS 1 (*présentation des états financiers*), le bilan présente distinctement les actifs et les passifs courants des actifs et passifs non courants. Les actifs et passifs liés au cycle d'exploitation ainsi que ceux dont la maturité est inférieure à douze mois à la date de la clôture sont classés en courants, les autres en non courants.

## Présentation du compte de résultat

Conformément à la recommandation 2004-R-02 du Conseil national de la comptabilité, le groupe a opté pour une présentation du compte de résultat par nature.

## 2.2.2 Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées selon la méthode des coûts historiques amortis.

## 2.2.2.1 Autres immobilisations incorporelles

Seuls les actifs incorporels répondant à la définition de la norme IAS 38 sont maintenus au bilan.

Le poste « Autres immobilisations incorporelles » concerne principalement des logiciels acquis ou développés en interne. Ils sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, qui ne dépasse pas 5 ans.

Le groupe ne dispose pas de fonds de commerce issus de regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2004, ni de frais d'établissement, ni de marques.

Les frais de recherche et les frais de développement ne répondant pas à la norme IAS 38 sont enregistrés en charges de l'exercice sur lequel ils sont encourus.

## 2.2.2.2 Immobilisations corporelles

Conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « première application des normes IFRS », le Groupe a choisi de réévaluer à leur juste valeur présumée correspondre au nouveau coût historique amorti certaines catégories d'immobilisations corporelles dans le bilan d'ouverture du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Ces réévaluations se sont appuyées sur l'expertise d'un cabinet indépendant. Elles ont porté sur tous les actifs faisant l'objet d'une approche par composant, et sur l'immobilier, lui-même approché par composant, excepté sur les actifs de Chine et de Serbie, non significatifs à l'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2004 en terme de valeur d'immobilisation.

La valeur brute des immobilisations correspond à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production comprenant les charges directes et indirectes de production sur la base de l'activité normale. Ce coût comprend notamment les droits de mutations, honoraires, commissions et frais d'actes attribuables à l'acquisition ou la construction des actifs.

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition et sous déduction éventuelle d'une valeur résiduelle. A ce titre, le mode d'amortissement linéaire est retenu.

Par ailleurs, le groupe a analysé l'ensemble de ses processus industriels et a isolé parmi les équipements industriels les composants majeurs devant faire l'objet d'un plan d'amortissement spécifique.

Principales durées d'amortissement et méthodes :

Principales durée d'amortissement et méthodes	Durée Après 01/01/04	Amortissement Economique
Frais recherche-développement	5 ans	Linéaire
Concessions – brevets – licences	5 ans	Linéaire
Sauf logiciel standards et spécifiques	3 ans	Linéaire
Constructions –Aménagements bâtiments..	25 ans	Linéaire
Géré en composants		
— Gros oeuvre	40 ans	Linéaire
— Couverture	25 ans	Linéaire
— Réseaux IGT	15 ans	Linéaire
— Aménagements intérieurs	20 ans	Linéaire
Rénovation de bâtiments anciens	15 ans	Linéaire
Matériel industriel, cas général	6 ans 2/3	Linéaire
Sauf matériel industriel géré par composants	5 à 15 ans (fonction des composants)	Linéaire
Moules de productivité	3 ans	
Matériel transport	5 ans	Linéaire
Autres immobilisations corporelles non industrielles	4 ans	Linéaire
Matériel informatique	2 ans	Linéaire

Le groupe procède annuellement à la révision des plans d'amortissement en fonction des durées d'utilité effectives de ses actifs corporels.

Les biens financés par location financière sont comptabilisés en immobilisations à l'actif du bilan comme s'ils avaient été financés par emprunt lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens.

Conformément à la norme IAS 17, les critères d'appréciation des contrats sont :

- Le rapport entre les durées d'utilité des biens pris en location et la durée du contrat,

- La comparaison entre les paiements futurs et la juste valeur du bien,
- L'existence d'une clause de transfert de propriété ou d'option d'achat,
- Le caractère spécifique de l'actif.

Les immobilisations significatives cédées dans le cadre d'un contrat de lease-back sont conservées à l'actif pour leur valeur d'origine et continuent d'être amorties. Les engagements correspondants à l'égard des bailleurs sont comptabilisés en dettes financières. Les redevances sont ventilées en remboursements de dettes et en coût de l'endettement financier.

#### 2.2.3 Dépréciation des actifs

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture.

La notion de perte de valeur des actifs s'applique, conformément aux normes IFRS, à un nouveau concept : les unités génératrices de trésorerie (UGT). Les UGT du groupe Le Bélier sont basées sur l'organisation opérationnelle par activité. Elles représentent les plus petits groupes d'actifs dont l'utilisation continue génère des cash-flows largement indépendants de ceux générés par d'autres groupes d'actifs.

Les actifs immobilisés, incorporels et corporels, font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou des circonstances intervenus au cours de la période (obsolescence, dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions, chute des revenus et autres indicateurs externes...), leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité.

La juste valeur nette des coûts de sortie est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente nette des coûts de sortie lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Cette estimation est déterminée sur la base des informations de marché disponibles en considérant les situations particulières.

Les tests de dépréciation sont réalisés par actif ou par groupe d'actifs en comparant leur valeur recouvrable et leur valeur nette comptable. Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable.

La perte de valeur peut faire l'objet d'une reprise dans la limite de la valeur comptable qui aurait été celle du bien en l'absence de toute constatation de perte de valeur sur les exercices précédents.

La valeur d'utilité retenue par le groupe correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur sortie. Elle est appréciée par les flux de trésorerie futurs actualisés des UGT, incluant les goodwill. Ils sont déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction du Groupe.

#### 2.2.4 Stocks

En application de la norme IAS 2, les stocks sont évalués au plus bas de leur coût ou de leur valeur nette de réalisation.

Les marchandises et les approvisionnements sont évalués à leur coût d'acquisition comprenant le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits et travaux en cours sont évalués à leur coût de fabrication comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production sur la base de l'activité normale.

Concernant les produits finis, les en-cours d'outillages et les en-cours de pièces : la valorisation est déterminée soit au prix de revient soit à la valeur réalisable, lorsque celle-ci lui est inférieure.

Les principes appliqués en matière de provision sont les suivants :

Pour les matières premières, fournitures, matières consommables, emballages, et produits finis : une provision est constituée qui tient compte d'une possible valeur nette de réalisation, ou à défaut, de critères de rotation lente.

#### 2.2.5 Actifs et passifs financiers – Instruments financiers

##### 2.2.5.1 Titres de participation et créances sur participations

Les titres de participation non consolidés sont évalués soit à leur valeur d'entrée, soit à leur valeur d'usage, compte tenu des perspectives d'avenir des sociétés.

##### 2.2.5.2 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constatée, cas par cas, lorsque la créance présente des risques d'irrecouvrabilité.

Les encours de financement des créances commerciales sont inclus dans le poste clients avec pour contrepartie une dette financière en concours bancaires courants.

##### 2.2.5.3. Emprunts bancaires

Les emprunts et encours bancaires courants sont comptabilisés aux montants obtenus. Les charges financières sont comptabilisées en fonction des durées et montants de mise à disposition.

La société applique le traitement de référence selon lequel les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

##### 2.2.5.4 Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Les valeurs mobilières de placement facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur sont évaluées à leur juste valeur en date de clôture. Il en va de même des placements à court terme (dépôt à terme de 12 mois au plus).

##### 2.2.5.5 Instruments financiers dérivés et de couverture

Les instruments financiers utilisés par le groupe Le Bélier font l'objet d'une gestion centralisée et ont pour objet de réduire l'exposition au risque de change sur les flux futurs de ses transactions ainsi qu'au risque de fluctuation de taux d'intérêt sur les flux de ses emprunts et ne relèvent d'aucun objectif spéculatif.

La politique du Bélier en matière de risque de taux et de change est la suivante :

Risque de taux :

- La politique du groupe est de favoriser les prêts à taux fixe. Si les conditions de marché ne permettent pas la réalisation de cette priorité, le prêt est indexé à un taux variable Euribor ou Libor USD ;
- Le groupe utilise plusieurs types d'instruments pour optimiser ses charges financières et gérer la répartition entre dettes à taux fixe et dettes à taux variable ;
- Le contrat d'échange « swap » permet au groupe d'emprunter à long terme à taux variable et d'échanger le taux de la dette ainsi levée dès son origine ou pendant la durée de l'emprunt, contre un taux fixe ;
- Le plafond de taux « cap » permet au groupe, moyennant le paiement d'une prime, de fixer une limite maximale au coût d'un emprunt libellé en taux variable.

Risque de change :

- Risque de change sur endettement : la politique du groupe est que chaque société s'endette dans la devise de sa zone opérationnelle ;
- Risque sur les flux opérationnels libellés en devise autre que la devise opérationnelle : pour les achats : néant,
- pour les ventes : pour mémoire, la devise de facturation pour la Hongrie et la Serbie est l'euro, pour le Mexique et pour la Chine, principalement l'USD.

Les instruments financiers sont comptabilisés à la clôture à leur juste valeur conformément aux normes IAS 32 et 39 sur la base d'une expertise extérieure. Les variations de juste valeur sont comptabilisées soit en capitaux propres pour les opérations de couverture efficace de flux et en compte de résultat pour les autres.

#### 2.2.6 Opérations en devises

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 « effets des variations des cours des monnaies étrangères ».

En application de cette norme, les opérations libellées en monnaie étrangère sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction.

Les dettes et créances en devises sont valorisées au cours de la clôture de l'exercice et les écarts sont constatés directement en résultat financier.

#### 2.2.7 Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « impôts sur le résultat » des impôts différés actifs ou passifs sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, ainsi que sur les retraitements en consolidation, selon la méthode du taux variable, au taux applicable le plus probable à la date du reversement.

Les actifs d'impôts différés sur différences temporaires ou sur déficits ne sont pas constatés lorsque leur réalisation n'est pas probable.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

#### 2.2.8 Subventions d'investissements

Le groupe peut bénéficier de subventions d'investissements dans le cadre de ses activités.

Ces subventions sont comptabilisées pour leur valeur brute en autres passifs non courants.

La reprise en compte de résultat est faite selon le même rythme que celui des amortissements des équipements subventionnés, en autres produits de l'activité.

#### 2.2.9 Provisions et passifs à plus d'un an

Des provisions sont comptabilisées dès lors qu'à la clôture d'un exercice, il existe pour le Groupe une obligation actuelle résultant d'événements passés dont il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources dans des délais ou pour des montants encore incertains à la date d'arrêt des comptes.

#### 2.2.10 Avantages au personnel

L'application de la norme IAS 19 relative aux avantages au personnel entraîne la comptabilisation de l'ensemble des avantages au personnel identifiés : indemnités de retraite, médailles du travail, clauses parachute.

Ces avantages au personnel font l'objet d'une évaluation actuarielle annuelle qui repose sur :

- des hypothèses en matière d'inflation, de hausse des salaires, de rendement des actifs ou de taux utilisés pour actualiser les obligations, hypothèses qui évoluent d'une année par rapport à l'autre ;
- les écarts constatés entre ces hypothèses et la réalité.

Les montants bruts de ces avantages sont enregistrés au bilan en provisions à long terme, les variations de l'exercice sont comptabilisées au compte de résultat en « dotations nettes aux provisions » d'une part, et en « autres produits et charges financières » d'autre part pour le montant correspondant au coût financier, à l'exception des écarts actuariels qui sont comptabilisés en capitaux propres.

#### 2.2.11 Rémunérations à base d'actions

En ce qui concerne les stock options, la norme IFRS 2 prévoit, entre autres, la comptabilisation en charges de personnel des avantages liés aux plans de stock options accordés postérieurement au 7 novembre 2002. Aucun plan n'a été accordé postérieurement après cette date.

#### 2.2.12 Produits

Pour les pièces, les produits sont constatés à la livraison, ou bien à la consommation dans les cas des stocks dépôt-consignation.

Pour les outillages, les produits sont enregistrés à l'acceptation des pièces-type par le client.

Ces produits sont enregistrés en chiffre d'affaires.

### 2.2.13 Autres produits et charges opérationnels

A ce poste sont comptabilisés des produits ou charges de nature non récurrente et d'un montant significatif comme les frais de restructuration.

### 2.2.14 Résultat par action

Le résultat net par action est déterminé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions sur la période.

Le résultat net par action et instruments dilutifs est déterminé en divisant le résultat net part du groupe par la somme du nombre moyen pondéré d'actions sur la période et du nombre total d'instruments dilutifs (stocks options).

Remarque : les options levées au cours de la période sont réputées n'être levées qu'au 31 décembre de l'exercice considéré.

## 2.3. ARRETE DES COMPTES

Les comptes consolidés au 31 décembre 2006 ont été arrêtés par le conseil d'administration du Bélier du 9 mars 2007.

## 3 - Faits significatifs

Durant l'exercice, les principales évolutions dans le groupe sont les suivantes :

### - Le Bélier (holding) :

- 05/04/06 augmentation de capital (3 000) dans LBD entièrement souscrite par Le Bélier.
- 20/06/06 augmentation de capital (2 000) dans LBK dont 50% en nature et 50% en numéraire, entièrement souscrite par Le Bélier.
- 15/07/06 augmentation de capital (6 500) dans LBQ, entièrement souscrite par Le Bélier.
- Abandon de créance sur LBI (1 817).
- Liquidation définitive de Le Bélier Bulgarie (non consolidée).
- Refonte des conventions de services entre Le Bélier et ses filiales.
- Intégration fiscale au 01/01/2006 des Fonderies et Ateliers du Bélier et Le Bélier Commercialisation.

### - FAB (France) :

- Accroissement de la marge opérationnelle lié notamment à l'incidence favorable du redimensionnement de l'usine fin 2005 qui avait conduit au départ effectif de 85 salariés.
- Un nouveau plan d'économie portant sur les dépenses d'investissement et sur des effectifs a été mis en oeuvre avec l'arrivée d'un nouveau Directeur de site en janvier 2006. Le plan de sauvegarde de l'emploi a été négocié durant le 1<sup>er</sup> semestre et mis en oeuvre au 3<sup>ème</sup> trimestre ; 151 suppressions de postes ont été réalisées (le maintien de l'activité usinage pour 2 clients situés en France a permis de préserver 43 postes). L'activité par ailleurs a été soutenue tout au long de l'année.

### - LBH (Hongrie) :

- Réorganisation de la production, formation du personnel et forte amélioration de la productivité.
- Déplacement de moyens de production manuels vers LBK et transformation des moyens existants pour accueillir les nouvelles productions grandes séries.
- Levée d'un emprunt de 36 MUSD sur 5 ans pour financer les besoins du groupe.
- Encaissement d'une subvention pour une nouvelle ligne (568 K€).

### - BSM (Hongrie) :

- Le déménagement de l'ancienne usine s'est poursuivi tout au long de l'année 2006, ce qui a rendu l'exploitation particulièrement difficile.
- La forte activité, et les nombreux démarrages de nouvelles productions n'ont en effet pas permis de constituer rapidement et en quantité suffisante les stocks nécessaires au transfert des centres d'usinage dans les délais ; des surcoûts logistiques et une augmentation des effectifs en ont résultés ; En toute fin d'année 2006 les premiers signes de résorption de ces surcoûts sont venus sanctionner positivement les plans de retour à l'équilibre.
- Encaissement de subvention pour mise en place de nouveaux moyens (220 K€).

### - LBI (Italie) :

- Activité soutenue sur les clients historiques de LBI (Bosch), mais pas de croissance, compte tenu de l'absence de démarrage de nouveaux produits.
- Recapitalisation partielle par l'apport d'un abandon de créance concédé par Le Bélier pour 1 817 K€.
- Malgré des indicateurs industriels de performance globalement bien tenus, le site a creusé ses pertes.

### - LBD (Chine) :

- Augmentation de capital de 3 M€ souscrite entièrement par Le Bélier.
- Redémarrage de la croissance avec recentrage sur le marché asiatique (Chine et Japon).

### - LBQ (fonderie Mexique) :

- Des coûts de non qualité élevés, (rebuts, réparations, voyages chez les clients, transports exceptionnels par avion), impactent négativement la performance de l'année.
- L'assistance technique directe de la part du siège est en augmentation (envoi d'experts en assistance opérationnelle).
- Renforcement des effectifs qui passent de 315 à fin 2005 à 437 à fin décembre 2006.
- Prise d'un nouveau marché pour Valéo.
- Mise en production d'un carrousel automatique dédié à la production des pièces turbo.

### - BQM (usinage Mexique) :

- Montée du taux d'occupation des surfaces industrielles conforme au plan (75%).
- Démarrage en production des produits pour Bosch (projet TMC8).
- Envoi d'échantillons initiaux de pièces pour TRW pour démarrage de la production en fin d'année.
- Nouveaux marchés avec Valéo et TRW.
- Investissements significatifs pour trois machines Vigel, une ligne d'anodisation (en provenance de BSM) et une machine Samag.
- Maîtrise industrielle à acquérir, notamment s'agissant des équipements mis à disposition par les clients (Bosch).

### - LBK (Serbie) :

- Kongsberg est toujours le seul client direct de LBK.
- Les investissements se sont élevés à 3 000 K€ en 2006.
- Une augmentation de capital de 3M€ (2M€ en apports / 1M€ en nature) a été votée afin de permettre le financement des investissements futurs (carrousel Renault ; Régénération de sable ; suite des transferts des chantiers Garrett), le premier carrousel a été livré en fin d'année.
- Poursuite et fin des transferts de produits noyautés en provenance de LBH ; Transfert effectué dans de bonnes conditions, mais ayant cependant momentanément dégradé la progression de la performance du site.
- Hausse sensible des effectifs (+100) liée tant à l'augmentation des volumes (+19%), qu'à la nature des produits.

- LBO (France) :
  - Néant
- SCI du Plantier de la Reine :
  - Néant

#### 4 - Notes annexes aux états financiers consolidés

Tous les montants sont indiqués en milliers d'euros (KEUR).

##### 4.1 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

###### 4.1.1 Chiffre d'affaires consolidé

###### 4.1.1.1 Par zone géographique de production

Détail par zone	TOTAL au 31/12/2006	TOTAL au 31/12/2005	Variation
France	55 226	52 950	4,3%
Europe Ouest	21 008	18 989	10,6%
Europe Est	102 439	90 484	13,2%
Sous-Total Europe	178 673	162 423	10,0%
Amérique	35 759	25 588	39,7%
Asie	5 853	2 427	141,2%
Sous-Total Hors Europe	41 612	28 015	48,5%
TOTAL GENERAL	220 285	190 438	15,7%

###### 4.1.1.2 Par activités

	31/12/2006	31/12/2005	Variation
Fonderies	178 939	152 200	17,6%
Usinage	19 530	17 631	10,8%
Fabrication outillages	9 685	9 639	0,5%
Autres (1)	12 131	10 968	10,6%
Total	220 285	190 438	15,7%

(1) prestations de services, et conformément aux usages de la profession, coûts des investissements sur marchés adossés facturés aux clients.

###### 4.1.2. Charges de personnel et effectifs des sociétés consolidées

###### - Charges de personnel

en K€	31/12/2006	31/12/2005
Salaires	33 047	34 779
Charges sociales	12 556	13 275
s/t Charges de personnel	45 603	48 054

###### - Effectifs fin de période

	31/12/2006	31/12/2005
Production	2 697	2 525
Administration	220	203



Logistique	25	19
Recherche et Développement	84	107
Total	3 026	2 854

En outre, au 31/12/2006, le groupe a sous contrat 26 intérimaires en France, 46 en Hongrie, 6 en Italie, 3 en Serbie et 14 au Mexique soit 95 personnes, contre 14 en France, 45 en Hongrie et 6 en Italie soit 65 personnes au 31/12/2005.

- Effectifs moyens (y compris intérimaires)

L'effectif moyen du groupe s'élève à 3 062 personnes au 31/12/2006 contre 3 108 personnes au 31/12/2005.

#### 4.1.3 Dotations nettes

Ce poste s'analyse de la façon suivante :

	31/12/2006			31/12/2005
	Dotation	Reprise	Dotation nettes	Rappel dotations nettes
Amortissement des immobilisations	17 660	-9	17 651	17 465
Dépréciation immobilisations	402	-34	368	
s/t dotations nettes aux amortissements et provisions / immobilisations	18 062	-43	18 019	17 465
Provision pour dépréciation client	86	-214	-128	-33
Provision pour risques et charges	863	-854	9	912
s/t dotations nettes aux provisions	949	-1 068	-119	879

Remarque : les dotations nettes aux provisions pour dépréciation des stocks sont incluses,

- pour les stocks de matières et consommables, dans le poste « achats consommés » pour 192,

- pour les stocks de produits en cours et finis, dans le poste « variation des stocks de produits encours et finis » pour 76.

#### 4.1.4 Autres produits et charges opérationnels

A ce poste sont comptabilisés les charges et produits relatifs au plan de sauvegarde pour l'emploi engagés en 2005, ainsi que les dotations et reprises d'amortissements et provisions pour dépréciation des actifs.

Ils se décomposent de la façon suivante :

	2006	2005
Dotations exceptionnelles provisions risques & charges PSE (1)	-326	-6 845
Reprises exceptionnelles provisions risques & charges PSE (1)	4 439	1 576
Charges exceptionnelles sur opérations gestion	-3 470	-936
Dotations immobilisations corporelles		-1 249
Reprises amortissements immobilisations corporelles	983	
Dotations provisions écart acquisition	-228	
Autres produits et (charges) opérationnels	1 398	-7 454
<i>(1) PSE : Plan de sauvegarde pour l'emploi</i>		

#### 4.1.5 Résultat financier

	2006	2005
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1 103	567
Coût de l'endettement financier brut	-4 556	-3 120
Coût de l'endettement financier net	-3 453	-2 553
Gains de change	208	1 588
Pertes de change	-1 989	-385
Dotations financières aux provisions	3	-3

Autres charges financières	12	38
Autres produits et charges financières	-1 766	1 238
Résultat financier	-5 219	-1 315

## 4.1.6 Charge d'impôts

— Ventilation de l'impôt :

	2006	2005
Charge impôt courant	-983	-1 887
Charge impôt différé	-100	424
Total charge d'impôt	-1 083	-1 463

— Renseignements sur les taux d'imposition :

	2006	2005
Chine	24%	24%
Hongrie	20%	16%
France	33,33%	33,83%
Italie	33%	33%
Mexique	29%	29%
Serbie	10%	10%

— Preuve d'impôt (charge, produit +) :

	31/12/2006	31/12/2005
Charge d'impôt théorique au taux en vigueur pour l'entreprise consolidante (33,33%)	718	3 152
Impact des différences d'imposition	425	1 370
Impact de l'exonération	0	0
Déficits antérieurs imputés	0	33
Déficits de l'exercice n'ayant pas donné lieu à impôt différé actif	-2 661	-5 608
Annulation d'impôts différés reconnus sur déficits antérieurs		-396
Impact des charges et des produits définitivement non déductibles ou non imposables	435	-14
Charge d'impôt réelle	-1 083	-1 463

## 4.1.7 Résultat par action

	2006	2005
Résultat net ( A )	-3 236	-10 919
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action ( B )	4 363 129	4 363 129
Nombre instruments dilutifs (options d'achat d'actions)	8 850	8 850
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires ajusté pour le résultat de base par action ( C )	4 371 979	4 371 979
Résultat net par action (en euro) (Ax1000/B)	-0,74	-2,50
Résultat net dilué par action (en euro) (A*1000/C)	-0,74	-2,50

## 4.2 BILAN CONSOLIDE

## 4.2.1 Goodwill

Société	Valeur nette 31/12/2005	Acquisition	Cession	Dépréciation	Valeur nette 31/12/2006
LBH	66			0	66
BSM	306			0	306
BMP	228			-228	0
LBK	31			0	31
LBO	147			0	147
Total groupe	778	0	0	-228	550

Une dotation aux provisions pour dépréciation exceptionnelle de 228 a été enregistrée sur le goodwill de la société BMP pour tenir compte des tests de perte de valeur réalisés sur cette filiale. La dotation est présentée dans les autres charges et produits opérationnels au compte de résultat.

#### 4.2.2 Autres immobilisations incorporelles

Ce poste, qui inclut les concessions, brevets et marques, et les autres immobilisations incorporelles, concerne principalement des logiciels acquis ou développés en interne.

#### 4.2.3 Immobilisations brutes

Immobilisations brutes au 31/12/06 :

Situations et mouvements de l'exercice	31/12/05	Reclassement	Impact écart de change	Acquisitions	Cessions	31/12/06
Goodwill	778					778
Frais de recherche (2)	0			721		721
Concessions, brevets et marques	3 094	96	-29	504	-15	3 650
Fonds commercial	0					0
Autres immobilisations incorporelles	330				-104	226
Avances et acomptes	0			25		25
Autres immobilisations incorporelles	3 424	96	-29	1 250	-119	4 622
Terrains (1)	4 201	-739	-189	631		3 904
Constructions, aménagements (1)	31 602	2 205	-328	6 313	-48	39 744
Instruments techniques (1)	113 911	1 060	-1 022	11 625	-6 990	118 584
Autres immobilisations corporelles	6 109	-922	-39	235	-285	5 098
s/total avant encours, avances et acomptes	155 823	1 604	-1 578	18 804	-7 323	167 330
Immobilisations en-cours	10 239	-97	-158	-4 672		5 312
Avances et acomptes	125		30	551		706
Immobilisations corporelles	166 187	1 507	-1 706	14 683	-7 323	173 348
S/total	170 389	1 603	-1 735	15 933	-7 442	178 748

(1) y compris immobilisations financées en crédit-bail et locations financement.

(2) Les acquisitions de 721 portées en frais de recherche correspondent aux investissements réalisés dans le cadre de l'activité de rhéocasting.

#### 4.2.4 Amortissements

Amortissements au 31/12/06 :

Situations et mouvements de l'exercice	31/12/05	Reclassement	Impact écart de change	Dotation amortis.	Reprise	Dotation provision dépréciation immobilis. (2)	Reprise provision dépréciation immobilis. (3)	31/12/06
Goodwill	0					228		228
Frais de recherche	0							0
Concessions, brevets et marques	1 682		-13	797	-7			2 459
Fonds commercial	4				-4			0
Autres immobilisations incorporelles	287	-45	-1	31	-50			222

Autres immobilisations incorporelles	1 973	-45	-14	828	-61	0	0	2 681
Terrains (1)	392	-299		13				106
Constructions, aménagements (1)	9 700	2 092	63	2 144	-136	402	-1 017	13 248
Instruments techniques. / Outillage compte propre (1)	56 468	492	-219	13 925	-4 396			66 270
Autres immobilisations corporelles	4 119	-492	-25	750	-231			4 121
Immobilisations en-cours	0							0
Avances et acomptes	0							0
Immobilisations corporelles	70 679	1 793	-181	16 832	-4 763	402	-1 017	83 745
S/Total	72 652	1 748	-195	17 660	-4 824	630	-1 017	86 654

(1) y compris immobilisations financées par crédit bail et locations financement.

(2) et (3)

- La dotation aux provisions pour dépréciation du goodwill de 228 est détaillée au point 4.2.1.

- Nous avons comptabilisé sur la période une dépréciation des bâtiments et agencements du site d'usinage hongrois pour un montant net de 368 K€ (dotation 402 et reprise de -34) qui est enregistré dans le poste « dotations nettes aux amortissements et prov. / immobilisations ». Le calcul de la dépréciation est basé sur la valeur de marché de ce bien, destiné à être cédé courant 2007.

(3) Une provision pour dépréciation a été comptabilisée en 2005 au titre de l'IAS 36 sur les constructions et aménagements en France pour un montant de 1249 K€.

En 2006, du fait de l'utilisation effective du bâtiment, cette provision a été reprise à hauteur de 983 et enregistrée en « autres produits opérationnels » au compte de résultat.

#### 4.2.5 Ventilation des immobilisations corporelles nettes par zone géographique

	31/12/2006	31/12/2005
France	15 909	17 614
Italie	6 055	7 294
Hongrie	38 265	42 849
Serbie	6 740	5 731
S/T Europe	66 969	73 488
Chine	2 256	1 957
Mexique	20 378	20 063
S/T hors Europe	22 634	22 020
<b>Total</b>	<b>89 603</b>	<b>95 508</b>
Dont financement en crédit bail ou location financière	23 301	22 038

#### 4.2.6 Stocks et en-cours

	31/12/2006	31/12/2005
Valeur brute	31 721	28 543
Provision	-1 844	-1 593
Valeur nette	29 877	26 950

	31/12/2006	31/12/2005
Matières premières / approvisionnements	12 978	11 084
En cours de biens	7 134	6 868
Produits intermédiaires et finis	9 765	8 998
Total stocks	29 877	26 950

#### 4.2.7 Clients et comptes rattachés

	31/12/2006	31/12/2005
Clients	49 236	40 234
Effets escomptés non échus & cessions créances	0	7 765
Valeur brute	49 236	47 999
Dépréciation	-147	-285
Valeur nette	49 089	47 714

## 4.2.8 Actifs courants d'exploitation

	31/12/2006	31/12/2005
Actif d'impôt courant (créance d'impôt exigible)	1 769	3 276
Avances fournisseurs	482	329
Créances Etat, personnel, clients...	10 208	8 872
Clients marchés adossés	3 543	7 695
Charges d'avance	971	763
Autres actifs courants	15 204	17 659

Compte tenu des conditions financières des « marchés adossés », la créance résultant de l'engagement des clients de prendre en charge les coûts directs et indirects des investissements nécessaires à la réalisation des marchés est comptabilisée à l'actif, ce montant couvre, outre le capital des emprunts inscrits au passif l'ensemble des autres coûts de financement et l'ensemble des coûts liés au fonctionnement et à la maintenance de ces investissements sur la durée totale des contrats.

Cette créance est exigible au fur et à mesure des livraisons de pièces produites et est contractuellement soldée au plus tard à la fin du contrat quel que soit le nombre effectif de pièces produites et livrées.

La contrepartie est inscrite au passif en autres passifs courants (produits constatés d'avance) pour 3 543 KEUR.

## 4.2.9 Variation des provisions pour dépréciation des actifs

PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Solde ouverture	Ecart de change	Dotations	Reprises	Solde clôture	Base brute	% Dép.
Sur goodwill			228		228	778	29,3%
Sur immobilisations incorporelles et corporelles	1 249	18	402	-1 017	652	86 426	0,8%
Sur immobilisations financières	3			-3	0	434	0,0%
Sur stocks et en-cours	1 593	-17	825	-557	1 844	31 721	5,8%
Sur comptes clients et créances	285	-10	86	-214	147	49 236	0,3%

Nous avons comptabilisé sur la période une dépréciation des bâtiments et agencements du site d'usinage hongrois pour un montant net de 368 K€. Elle est basée sur la valeur de marché de ce bien, destiné à être cédé courant 2007.

## 4.2.10 Trésorerie et équivalent de trésorerie

	31/12/2006	31/12/2005
Valeurs mobilières de placement	10 980	4 088
Disponibilités	13 136	19 883
TOTAL	24 116	23 971

- Evolution de la trésorerie nette:

	31/12/2006	31/12/2005
Disponibilités et VMP	24 116	23 971

Concours bancaires courants	-13 821	-17 101
Trésorerie nette	10 295	6 870

## - Instruments financiers actifs

	31/12/2006	31/12/2005
Instruments financiers actifs	60	30

## 4.2.11 Capitaux propres

## — Capital social

Le capital est composé de 4 363 129 actions de 1,52 euros.

## — Option de souscription d'actions au profit des salariés :

Les salariés de l'entreprise bénéficient d'un plan d'option de souscription d'actions depuis le 26 juin 1995 pour un montant total restant de 8850 options. Aucune option n'a été exercée durant l'exercice 2006.

## — Autocontrôle :

Le groupe ne détient aucune action de la société LE BÉLIER.

## — Dividendes payés et proposés

	2006	2005
Payés dans la période	0	2 094
soit en euro par action (1) :	0	0,48
Proposés pour approbation à l'assemblée générale (non reconnus comme un passif au 31 décembre)	0	0

(1) sur la base du nombre d'actions existantes à la fin de la période.

## 4.2.12 Emprunts et dettes financières long terme

## - Flux des dettes à terme de l'exercice :

	31/12/2005	Variation de périmètre (2)	Ecart de change	Augment.	Diminut.	31/12/2006
Emprunts long terme	69 272	0	-4 290	33 685	-22 666	76 001
Pour compte propre	65 077	0	-4 290	33 685	-19 516	74 956
locations financières et crédit bail mobilier	9 721			1 563	-2 567	8 717
locations financières et crédit bail immobilier	9 097			-2	-788	8 307
emprunts bancaires	46 259		-4 290	32 124	-16 161	57 932
Pour compte des clients (1)	4 195	0	0	0	-3 150	1 045
crédit bail / marché adossé.	4 195	0			-3 150	1 045
Emprunts divers	142	0	-7	1	-12	124
participation des salariés & divers	142	0	-7	1	-12	124
S/ TOTAL	69 414	0	-4 297	33 686	-22 678	76 125
Avances conditionnées	332	0	-4	0	-88	240
Avance remboursable	332		-4		-88	240
TOTAL	69 746	0	-4 301	33 686	-22 766	76 365

(1) Dettes intégralement couvertes par engagement de remboursement des clients.

## Ventilation des dettes par échéance :

	31/12/2006	Part courante Echéances - 1 an	Part non courante Echéances de 1 à 5 ans	Part non courante Echéances + 5 ans
Emprunts long terme	76 001	19 541	48 699	7 761
pour compte propre	74 956	18 584	48 611	7 761
locations financières et crédit bail mobilier	8 717	2 472	5 850	395
locations financières et crédit bail immobilier	8 307	913	2 047	5 347
emprunts bancaires	57 932	15 199	40 714	2 019
pour compte des clients (1)	1 045	957	88	0
crédit bail / marché adossé	1 045	957	88	
Emprunts divers	124	45	79	0
participation des salariés & divers	124	45	79	
S/ TOTAL	76 125	19 586	48 778	7 761
Avances conditionnées	240	0	240	0
Avance remboursable	240		240	
TOTAL	76 365	19 586	49 018	7 761

(1) Dettes intégralement couvertes par engagement de remboursement des clients.

Ventilation des dettes par devise de remboursement :

Devise de remboursement	31/12/2006	31/12/2005
En Euros	48 892	63 234
pour compte propre	47 847	59 039
pour compte des clients	1 045	4 195
En Dollars	27 473	6 420
En Forints hongrois	0	92
Total	76 365	69 746

- Covenants

Dans certains contrats de prêt que le groupe a signé, il existe des clauses de remboursement anticipé liées à des ratios de structure financière. Au 31/12/06, certaines clauses sont applicables pour un montant global de 15 582 K€, liés notamment à des ratios de dettes sur capitaux propres.

A ce jour, aucune demande d'application des clauses n'est engagée par les banques. Le groupe a mis en oeuvre les moyens nécessaires pour faire face à ces éventuels remboursements.

- Ventilation des emprunts bancaires LT par nature de taux :

	31/12/2006	31/12/2005
Taux fixe	28 036	9 531
Taux variable	29 896	36 728
<b>Total</b>	<b>57 932</b>	<b>46 259</b>

#### 4.2.13 Actif et passif d'impôts non courant (impôt différé)

	31/12/2006 ACTIF	31/12/2006 PASSIF	31/12/2005 ACTIF	31/12/2005 PASSIF
crédit bail et location financière	272	1 409	698	1 542
impacts IFRS	810	1 626	686	1 407
provisions réglementées	44	218		606

s/total retraitements	1 126	3 253	1 384	3 555
profit sur cession d'immobilisations	33		220	
profit sur stock	87		88	
s/total éliminations	120	0	308	0
différences temporaires	838	813	2 641	686
impot différé actif sur déficit reportable	126			
limitation impot différé actif			-2 247	
activation déficit fiscal	387			-800
s/total	1 351	813	394	-114
total brut	2 597	4 066	2 086	3 441
compensation	-2 597	-2 597	-2 086	-2 086
total net	0	1 469	0	1 355

#### 4.2.14 Provisions - Flux de l'exercice

Provisions pour risques et charges	31/12/2005	Ecart de change	Autres variations(1)	Dotations	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	31/12/2006	Motif
Clients / Fournisseurs	20	-2		23			41	Litiges
Social	807	7		290	-309		795	Litiges salariés
Avantages au personnel	3 750		-319	477	-312	-51	3 545	Médailles du travail, retraites, clauses parachute
Plan de sauvegarde pour l'emploi (2)	5 269			326	-3 768	-671	1 156	
Impôts et taxes	253			73	-87		239	Contrôle fiscal
Environnement	192	-4			-95		93	Litige sable
TOTAL	10 291	1	-319	1 189	-4 571	-722	5 869	

(1) Les autres variations concernent les avantages au personnel et correspondent pour 154 à des charges financières comptabilisées en résultat et pour -473 à des écarts actuariels comptabilisés directement en capitaux propres.

(2) voir aussi point 4.2.3 Autres produits et charges opérationnels

Il n'existe pas d'autre litige né au 31 décembre 2006, qui serait de nature à remettre en cause les états financiers au 31/12/2006.

— Echéances des provisions

Provisions pour risques et charges	31/12/2006	Part courante	Part non courante
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'un an
Clients / Fournisseurs	41	41	
Social	795	795	
Avantages au personnel	3 545		3 545
Plan de sauvegarde pour l'emploi	1 156	1 156	
Impôts et taxes	239	239	
Environnemental	93	93	
TOTAL	5 869	2 324	3 545

#### Avantages au personnel

Les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite et assimilés sont les suivants :

##### 1) Méthode d'évaluation

L'engagement a été calculé par la méthode des Unités de Crédit Projetées telle que recommandée par la norme IAS19.

##### 2) Hypothèses de l'évaluation

- Hypothèses actuarielles



Date de l'évaluation actuarielle des engagements : 31/12/2006

Date d'extraction des données : 31/12/2006

Table de mortalité : INSEE 00/02

Taux d'actualisation : 4,5% Pour la France et l'Italie (4,0% en 2005 et 4,3% en 2004)

8,0% pour la Hongrie (6,7% en 2005 et 7,75% en 2004)

Pour la France et l'Italie, le taux d'actualisation proposé correspond au taux des obligations d'entreprises notées AA sur la zone euro et d'une durée supérieure à 10 ans.

Pour la Hongrie, il se base sur les taux directeurs de la banque centrale.

- Hypothèses catégorielles  
Indemnités de Départ à la Retraite (France & Hongrie)

Pays	Catégorie	Droits IFC	Age de départ à la retraite	Modalité de départ	Taux des charges patronales	Evolution des salaires	Rotation du Personnel
France	Cadres.	Métallurgie Ingénieurs et cadres	62 ans	Volontaire	FAB : 42,7% LB : 38,8%	3%	Table LE BELIER
	Non cadres	Métallurgie. Gironde Landes	61 ans	Volontaire	FAB : 42,7% LB : 38,8%	3%	Table LE BELIER
Hongrie	Femmes	Table Le Belier Hongrie	62 ans	Volontaire	37%	3%	BSM : Table BSM LBH : Table LBH
	Hommes	Table Le Belier Hongrie	65 ans	Volontaire	37%	3%	BSM : Table BSM LBH : Table LBH

TFR (indemnité de départ Italie)

Pays.	Catégorie.	Age de départ	Evolution des salaires	Revalorisation des droits	Rotation du personnel
Italie	Hommes	65 ans	3,50%	2,90%	Table LBI
	Femmes	60 ans			

Les droits sont ceux en vigueur au cours de l'exercice 2006.

Pour rappel, en 2005 les hypothèses étaient les suivantes :

Taux de charges sociales : 33 à 41% pour la France, 38,4 à 40,5% pour la Hongrie, 0% en Italie.

Taux augmentation des salaires : 3% pour la France, 8% pour la Hongrie, 2,6% pour l'Italie.

Les hypothèses de taux de charges sociales et d'évolution des salaires sont inchangées par rapport à 2005, seules les hypothèses de taux de rotation du personnel ont été révisées en 2006 sur la base d'une étude sur 3 ans dans chacun des pays.

- Détail des résultats :

Evolution de l'engagement (DBO)	2006	2005
Engagement à l'ouverture	3 750	3 376
Coût des services rendus	477	326
Charge d'intérêt	154	155
Pertes et (gains) actuariels	-473	101
Prestations payées sur l'exercice	-120	-187
Réduction du régime	-243	
Ecart de change	0	-21
Engagement à la clôture	3 545	3 750
Détail de la charge de l'exercice		
Coût des services rendus	477	326
Charge d'intérêt.	154	155
Pertes et (gains) s/ réduction du régime	-243	
Charge / (produit) de l'exercice	388	480
Evolution de la provision		
Provision à l'ouverture	3 750	3 376
Charge / (produit) de l'exercice	388	480

Pertes et (gains) actuariels enregistrés en capitaux propres	-473	101
Prestations payées sur l'exercice	-120	-187
Ecart de change	0	-21
Provision à la clôture	3 545	3 750

## 4.2.15 Autres passifs non courants : Subventions d'investissement

	31/12/05	Ecart de change	Augmentation	Reprise	31/12/06
Italie	653			- 305	348
Hongrie	1 046	16	789	- 326	1 525
Total Subvention investissement	1 699	16	789	- 631	1 873

4.2.16 Passif courant d'exploitation  
Dettes d'exploitation et d'immobilisation

	31/12/2006	31/12/2005
Fournisseurs	40 652	36 289
Passif d'impôt courant (dette d'impôt exigible)	-	1 431
Avances clients	898	963
Dettes fiscales sociales	8 289	7 990
Dettes / immobilisation	2 695	3 794
Dettes diverses	1 744	2 320
Produits d'avance	4 773	8 758
s/t Autres passifs courants	18 399	23 825

Les produits d'avance incluent 3 543 K€ relatifs aux marchés adossés et qui ont pour contrepartie la créance du groupe sur les clients concernés.

## 4.2.17 Passifs courants de financement (moins d'un an)

	31/12/2006	31/12/2005
Découverts bancaires	13 821	9 336
Effets escomptés & assimilés	0	7 765
s/t Emprunts à court terme	13 821	17 101
Partie courante des emprunts à Long Terme	19 586	16 492
Instruments financiers passifs	2 705	39

Le montant des instruments financiers passifs à fin 2006 correspond pour 2699, à la juste valeur d'un swap de couverture en euros d'un emprunt hongrois souscrit en dollars.

## 5. Informations diverses

## 5.1 INFORMATION SECTORIELLE

## 5.1.1 Par secteur géographique

31/12/2006 par zone géographique en K€	Europe	Hors Europe	Eliminations intragroupe	Total
Chiffre d'affaires				
Externe	178 673	41 612	0	220 285
Intragroupe	64 555	2 122	-66 677	0
S/total chiffre d'affaires	243 228	43 734	-66 677	220 285
Résultat Opérationnel Courant	5 754	-4 193	107	1 668

Autres produits et charges opérationnels	1 398			1 398
Résultat Opérationnel	7 152	-4 193	107	3 066
Produits de trésorerie				1 103
Coût de l'endettement financier brut				-4 556
Autres produits et charges financiers				-1 766
Charge d'impôts				-1 083
Résultat net				-3 236
Actifs et passifs				
Immobilisations	89 265	24 374	-21 889	91 750
Stocks	22 927	6 950		29 877
Créances et autres actifs	139 497	-8 937	-39 544	91 016
S/total actifs	251 689	22 387	-61 433	212 643
Capitaux propres	60 776	-9 286		51 490
Autres passifs	190 913	31 673	-61 433	161 153
S/total passifs	251 689	22 387	-61 433	212 643
Autres informations				
Investissements	15 353	4 701		20 054
Dotations nettes aux amortissements	14 472	3 179		17 651
Dotations nettes aux provisions pour pertes de valeur	- 387	0		- 387

<b>2005 par zone géographique</b> <b>en K€</b>	<b>Europe</b>	<b>Hors Europe</b>	<b>Eliminations intragroupe</b>	<b>Total</b>
Chiffre d'affaires				
Externe	162 423	28 015	0	190 438
Intragroupe	56 775	1 256	-58 031	0
S/total chiffre d'affaires	219 198	29 271	-58 031	190 438
Résultat Opérationnel Courant	1 625	-2 157	-155	-687
Autres produits et charges opérationnels	-7 454	0	0	-7 454
Résultat Opérationnel	-5 829	-2 157	-155	-8 141
Produits de trésorerie				567
Coût de l'endettement financier brut				3 120
Autres produits et charges financiers				1 238
Charge d'impôts				1 463
Résultat net				-10 919
Actifs et passifs				
Immobilisations	92 528	22 223	-17 703	97 048
Stocks	20 131	6 819	0	26 950
Créances et autres actifs	100 059	13 086	-19 717	93 428
S/total actifs	212 718	42 128	-37 420	217 426
Capitaux propres	41 841	13 809	0	55 650
Autres passifs	170 877	28 319	-37 420	161 776
S/total passifs	212 718	42 128	-37 420	217 426
Autres informations				
Investissements...	17 466	11 305	0	28 771
Dotation aux amortissements	15 676	1 789	0	17 465
Dotation aux provisions pour pertes de valeur	1 249	0	0	1 249

## 5.1.2 Par secteur d'activité

<b>2006 par secteurs d'activité</b>	<b>Fonderies</b>	<b>Usinage</b>	<b>Autres</b>	<b>Intragroupe</b>	<b>Total</b>
<b>en K€</b>					
Chiffre d'affaires : Voir point 4.1.1.2					
Actifs	169 003	41 980	63 093	-61 433	212 643
Investissements	7 908	11 874	272		20 054
<b>2005 par secteurs d'activité</b>	<b>Fonderies</b>	<b>Usinage</b>	<b>Autres</b>	<b>Intragroupe</b>	<b>Total</b>
<b>en K€</b>					
Chiffre d'affaires : Voir point 4.2.1.2					
Actifs	188 478	41 001	25 367	-37 420	217 426
Investissements	17 382	6 214	5 175	0	28 771

## 5.2 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS

## 5.2.1 Couverture de change

	<b>Montant notionnel en milliers d'euros</b>	<b>Maturité résiduelle</b>		
		<b>-1 an</b>	<b>2 à 5 ans</b>	<b>5 ans</b>
Au 31 décembre 2006				
Swap USD/EUR (emprunt)	23 900	5 975	17 925	-

## 5.2.2 Couverture de taux

	<b>Montant notionnel en milliers d'euros</b>	<b>Maturité résiduelle</b>		
		<b>-1 an</b>	<b>2 à 5 ans</b>	<b>5 ans</b>
Au 31 décembre 2006				
Swap de taux, emprunteur taux fixe				
en €, taux fixe / Euribor	9 248	2 355	6 893	
en \$, taux fixe / Libor	758	254	503	-
Cap de taux, emprunteur				
en \$, taux fixe / Libor	368	164	204	-

## 5.3 ELEMENTS DE COMPARAISON

L'évolution des taux de conversion utilisés pour les filiales étrangères est la suivante :

<b>Pour 1 EUR</b>	<b>Bilan:</b>		<b>Compte de résultat :</b>		<b>Variation</b>	
	<b>Taux de clôture</b>		<b>Taux moyen</b>		<b>Comptes.. de bilan...</b>	<b>Comptes.. de résultat</b>
	<b>31/12/2006</b>	<b>31/12/2005</b>	<b>31/12/2006</b>	<b>31/12/2005</b>		
Hongrie (HUF)	252,3000	252,7300	264,1397	248,0430	0,2%	-6,1%
Mexique (MXN)	14,4122	12,6238	13,6916	13,5686	-12,4%	-0,9%
Chine (CNY)	10,2665	9,5535	10,0074	10,2044	-6,9%	2,0%
Serbie (CSD)	79,0000	85,5000	84,2475	82,9330	8,2%	-1,6%
USD	1,3170	1,1797	1,2554	1,2448	-10,4%	-0,8%

## 5.4 ENGAGEMENTS HORS BILAN EN KEUR

	31/12/2006	31/12/2005
Engagements financiers donnés :		
Avals et cautions	11 941	3 092
Dettes assorties de garanties :		
Nantissement de matériel	40 443	13 627
Nantissement de titres	3 142	3 634
Promesse de nantissement de titres	272	381
Hypothèques immeubles	3 427	3 584
La levée des garanties est conditionnée au remboursement de la dette		
Autres engagements :		
Contrat d'assurance nantissement police COFACE	-	1 232
Engagements reçus :		
Garantie SOFARIS	1 524	1 524
Garantie COFACE	6 202	10 686
Cautions bancaires	455	177
Crédit moyen terme non utilisé	-	2 333
Crédit court terme non utilisé	2 104	15 909
Location machines par un tiers	14	42
Caution tiers	3 142	3 607
Obligations commerciales		
Locations simples mobilières	168	414
Locations simples immobilières	155	1 275
Commandes fermes d'immobilisations	3 029	1 224
Commandes fermes de matières premières	42 899	32 349

## 5.5 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

0704442



## CHIFFRE D'AFFAIRES T1 2007: +12,6% à 62,6 M€

Vérac, le 26 avril 2007

Le chiffre d'affaires consolidé du premier trimestre 2007 s'élève à 62,6 M€, en hausse de 12,6% sur 2006.

Corrigée de l'effet de change, la hausse s'établit à 14,2%, et à prix du métal constant elle atteint 6,4%.

Le chiffre d'affaires hors Europe représente 20,2% du chiffre d'affaires consolidé. Les sites mexicains et chinois progressent de 69% par rapport à 2006.

valeurs en K€	au 31/03/2007	au 31/03/2006	variation en %
FONDERIES	51 532	45 763	+12,6%
USINAGE	6 202	4 707	+31,8%
OUTILLAGES	1 687	1 787	-5,6%
AUTRES	3 207	3 353	-4,4%
<b>TOTAL</b>	<b>62 628</b>	<b>55 610</b>	<b>+12,6%</b>

Activité fonderie

La hausse du chiffre d'affaires fonderie est de 12,6%, ramenée à +5,1% hors variation du prix de l'aluminium.

Activité usinage

La forte croissance de l'usinage, tant en Hongrie qu'au Mexique, résulte du démarrage de nouvelles affaires.

Activité outillages

Les facturations sont globalement en retrait ce trimestre, mais on peut noter une progression coté mexicain.

Autres

Il s'agit de la facturation d'amortissements de matériels d'usinage et de prestations diverses.

**Prochain rendez-vous : Chiffre d'affaires 2<sup>ème</sup> trimestre 2007 le 31 juillet 2007**

*LE BELIER est un fabricant de pièces en fonderie d'aluminium pour l'automobile mondiale.*

EUROLIST C - ISIN : FR0000072399

Information financière

LE BELIER Antoine Jeanson Tél 05 57 55 03 51

E-mail : [antoine.jeanson@lebelier.fr](mailto:antoine.jeanson@lebelier.fr)

Site web : [www.lebelier.com](http://www.lebelier.com)

ASSET COM Tél : 01 45 53 10 55



**PUBLICATIONS PÉRIODIQUES****SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES  
(CHIFFRES D'AFFAIRES ET SITUATIONS  
TRIMESTRIELLES)****LE BELIER**

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 6 631 956,08 euros  
Siège social : 33240 VERAC  
393 629 779 RCS Libourne

**Chiffre d'affaires consolidé T1 2007**

Le chiffre d'affaires consolidé du premier trimestre 2007 s'élève à 62,6 M€, en hausse de 12,6% sur 2006.  
Corrigée de l'effet de change la hausse s'établit à 14,2%, et à prix du métal constant elle atteint 6,4%.

Le chiffre d'affaires hors Europe représente 20,2% du chiffre d'affaires consolidé. Les sites mexicains et chinois progressent de 69% par rapport à 2006.

(valeurs en K€)	31/03/2007	31/03/2006	Variation 07/06
CHIFFRE D'AFFAIRES	62 628	55 610	12,6%

0705426

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### LE BELIER

Société Anonyme à Conseil d'Administration  
Au capital de 6 631 956,08 €  
Siège social : 33240 VERAC  
393 629 779 RCS Libourne

Les comptes annuels et les comptes consolidés au 31 Décembre 2006 publiés au Bulletin des annonces légales obligatoire n° 51 du 27 avril 2007, ont été approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 25 mai 2007.

L'assemblée générale a décidé d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à 292. 597,31 euros au compte " report à nouveau ".

#### 1 – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Le Bélier et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Il appartient au président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en oeuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du président ;
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris et Bordeaux, le 4 mai 2007  
Les commissaires aux comptes

CABINET LAUDIGNON  
Jean-Luc LAUDIGNON

ERNST & YOUNG Audit  
Serge GUEREMY

#### 2 – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Le Bélier relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

##### 1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2 de l'annexe qui expose les conséquences sur les comptes de l'exercice de la comptabilisation d'une provision pour restructuration au 31 décembre 2005.



## 2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

— Les immobilisations corporelles et incorporelles ont fait l'objet de tests de perte de valeur selon les modalités décrites dans la note 2.2.3 de l'annexe. Nous avons revu les modalités de réalisation de ces tests fondés notamment sur l'actualisation des perspectives de rentabilité des centres d'activité concernés, et contrôlé le caractère raisonnable des hypothèses retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## 3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

À l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Bordeaux, le 4 mai 2007  
Les commissaires aux comptes

CABINET LAUDIGNON  
Jean-Luc LAUDIGNON

ERNST & YOUNG Audit  
Serge GUEREMY

**0709433**

## **AVIS DIVERS**

### **LE BELIER**

Société Anonyme à Conseil d'Administration Au capital de 6 631 956,08 €  
Siège social : 33240 VERAC  
393 629 779 RCS Libourne

#### **Droits de vote**

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-8 du Code de commerce et du Décret n°89-888 du 14 décembre 1989, la société informe ses actionnaires que le nombre d'actions existant au 25 mai 2007, date de l'Assemblée générale ordinaire, est de 4.363.129.

**0709434**

<b>BILAN SEMESTRIEL DU CONTRAT DE LIQUIDITE CONTRACTE AVEC LA SOCIETE DE BOURSE GILBERT DUPONT</b>
--

Au titre du contrat de liquidité confié par la société LE BELIER à la Société de Bourse Gilbert Dupont, à la date du 30 juin 2007, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- Nombre d'actions : 1788
- Solde en espèce du compte de liquidité : 40 670,38 €

Il est rappelé que lors du bilan annuel du 31 décembre 2006, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- Nombre d'actions : 3635
- Solde en espèces du compte de liquidité : 27 270,37 €



## Chiffre d'affaires du premier semestre 2007

Vérac, le 27 juillet 2007

Le Bélier annonce que le chiffre d'affaires du premier semestre 2007 sera publié le mardi 31 juillet après la clôture du marché.

**Prochains rendez-vous : Chiffre d'affaires 1<sup>er</sup> semestre 2007 le 31 juillet 2007**  
**Présentation des résultats semestriels le 28 septembre 2007**

*LE BELIER est un fabricant de pièces en fonderie d'aluminium pour l'automobile mondiale.*

EUROLIST C - ISIN : FR0000072399

Information financière

LE BELIER Antoine Jeanson Tél : 05 57 55 03 51

E-mail : [antoine.jeanson@lebelier.fr](mailto:antoine.jeanson@lebelier.fr)

Site web : [www.lebelier.com](http://www.lebelier.com)

ASSET COM Tél : 01 45 53 10 55



## CHIFFRE D'AFFAIRES S1 2007 : +14,6% à 129,7 M€

Vérac le 31 juillet 2007

### Evolution satisfaisante de toutes les activités au 1<sup>er</sup> semestre

Le groupe LE BELIER a enregistré au premier semestre 2007 un chiffre d'affaires consolidé de 129,7 M€, en hausse de 14,6% sur 2006, ce qui confirme la tendance positive constatée au 1<sup>er</sup> trimestre (+12,6%). Corrigée de la revalorisation de l'aluminium (LME), la hausse du chiffre d'affaires sur le semestre s'établit à +5,3%.

L'activité hors Europe (Chine et Mexique) est en progression de 40%, et représente plus de 20% du chiffre d'affaires consolidé du semestre.

en K€ et en IFRS	au 30/06/2007	au 30/06/2006	variation en %
FONDERIE	105 068	91 128	+15,3%
USINAGE	11 852	10 003	+18,5%
OUTILLAGE	6 171	4 887	+26,3%
AUTRES	6 631	7 209	-8,0%
<b>TOTAL</b>	<b>129 722</b>	<b>113 227</b>	<b>+14,6%</b>

#### ● Activité Fonderie

Le chiffre d'affaires Fonderie augmente de 15,3%. La revalorisation du prix de l'aluminium (LME) représente 11,5%, les variations de taux de change ont un impact défavorable de -1,5%, et la croissance nette du chiffre d'affaires s'établit donc à +4% (+5,5% à taux de change constant), alors que le volume facturé augmente de près de 6%.

Par ailleurs, le transfert du site italien en Hongrie, dernier volet du redéploiement de l'outil industriel du groupe LE BELIER entamé en 2006, est en cours et se déroule conformément à la feuille de route.

#### ● Activité Usinage

Le chiffre d'affaires Usinage progresse fortement (+18,5%), tiré par l'activité réalisée tant au Mexique qu'en Hongrie.

#### ● Activité Outillage

La facturation des outillages a très nettement augmenté au 2<sup>ème</sup> trimestre (+44%) annonçant ainsi la mise en production progressive de nouvelles pièces, principalement au Mexique et en Hongrie.

#### ● Autres

Il s'agit de la facturation d'amortissements de matériels d'usinage et de prestations diverses.

### Perspectives

Cette performance semestrielle permet de confirmer l'objectif de chiffre d'affaires annuel supérieur à 230 M€

**Prochains rendez-vous :**

Communiqué du rapport financier du 1<sup>er</sup> semestre 2007 : le 31 août 2007

Réunion SFAF- Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2007 : le 28 septembre 2007

*LE BELIER est spécialisé dans la fabrication de composants de sécurité en aluminium pour l'industrie automobile, avec notamment une part de marché mondiale de 35% dans le freinage. Le groupe dispose d'une offre complète allant du prototype à la pièce usinée, à travers trois activités principales : Fonderie, Usinage et Outillage. En 2006, le chiffre d'affaires de LE BELIER s'est établi à 220 M€.*

EUROLIST C - ISIN : FR0000072399 – BELI

**Information financière**

LE BELIER : Antoine Jeanson

Tél : 05 57 55 03 51

E-mail : [antoine.jeanson@lebelier.fr](mailto:antoine.jeanson@lebelier.fr)

Site web : [www.lebelier.com](http://www.lebelier.com)

ASSET COM

Tél : 01 45 53 10 55



**PUBLICATIONS PÉRIODIQUES****SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES  
(CHIFFRES D'AFFAIRES ET SITUATIONS  
TRIMESTRIELLES)****LE BELIER**

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 6 631 956,08 euros  
Siège social : 33240 Verac  
393 629 779 RCS Libourne

**Chiffre d'affaires consolidé du 1 er semestre 2007**

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe BELIER atteint 129,7 M€ à la fin juin 2007, en hausse de 14,6% sur 2006.  
Corrigée de la revalorisation de l'aluminium (LME) la hausse du chiffre d'affaires s'établit à + 5,3%.

Valeurs en milliers d'euros	2007	2006	Variation 07/06
1 <sup>er</sup> trimestre	62 628	55 610	12,6%
2 <sup>ème</sup> trimestre	67 094	57 617	16,4%
Total	129 722	113 227	14,6%

**0712329**



## RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2007

(article L451-1-2 du Code Monétaire et Financier)

Vérac le 31 août 2007

### Evolution satisfaisante de l'activité

Le groupe LE BELIER a enregistré au premier semestre 2007 un chiffre d'affaires consolidé de 129,7 M€, en hausse de 14,6% sur 2006, ce qui confirme la tendance positive constatée au 1<sup>er</sup> trimestre (+12,6%).

Corrigée de la revalorisation de l'aluminium (LME), la hausse du chiffre d'affaires sur le semestre s'établit à +5,3%.

L'activité hors Europe (Chine et Mexique) est en progression de 40% et représente plus de 20% du chiffre d'affaires consolidé du semestre.

en K€ et en IFRS	au 30/06/2007	au 30/06/2006	variation en %	dont impact LME
FONDERIE	105 068	91 128	+15,3%	+11,5%
USINAGE	11 852	10 003	+18,5%	
OUTILLAGE	6 171	4 887	+26,3%	
AUTRES	6 631	7 209	-8,0%	
<b>TOTAL</b>	<b>129 722</b>	<b>113 227</b>	<b>+14,6%</b>	<b>+9,30%</b>

### Eléments de résultats du semestre écoulé

Le transfert de l'activité usinage Europe sur le nouveau site hongrois s'est achevé au cours du semestre. Les résultats en sont maintenant conformes aux objectifs.

Les sites serbes et chinois ont démontré une évolution positive de leur contribution au groupe.

La restructuration de la filiale italienne a été mise en œuvre ; la principale activité industrielle de ce site est dès à présent transférée sur le site hongrois ; une provision pour restructuration a été comptabilisée au 30 juin.

En revanche, malgré un travail de fond entamé, les difficultés rencontrées au Mexique depuis mi-2006 ont continué à peser significativement sur la performance financière du groupe.



## Evolution prévisible pour le semestre en cours

### ● Activité

Le Bélier anticipe une poursuite de la croissance au second semestre et confirme sa prévision d'un chiffre d'affaires supérieur à 230 M€ en 2007.

### ● Résultats

- Le transfert des activités italiennes vers la Hongrie
- L'amélioration constatée de la performance des activités usinage
- Les premiers résultats du travail de fond entrepris au Mexique permettent –toutes choses égales par ailleurs- de confirmer un objectif de résultat opérationnel 2007 en progression.

### ● Cash

Le prix de l'aluminium contracté sur le 2° semestre aura un effet modérateur sur la valorisation du BFR ;

La réduction des niveaux de stocks sera poursuivie ;

La revente de l'ancien site d'usinage hongrois est bien avancée ;

La fin des investissements capacitaires en usinage, intervenue en début d'année, met un terme à un programme de plus de 20M€ sur 2 ans.

L'ensemble de ces facteurs, malgré le décaissement du plan de départ en Italie, permettra un redressement du cash-flow libre au 2° semestre.

### **Prochain rendez-vous :**

Réunion SFAF- Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2007 : le 28 septembre 2007

*LE BELIER est spécialisé dans la fabrication de composants de sécurité en aluminium pour l'industrie automobile, avec notamment une part de marché mondiale de 35% dans le freinage. Le groupe dispose d'une offre complète allant du prototype à la pièce usinée, à travers trois activités principales : Fonderie, Usinage et Outillage. En 2006, le chiffre d'affaires de LE BELIER s'est établi à 220 M€.*

EUROLIST C - ISIN : FR0000072399 – BELI

### **Information financière**

LE BELIER : Antoine Jeanson

Tél : 05 57 55 03 51

E-mail : [antoine.jeanson@lebelier.fr](mailto:antoine.jeanson@lebelier.fr)

Site web : [www.lebelier.com](http://www.lebelier.com)

ASSET COM

Tél : 01 45 53 10 55

**Le groupe Le Bélier a poursuivi au cours du premier semestre 2007 la mise en œuvre de son plan stratégique visant à restaurer sa rentabilité.**

### **Un premier semestre généralisé par la restructuration italienne.**

Dans le cadre de sa restructuration industrielle, Le Bélier a largement entamé le transfert de ses activités italiennes, dont le coût constitue le facteur de perte le plus important du semestre.

Malgré un travail de fond entamé fin 2006, les performances des unités mexicaines ont continué à peser sur les résultats du groupe.

Le transfert de l'activité usinage Europe sur le nouveau site hongrois s'est achevé au cours du semestre, conformément aux objectifs.

Nos filiales serbes et chinoises ont nettement amélioré leur activité et leur résultat.

### **LE BELIER**

*est un spécialiste  
en fonderie aluminium  
pour l'industrie automobile  
mondiale*

Retrouver l'intégralité  
des résultats semestriels  
sur [www.lebelier.com](http://www.lebelier.com)

Prochain rendez-vous :  
Communiqué du chiffre d'affaires  
du 3<sup>ème</sup> Trimestre :  
le 29 octobre 2007

EUROLIST C  
ISIN : FR0000072399 - BELI

Contacts :  
LE BELIER  
Antoine Jeanson  
Tél : 05 57 55 03 51  
E-mail : [antoine.jeanson@lebelier.fr](mailto:antoine.jeanson@lebelier.fr)  
[www.lebelier.com](http://www.lebelier.com)

ASSET COM  
Tél : 01 45 53 10 55

### **Visibilité renforcée sur le second semestre 2007**

Alors que le contexte économique mondial reste globalement porteur pour le marché automobile et l'utilisation de l'aluminium en particulier, Le Bélier est aujourd'hui en mesure d'affiner ses objectifs pour l'année 2007.

L'évolution de l'activité au premier semestre ainsi que la bonne visibilité sur le semestre en cours permettent de rehausser le chiffre d'affaires annuel, estimé à plus de 240 M€ contre 230 M€ initialement.

De même, l'amélioration constatée des performances de l'usinage, les premiers

résultats issus de la réorganisation des sites mexicains et le transfert des activités italiennes vers la Hongrie permettent – toutes choses égales par ailleurs – de confirmer un objectif de résultat opérationnel courant 2007 supérieur à celui de 2006.

Enfin, l'achèvement d'un programme d'investissements en usinage de plus de 20 M€ sur deux ans, la réduction des niveaux de stocks, et la cession de l'ancien site hongrois, devraient permettre au Bélier de dégager un Free Cash Flow positif au second semestre de plus de 4 M€.

En M€ et en IFRS	30/06/2007	30/06/2006	Variation
Chiffre d'affaires	129	113	+ 14,4 %
Résultat opérationnel courant	0,8	2,4	ns
Résultat net	- 4,1	- 0,5	ns

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES INTERMÉDIAIRES)

#### LE BÉLIER

Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 6 631 956 €  
Siège social : 33240 VERAC  
393 629 779 RCS Libourne

#### A - Rapport de gestion sur les comptes consolidés au 30/06/2007 aux normes IFRS

**Conseil d'administration du 27 septembre 2007.**

##### 1 – Nos filiales

Nous vous rappelons que les sociétés suivantes font partie du périmètre de consolidation :

Entreprises (Activité)	Abréviation	Siège	n° Siret	% de Contrôle	% d'intérêt du groupe
Le Bélier (Holding)		Plantier de la Reine- Vérac (33) France	39362977900017	100%	100%
Fonderies et Ateliers du Bélier (Fonderie d'alliages légers)	FAB	Vérac (33) France	59615014400019	100%	100%
Le Bélier Dalian (Fonderie d'alliages légers)	LBD	Dalian - Chine	Etrangère	100%	100%
BMP Manfrefonia S.p.A. (Fonderie d'alliages légers)	BMP	Manfredonia - Italie	Etrangère	100%	100%
Le Bélier Hongrie (Fonderie d'alliages légers)	LBH	Ajka - Hongrie	Etrangère	100%	100%
BSM Hungary Machining Ltd (Usinage)	BSM	Szolnok - Hongrie	Etrangère	100%	100%
LBQ Foundry S.A. de C.V. (Fonderie d'alliages légers)	LBQ	Quérétaro - Mexique	Etrangère	100%	100%
BQ Machining S.A. de C.V. (Usinage)	BQM	Quérétaro - Mexique	Etrangère	100%	100%
Le Bélier Kikinda (Fonderies d'alliages légers)	LBK	Kikinda- Serbie	Etrangère	100%	100%
Le Bélier Commercialisation		Plantier de la Reine- Vérac (33) France	48776216300011	100%	100%
LBO (Location machines)	LBO	Plantier de la Reine- Vérac (33) France	40307761300012	100%	100%
SCI du Plantier de la Reine (Location immobilière)	SCI	Plantier de la Reine- Vérac (33) France	41173559000019	100%	100%

— Variations du périmètre de consolidation

Aucune variation du périmètre de consolidation au 30 juin 2007.

— Entreprises non consolidées

Néant.

#### 2 – Le Groupe Le Bélier au 1<sup>er</sup> semestre 2007

## 2.1 - Faits marquants

**LBI (Italie) :**

Une restructuration de la filiale italienne a été mise en oeuvre au cours de la période avec un transfert de la principale activité industrielle vers le site hongrois et la mise en place d'un plan social. Une charge de restructuration de 1 839 K€ a été comptabilisée au 30 juin 2007. Par ailleurs ce plan devrait se traduire également par le versement d'une indemnité de 850 K€ compte tenu du paiement des engagements de départs selon la législation italienne (TFR). Cette somme figurait parmi les provisions pour avantages au personnel au 31/12/2006.

**BSM (usinage Hongrie) :**

Au 30 juin 2007, cette société a finalisé le transfert de ses activités d'usinage dans un nouvel ensemble immobilier. L'ancien site d'usinage a ainsi été transféré en actifs destiné à la vente au 30 juin 2007.

La dépréciation du site a été reprise partiellement en vue de ramener la valeur nette comptable à 1246 K€, montant pour lequel la vente a été conclue en septembre 2007.

**LBH (Hongrie) :**

Un nouvel emprunt à taux fixe de 14 400 KUSD a été levé fin mars 2007. Il a fait l'objet d'un swap de couverture en euro et de taux variable à la même date.

## 2.2 – Résultats économiques consolidés

Evolution satisfaisante de l'activité

Le groupe LE BÉLIER a enregistré au premier semestre 2007 un chiffre d'affaires consolidé de 129,4 M€, en hausse de 14,4% sur le premier semestre 2006, ce qui confirme la tendance positive constatée au 1<sup>er</sup> trimestre (+12,6%).

Corrigée de la revalorisation de l'aluminium (LME), la hausse du chiffre d'affaires sur le semestre s'établit à + 5,1%.

L'activité hors Europe (Chine et Mexique) est en progression de 40% et représente plus de 20% du chiffre d'affaires consolidé du semestre.

en K€ et en IFRS	au 30/06/2007	au 30/06/2006	variation en %	dont impact LME
Fonderie	105 068	91 128	15,3%	+11,5%
Usinage	11 852	10 003	18,5%	
Outillage	6 171	4 887	26,3%	
Autres	6 268	7 045	-11,0%	
Total	129 359	113 063	14,4%	+9,30%

## Résultats

Le transfert de l'activité usinage Europe sur le nouveau site hongrois s'est achevé au cours du semestre. Les résultats en sont maintenant conformes aux objectifs.

Les sites serbes et chinois ont démontré une évolution positive de leur contribution au groupe.

La restructuration de la filiale italienne a été mise en oeuvre ; la principale activité industrielle de ce site est dès à présent transférée sur le site hongrois ; une provision pour restructuration a été comptabilisée au 30 juin.

En revanche, malgré un travail de fond entamé, les difficultés rencontrées au Mexique depuis mi-2006 ont continué à peser significativement sur la performance financière du groupe.

(Valeurs en KEUR)	30/06/2007	31/12/2006	30/06/2006	Variation S1 07 - S1 06
CA consolidé	129 359	220 285	113 063	14,4%
Résultat opérationnel courant	760	1 668	2 419	-68,6%
Résultat opérationnel	-1 219	3 066	2 686	-145,4%
Résultat net de l'ensemble	-4 148	-3 236	-520	697,7%
Résultat net part du groupe	-4 148	-3 236	-520	697,7%

Le résultat opérationnel ressort à - 1 219 K€ contre 2 686 K€ au 30/06/2006 et tient notamment compte des charges de restructuration en Italie (1 839 K€ au 30/06/2007).

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'élève à - 4 148 K€ contre - 520 K€ au 30/06/2006.

Le résultat net part du groupe s'élève à - 4 148 K€ contre - 520 K€ au 30/06/2006.

Effectifs au 30/06/07 des sociétés consolidées

L'effectif du groupe s'élève à 3 316 personnes contre 2 957 personnes au 30/06/2006, y compris 245 personnes sous contrat d'intérim contre 146 au 30/06/06.

Immobilisations corporelles nettes par pays

	30/06/2007	31/12/2006	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
France	15 648	15 909	17 347	17 614	18 723
Italie	4 517	6 055	6 701	7 294	7 475
Chine	2 327	2 256	2 102	1 957	1 212
Hongrie	38 127	38 265	37 776	42 849	40 017
Mexique	21 833	20 378	18 438	20 063	13 867
Serbie	6 664	6 740	5 705	5 731	5 655
Total	89 116	89 603	88 069	95 508	86 949

Investissements

Le tableau représente nos investissements y compris les locations financières, crédits baux, et ceux réalisés pour le compte de nos clients mais hors immobilisations financières, écart d'acquisition, immobilisations en-cours.

(valeur en KEUR)	S1-2007	2006	S1-2006	2005	S1-2005	2004
Biens incorporels	609	1 250	292	692	429	1 196
Terrains, bâtiments et aménagements	287	6 944	381	3 194	4 498	4 222
Matériel industriel	7 515	11 625	5 233	23 903	7 067	15 512
Autres immobilisations corporelles	160	235	119	982	329	1 045
Total par nature	8 571	20 054	6 025	28 771	12 323	21 975
France	433	1 773	782	4 504	3103	6 148
Hongrie	6 342	11 777	2 204	10 026	6 598	7 275
Italie (S1-2007 *)	-1 508	523	461	949	297	2 644
Chine	620	349	50	1 260	141	407
Mexique	1 694	4 352	2 029	10 045	832	2 307
Serbie	990	1 280	499	1 988	1 352	3 194
Total par usine	8 571	20 054	6 025	28 771	12 323	21 975

(S1-2007 \* : Transfert d'actifs de production en Hongrie dans le cadre de la restructuration en Italie.)

### 3 – Capital social

3-1- Répartition du capital au 30/06/07 (en nombre de titres)

Nous vous informons que le capital de notre société est réparti comme suit :

Groupe Famille GALLAND	53,25%
Groupe Famille PINEAUD	20,01%
Management et salariés	2,26%
Public	24,48%
	100,00%

### 3-2- Auto contrôle et options de souscription d'actions

Aucune détention d'actions propres puisque LE BÉLIER est sorti du contrat de liquidité le 31/03/2003.

Options de souscription d'actions :

Les salariés de l'entreprise bénéficient depuis le 30 novembre 1998 d'un second plan d'option de souscription d'actions pour un montant total restant de 8 850 options, aucune levée n'a été exercée durant le 1<sup>er</sup> semestre 2007.

### 4 - Evolution et perspectives d'avenir

— Europe :

Le transfert de l'activité étriers et maître-cylindre de l'Italie vers la Hongrie permettra d'optimiser l'utilisation des moyens industriels, et la rentabilité du groupe.

Le site d'usinage de Szolnok, maintenant complètement implanté sur sa nouvelle usine, bénéficiera d'une exploitation attendue en progrès significatifs.

Les perspectives d'activité restent bien orientées sur des valeurs de progression du même ordre que celles du 1<sup>er</sup> semestre.

— Asie :

Malgré des démarrages séries retardés de quelques mois, bonnes perspectives de croissance.

Un second chantier semi-automatique « low cost » entrera en production avant la fin de l'année.

Un atelier de mécanique est en-cours de constitution, et permettra la fabrication d'outillages pour le groupe avant la fin de l'année.

— Amérique du nord :

Les difficultés rencontrées en matière de qualité rendent toujours difficile la capacité du site à livrer ses clients.

La résorption des retards clients passe nécessairement par une meilleure maîtrise qualité, il en va de même pour la résorption des pertes, tant en usinage qu'en fonderie.

## B - Rapport de gestion sur les comptes sociaux au 30/06/2007

### SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE

Le premier semestre 2007 a été marqué par :

09/03/2007 : augmentation de capital (2 000) dans LBK entièrement souscrite par Le Bélier, capital restant à libérer au 30/06/07, notre participation est portée à 83,91%.

09/03/2007 : augmentation de capital (3 000) dans BQM entièrement souscrite par Le Bélier, notre participation est portée à 99,99 %.

09/03/2007 : augmentation de capital (2 000) dans LBQ entièrement souscrite par Le Bélier, notre participation est portée à 93,19 %.

### RESULTATS ECONOMIQUES ET FINANCIERS DES COMPTES SOCIAUX

Au titre du premier semestre 2007 :

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 7 323 K€ contre 6 122 K€ au titre du premier semestre 2006.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 7 542 K€ contre 6 217 K€ au titre du premier semestre 2006.

Les charges d'exploitation du semestre se sont élevées à 6 778 K€ contre 6 922 K€ au titre du premier semestre 2006.

Le résultat d'exploitation ressort à 765 K€ contre - 706 K€ au titre du premier semestre 2006.

Compte tenu d'un résultat financier de 3 893 K€ (dont 4 495 K€ de dividendes reçus des filiales), le résultat courant avant impôt ressort à 4 657 K€ contre - 399 K€ pour le premier semestre 2006.

Compte tenu de ces éléments, le résultat du semestre se solde par un bénéfice de 4 725 K€ contre une perte de 333 K€ au titre du premier semestre 2006.

**C. COMPTES CONSOLIDES AU 30/06/2007****comptes intermédiaires résumés****Compte de résultat consolidé – normes IFRS, par nature**

(en milliers d'euros)

<b>Rubriques</b>	<b>Notes</b>	<b>30/06/2007 Normes IFRS</b>	<b>2006 Normes IFRS</b>	<b>30/06/2006 Normes IFRS</b>
Chiffre d'affaires	4.1.1; 5.1.1	129 359	220 285	113 063
Autres produits de l'activité		550	760	1 286
Produits des activités ordinaires		129 909	221 045	114 349
Achats consommés		-64 879	-108 149	-55 466
Charges de personnel		-25 126	-45 603	-24 918
Charges externes		-25 269	-45 320	-20 478
Impôts et taxes		-2 147	-3 773	-1 921
Dotations nettes aux amortissements et provisions sur immobilisations	4.1.2	-9 650	-18 019	-9 512
Dotations nettes aux provisions	4.1.2	-45	119	-308
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		-1 583	1 477	600
Autres produits et charges d'exploitation		-450	-109	73
Résultat opérationnel courant		760	1 668	2 419
Autres produits et charges opérationnels	4.1.3	-1 979	1 398	267
Résultat opérationnel		-1 219	3 066	2 686
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	4.1.4	583	1 103	479
Coût de l'endettement financier brut	4.1.4	-2 669	-4 556	-1 979
Coût de l'endettement financier net		-2 086	-3 453	-1 500
Autres produits et charges financiers	4.1.4	-271	-1 766	-404
Charge d'impôt	4.1.5	-572	-1 083	-1 302
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		0	0	0
Résultat net des activités poursuivies		-4 148	-3 236	-520
Résultat net d'impôt des activités abandonnées		0	0	0
Résultat net de la période		-4 148	-3 236	-520
Part du groupe		-4 148	-3 236	-520
Intérêts minoritaires		0	0	0
Résultat net par action	4.1.6	-0,95	-0,74	-0,12
		(6mois)		(6mois)
Résultat net dilué par action	4.1.6	-0,95	-0,74	-0,12
		(6mois)		(6mois)

**Bilan consolidé – normes IFRS**

(en milliers d'euros)

<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>30/06/2007 normes IFRS</b>	<b>31/12/2006 normes IFRS</b>	<b>30/06/2006 normes IFRS</b>
Actifs non-courants				
Goodwill	4.2.1	550	550	778
Autres immobilisations incorporelles	4.2.2	2 119	1 941	1 368
Immobilisations corporelles	4.2.2; 4.2.3; 4.2.4	89 116	89 603	85 923
dont terrains		3 481	3 798	3 698
dont constructions		24 536	26 496	25 258
dont matériel industriel		51 540	52 314	51 840
dont autres immobilisations corporelles		9 559	6 995	5 127
Participations entreprises associées		0	0	0
Titres disponibles à la vente		0	0	0
Autres actifs financiers non courants		362	434	134
Actifs d'impôts différés		0	0	0
		92 147	92 528	88 203
Actifs courants				
Stocks et en-cours	4.2.5; 4.2.8	26 478	29 877	27 163
Clients et comptes rattachés	4.2.6; 4.2.8	63 816	49 089	53 549
Autres actifs courants	4.2.7	13 250	15 204	13 687
Actif d'impôt courant		1 221	1 769	2 265
Trésorerie et équivalent de trésorerie	4.2.9	14 955	24 116	35 980
Instruments financiers	4.2.9	99	60	35
Actifs destinés à être cédés	4.2.2; 4.2.3	1 246	0	0
		121 065	120 115	132 679
Total actif		213 212	212 643	220 882
<b>Passif</b>		<b>30/06/2007 normes IFRS</b>	<b>31/12/2006 normes IFRS</b>	<b>30/06/2006 normes IFRS</b>
Capitaux propres	4.2.10			
Capital émis		6 632	6 632	6 632
Autres réserves		44 621	47 783	47 716
Ecart de conversion		1 663	311	-5 647
Titres en auto-contrôle				
Résultat de l'exercice		-4 148	-3 236	-520
Intérêts minoritaires		0	0	0
		48 768	51 490	48 181
Passifs non-courants				
Emprunts et dettes financières à long terme	4.2.11	58 623	56 779	68 235
Passif d'impôts différés		1 231	1 469	1 230
Provisions - non courantes	4.2.12	2 803	3 545	3 987
Autres passifs non courants	4.2.14	1 646	1 873	1 931
Passifs courants		64 303	63 666	75 383
Fournisseurs et comptes rattachés	4.2.15	45 952	40 652	40 212
Emprunts à court terme	4.2.16	10 708	13 821	9 597
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	4.2.11	19 418	19 586	20 324
Passif d'impôt courants		0		27
Provisions – courantes	4.2.12	1 825	2 324	5 764
Instruments financiers		2 018	2 705	1 457
Autres passifs courants	4.2.14	20 220	18 399	19 937



Passifs concernant des actifs destinés à être cédés		100 141	97 487	97 318
Total capitaux propres et passifs		213 212	212 643	220 882

### Variation des capitaux propres consolidés – normes IFRS

(en milliers d'euros)

	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Ecarts de conversion	Autres produits et charges enregistrés directement en capitaux propres	Contribution groupe	Intérêts hors groupe	Total
Capitaux propres au 31/12/2005	6 632	14 530	32 771	1 755	-38	55 650	0	55 650
Ecarts actuariels						0		0
Ecarts de conversion				-7 402		-7 402		-7 402
Variation de valeur d'instruments financiers						0		0
Sous total produits et charges enregistrés directement en capitaux propres	0	0	0	-7 402	0	-7 402	0	-7 402
Résultat 1er semestre 2006			-520			-520		-520
Total produits et charges comptabilisés	0	0	-520	-7 402	0	-7 922	0	-7 922
Dividendes versés						0		0
Autres variations			453			453		453
Capitaux propres au 30/06/2006	6 632	14 530	32 704	-5 647	-38	48 181	0	48 181
Ecarts actuariels					213	213		213
Ecarts de conversion			248	5 958		6 206		6 206
Variation de valeur d'instruments financiers					65	65		65
Sous total produits et charges enregistrés directement en capitaux propres	0	0	248	5 958	278	6 484	0	6 484
Résultat 2ème semestre 2006			-2 716			-2 716		-2 716
Total produits et charges comptabilisés	0	0	-2 468	5 958	278	3 768	0	3 768
Dividendes versés						0		0
Autres variations			-459			-459		-459
Capitaux propres au 31/12/2006	6 632	14 530	29 777	311	240	51 490	0	51 490
Ecarts actuariels						0		0
Ecarts de conversion				1 352		1 352		1 352
Variation de valeur d'instruments financiers					79	79		79
Sous total produits et charges enregistrés directement en capitaux propres	0	0	0	1 352	79	1 431	0	1 431
Résultat 1er semestre 2007			-4 148			-4 148		-4 148
Total produits et charges comptabilisés	0	0	-4 148	1 352	79	-2 717	0	-2 717
Dividendes versés						0		0
Autres variations			-5			-5		-5
Capitaux propres au 30/06/2007	6 632	14 530	25 624	1 663	319	48 768	0	48 768

### Tableau des flux de trésorerie – normes IFRS

(en milliers d'euros)

	1 <sup>er</sup> semestre 2007 IFRS	Année 2006 IFRS	1 <sup>er</sup> semestre 2006 IFRS
Opération d'exploitation			

Résultat net consolidé	-4 148	-3 236	-520
Elimination des transactions sans incidence sur la trésorerie			
Amortissements et provisions	8 174	13 328	9 715
Neutralisation plan social Italie(1)	2 689		
Variation des impôts différés	-306	100	79
Reprise de subvention d'investissement	-265	-631	-311
Plus et moins values de cession d'immobilisations	168	260	82
Part des minoritaires dans le résultat des sociétés intégrées			
Capacité d'autofinancement	6 312	9 821	9 045
Incidence de la variation des décalages de trésorerie			
Variation du besoin en fond de roulement	-3 132	-1 763	-1 673
Flux de trésorerie provenant de (affecté à) l'exploitation.(A)	3 180	8 058	7 372
Opérations d'investissement			
Décaissement provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-11 368	-16 789	-6 976
Encaissements résultant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	517	804	-4
Variations des immobilisations financières	69	-338	-45
Subventions d'investissements reçues		789	700
Trésorerie nette affectée aux acquisitions et cessions de filiales (variation de périmètre)			
Flux de trésorerie provenant des (affecté aux) opérations d'investissements (B)	-10 782	-15 534	-6 325
Opérations de financement			
Sommes reçues des actionnaires suite à une augmentation de capital	0	0	0
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	0	0	0
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	0	0
Encaissements / Remboursements d'emprunts	1 284	10 922	21 301
Avances reçues des tiers			
Flux de trésorerie provenant des (affecté aux) opérations de financement (C)	1 284	10 922	21 301
Incidence du changement de périmètre (E)			
Incidence des variations nettes de taux de change - écart de conversion (D)	270	-21	-2 835
Variation de trésorerie nette (A+B+C+D+E)	-6 048	3 425	19 513
Trésorerie à l'ouverture (F)	10 295	6 870	6 870
Trésorerie à la clôture (A+B+C+D+E+F)	4 247	10 295	26 383

(1) Au 30 juin 2007 la CAF est retraitée du coût du plan social italien : il n'a pas été comptabilisé sous forme de provision mais en dette sociale compte tenu de la précision du montant et de l'échéance de la charge.

Notes annexes aux états financiers consolidés au 30 juin 2007

### Périmètre de consolidation

#### Liste des entreprises consolidées

Entreprises (Activité)	Abréviation	Siège	n° Siret	% de Contrôle	% d'intérêt du groupe
Le Bélier (Holding)		Plantier de la Reine - Vérac (33) France	39362977900017	100%	100%
Fonderies et Ateliers du Bélier (Fonderie d'alliages légers)	FAB	Vérac (33) France	59615014400019	100%	100%

Le Bélier Dalian (Fonderie d'alliages légers)	LBD	Dalian - Chine	Etrangère	100%	100%
BMP Manfredonia S.p.A. (Fonderie d'alliages légers)	BMP	Manfredonia - Italie	Etrangère	100%	100%
Le Bélier Hongrie (Fonderie d'alliages légers)	LBH	Ajka - Hongrie	Etrangère	100%	100%
BS Hungary Machining Ltd (Usinage)	BSM	Szolnok - Hongrie	Etrangère	100%	100%
LBQ Foudnry S.A. de C.V. (Fonderie d'alliages légers)	LBQ	Quérétaro - Mexique	Etrangère	100%	100%
BQ Maching S.A. de C.V. (Usinage)	BQM	Quérétaro - Mexique	Etrangère	100%	100%
Le Bélier Kikinda (Fonderies d'alliages légers)	LBK	Kikinda- Serbie	Etrangère	100%	100%
Le Bélier Commercialisation		Plantier de la Reine - Vêrac (33) France	48776216300011	100%	100%
LBO (Location machines)	LBO	Plantier de la Reine - Vêrac (33) France	40307761300012	100%	100%
SCI du Plantier de la Reine (Location immobilière)	SCI	Plantier de la Reine - Vêrac (33) France	41173559000019	100%	100%

### Variations du périmètre de consolidation

Aucune variation du périmètre de consolidation au 30 juin 2007.

Entreprises non consolidées

Néant

### Principes et méthodes comptables

Arrêté des comptes

Les comptes consolidés au 30 juin 2007 ont été arrêtés par le conseil d'administration du Bélier du 27 septembre 2007.

#### Principes comptables et méthodes d'évaluation

Référentiel et principes comptables

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2007 sont établis conformément à la norme IAS 34 sur les comptes intermédiaires.

Ces comptes consolidés semestriels résumés n'incluent pas tous les informations et états requis pour les comptes annuels et doivent être lus avec les comptes consolidés du groupe du 31 décembre 2006.

Les principes comptables utilisés dans la préparation des comptes consolidés semestriels résumés sont en accord avec ceux utilisés dans la préparation des états financiers annuels du groupe pour l'exercice clôturé au 31/12/2006.

Les normes entrées en vigueur au 01/01/2007 n'ont pas d'impact sur les comptes au 30/06/2007. Par ailleurs, le groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes qui entreront en vigueur au 01/01/2008.

### Principes et modalités de consolidation

Méthode de consolidation

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Date de clôture de la situation

Toutes les sociétés consolidées ont arrêté leur situation au 30 juin 2007.

Faits significatifs

Durant la période, les principales évolutions dans le groupe sont les suivantes :

**LBI (Italie) :**

Une restructuration de la filiale italienne a été mise en oeuvre au cours de la période avec un transfert de la principale activité industrielle vers le site hongrois et la mise en place d'un plan social.

Une charge de restructuration de 1839 K€ a été comptabilisée au 30 juin 2007. Par ailleurs, ce plan devrait se traduire également par le versement d'une indemnité de 850 K€ compte tenu du paiement des engagements de départs selon la législation italienne (TFR). Cette somme figurait parmi les provisions pour avantages au personnel au 31/12/2006.

**BSM (usinage Hongrie) :**

Au 30 juin 2007, cette société a finalisé le transfert de ses activités d'usinage dans un nouvel ensemble immobilier. L'ancien site d'usinage a ainsi été transféré en actifs destiné à la vente au 30 juin 2007.

La dépréciation du site a été reprise partiellement en vue de ramener la valeur nette comptable à 1246 K€, montant pour lequel la vente a été conclue en septembre 2007.

**LBH (Hongrie) :**

Un nouvel emprunt à taux fixe de 14 400 KUSD a été levé fin mars 2007. Il a fait l'objet d'un swap de couverture en euro et à taux variable à la même date.

**Notes annexes aux états financiers consolidés**

Tous les montants sont indiqués en milliers d'euros (KEUR).

## Postes du compte de résultat

## Chiffre d'affaires consolidé

## - Par zone géographique de production

Détail par zone	Total au 30/06/07	Total au 30/06/06	Variation
France	26 186	30 609	-14,4%
Europe Ouest	11 948	10 913	9,5%
Europe Est	65 029	53 054	22,6%
Sous-total Europe	103 163	94 576	9,1%
Amérique	22 206	16 454	35,0%
Asie	3 990	2 033	96,3%
Sous-total hors Europe	26 196	18 487	41,7%
Total général	129 359	113 063	14,4%

## - Par activités

	30/06/07	30/06/06	Variation
Fonderies	105 068	91 128	15,3%
Usinage	11 852	10 003	18,5%
Fabrication outillages	6 171	4 887	26,3%
Autres (1)	6 268	7 045	-11,0%
Total	129 359	113 063	14,4%

(1) Prestations de services, et conformément aux usages de la profession, coûts des investissements sur marchés adossés facturés aux clients.

## - Dotations nettes

Ce poste s'analyse de la façon suivante :

	30/06/2007 Dotation	Reprise	Dotations Nettes	30/06/2006 Rappel Dotations Nettes
Amortissement des immobilisations	10 067		10 067	
Dépréciation immobilisations	62	-479	-417	
s/t dotations nettes aux amortissements et provisions / immobilisations	10 129	-479	9 650	9 105
Provision pour dépréciation client	20	0	20	54

Provision pour risques et charges	560	-535	25	254
s/t dotations nettes aux provisions	580	-535	45	308

Remarque : les dotations nettes aux provisions pour dépréciation des stocks sont incluses,

— pour les stocks de matières et consommables, dans le poste « Achats consommés » pour 75 (produit),

— pour les stocks de produits en cours et finis, dans le poste « variation des stocks de produits encours et finis » pour 114 (produit).

- Autres produits et charges opérationnels

A ce poste sont comptabilisés les produits et charges relatifs aux plans de sauvegarde pour l'emploi engagés depuis 2005 en France et en 2007 en Italie.

Ils se décomposent de la façon suivante :

	30/06/07	30/06/06
Dotations exceptionnelles provisions risques & charges PSE (*)	-54	
Reprises exceptionnelles provisions risques & charges PSE (*)	536	852
Charges exceptionnelles PSE (*)	-2 461	-585
Autres produits et charges opérationnels	-1 979	267
Dont France	-140	267
Dont Italie	-1 839	0
(*) PSE : Plan de Sauvegarde pour l'Emploi		

- Résultat financier

	30/06/07	30/06/06
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	583	479
Coût de l'endettement financier brut	-2 669	-1 979
Coût de l'endettement financier net	-2 086	-1 500
Gains de change	15	878
Pertes de change	-217	-1 288
Dotations financières aux provisions	0	0
Autres charges financières	-69	6
Autres produits et charges financières	-271	-404
Résultat financier	-2 357	-1 904

- Impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt :

	30/06/07	30/06/06
Produit / Charge impôt courant	-878	-1 224
Produit / Charge impôt différé	306	-78
Total Produit / (Charge) d'impôt	-572	-1 302

- Résultat par action

	30/06/2007	30/06/2006
Résultat net ( A )	-4 148	-520
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action ( B )	4 363 129	4 363 129
Nombre instruments dilutifs (options d'achat d'actions)	8 850	8 850
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires ajusté pour le résultat de base par action ( C )	4 371 979	4 371 979
Résultat net par action (en euro) (Ax1000/B)	-0,95	-0,12
Résultat net dilué par action (en euro) (A*1000/C)	-0,95	-0,12

## Postes de bilan

## 1- Goodwill

Société	Valeur nette 31/12/06	Acquisition	Cession	Dépréciation	Valeur nette 30/06/07
LBH	66				66
BSM	306				306
BMP	0				0
LBK	31				31
LBO	147				147
Total groupe	550	0	0	0	550

## 2 - Immobilisations brutes incorporelles et corporelles

- Immobilisations brutes incorporelles et corporelles au 30/06/07 :

Situations et mouvements de l'exercice	31/12/06	Reclas- sement	Impact écart de change	Acquisitions	Cessions	Immobilisati on destinée à la vente (2)	30/06/07
Frais de recherche	721			179			900
Concessions et brevets	3 650		28	455		-63	4 070
Fonds commercial	-						-
Autres immobilisations incorporelles	226		1				227
Avances et acomptes	25			-25			-
Autres immobilisations incorporelles	4 622	-	29	609	-	-63	5 197
Terrains(1)	3 904		20			-332	3 592
Constructions, aménagements(1)	39 744		404	287	-105	-2 078	38 252
Installations techniques. (1)	118 584	-3 375	1 011	7 515	-619		123 116
Autres immobilisations corporelles	5 098	3 375	95	160	-97		8 631
s/total avant encours, avances et acomptes	167 330	-	1 530	7 962	-821	-2 410	173 591
Immobilisations en-cours	5 312		32	1 964			7 308
Avances et acomptes	706		18	-86			638
Immobilisations corporelles	173 348	-	1 580	9 840	-821	-2 410	181 537
S/total	177 970	-	1 609	10 449	-821	-2 473	186 734

1. y compris immobilisations financées en crédit-bail et locations financement.

2. Bâtiment et aménagements de l'ancien site d'usage hongrois destiné à la vente au cours du 2<sup>ème</sup> semestre 2007 (septembre).

## 3 - Amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles

- Amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles au 30/06/07 :

Situations et mouvements de l'exercice	31/12/06	Reclassement	Impact écart de change	Dotation amortis.	Reprise (cession immobilisatio n)	Dotation provision dépréciation immobilisatio n (3)	Reprise provision dépréciation immobilisatio n (3)	Immobi- lisations destinées à la vente (2)	30/06/07
Concessions, brevets	2 459		20	376				-2	2 853
Fonds commercial	-								0
Autres immobilisations incorporelles	222		1	2					225
Autres immobilisations incorporelles	2 681	0	21	378	0	0	0	-2	3 078

Terrains(1)	106			5					111
Constructions, aménagements(1)	13 248	134	167	1 809		62	-479	-1 225	13 716
Installations techniques / Out. compte propre(1)	66 270	-2 586	549	7 441	-98				71 576
Autres immobilisations corporelles	4 121	2 452	98	434	-87				7 018
Immobilisations en-cours	0								0
Avances et acomptes	0								0
Immobilisations corporelles	83 745	0	814	9 689	-185	62	-479	-1 225	92 421
s/total	86 426	0	835	10 067	-185	62	-479	-1 227	95 499

1. y compris immobilisations financées par crédit bail et locations financement

2. Bâtiment et aménagements de l'ancien site d'usinage hongrois destiné à la vente

3. Principalement : variations de provision pour dépréciation de l'ancien site usinage hongrois suite au transfert en amortissement

#### 4 - Ventilation des immobilisations corporelles nettes par zone géographique

	30/06/07	31/12/06
France	15 648	15 909
Italie	4 517	6 055
Hongrie	38 127	38 265
Serbie	6 664	6 740
S/T Europe	64 956	66 969
Chine	2 327	2 256
Mexique	21 833	20 378
S/Total hors Europe	24 160	22 634
Total	89 116	89 603
Dont financement en crédit bail ou location financière	22 244	23 301

#### 5- Stocks et encours

Au 30/06/07, le détail est le suivant :

	30/06/2007	31/12/2006
Valeur brute	28 142	31 721
Provision	-1 664	-1 844
Valeur nette	26 478	29 877

#### 6 - Clients et comptes rattachés

	30/06/2007	31/12/2006
Clients	63 986	49 236
Effets escomptés non échus & cessions créances	-	-
Valeur brute	63 986	49 236
Dépréciation	-170	-147
Valeur nette	63 816	49 089

#### 7 - Actifs courants d'exploitation

	30/06/2007	31/12/2006
--	------------	------------

Actif d'impôt courant (créance d'impôt exigible)	1 221	1 769
Avances fournisseurs	763	482
Autres créances	10 488	10 208
Clients marchés adossés	839	3 543
Charges d'avance	1 160	971
s/t autres actifs courants	13 250	15 204

Compte tenu des conditions financières des « marchés adossés », la créance résultant de l'engagement des clients de prendre en charge les coûts directs et indirects des investissements nécessaires à la réalisation des marchés est comptabilisée à l'actif; ce montant couvre, outre le capital des emprunts inscrits au passif l'ensemble des autres coûts de financement et l'ensemble des coûts liés au fonctionnement et à la maintenance de ces investissements sur la durée totale des contrats.

Cette créance est exigible au fur et à mesure des livraisons de pièces produites et est contractuellement soldée au plus tard à la fin du contrat quel que soit le nombre effectif de pièces produites et livrées.

La contrepartie est inscrite au passif en autres passifs courants (produits constatés d'avance) pour

839 KEUR.

#### 8 - Variation des provisions pour dépréciation des actifs

	31/12/06	Ecart de change	Dotations	Reprises	30/06/07	Base brute	% Dépréciation
Sur immobilisations corporelles	652	3	62	- 479	238	180 945	0,1%
Sur immobilisations financières	-	-	-	-	-	362	0,0%
Sur stocks et en-cours	1 844	9	337	- 526	1 664	28 142	5,9%
Sur comptes clients et créances	147	3	20		170	63 986	0,3%
Total	2 871	15	419	- 1 005	2 072		

#### 9 - Trésorerie et équivalent de trésorerie

	30/06/2007	31/12/2006
Valeurs mobilières de placement	6 387	10 980
Disponibilités	8 568	13 136
Total	14 955	24 116

- Evolution de la trésorerie nette:

	30/06/2007	31/12/2006
Disponibilités et VMP	14 955	24 116
Concours bancaires courants	-10 708	-13 821
Trésorerie nette	4 247	10 295

Instruments financiers

	30/06/2007	31/12/2006
Instruments financiers	99	60



## 10 - Capitaux propres

## Capital social

Le capital est composé de 4 363 129 actions de 1,52 euros.

## Option de souscription d'actions au profit des salariés :

Les salariés de l'entreprise bénéficient d'un plan d'option de souscription d'actions depuis le 26 juin 1995 pour un montant total restant de 8850 options. Aucune option n'a été exercée durant le premier semestre 2007.

## 11 - Emprunts et dettes financières long terme

- Flux des dettes à terme de l'exercice :

	Solde ouverture	Ecart de change	Augment.	Diminution	Solde clôture
Emprunts long terme	76 001	393	10 922	- 9 579	77 737
Pour compte propre	74 956	393	10 922	- 8 910	77 361
locations financières et crédit bail mobilier	8 717		117	- 1 265	7 569
locations financières et crédit bail immobilier	8 307	-	-	- 473	7 834
emprunts bancaires	57 932	393	10 805	- 7 172	61 958
Pour compte des clients(1)	1 045	-	-	-669	376
- crédit bail / marché adossé	1 045	-	-	-669	376
Emprunts divers	124	- 1	3	-62	64
- participation des salariés & divers	124	- 1	3	- 62	64
s/total	76 125	392	10 925	- 9 641	77 801
Avances conditionnées	240	-	-	-	240
- Avance remboursable	240				240
Total	76 365	392	10 925	- 9 641	78 041

(1) Dettes intégralement couvertes par engagement de remboursement des clients.

- Ventilation des dettes par échéance :

	Part courante		Part non courante		
	Solde à la clôture	Échéances - 1 an	Échéances de 1 à 5 ans	Échéances + 5 ans	
Emprunts long terme	77 737	19 374	52 856	5 507	
pour compte propre	77 361	19 012	52 842	5 507	#
locations financières et crédit bail mobilier	7 569	2 335	5 058	176	
locations financières et crédit bail immobilier	7 834	915	2 327	4 592	
emprunts bancaires	61 958	15 762	45 457	739	
pour compte des clients (1)	376	362	14	-	
crédit bail / marché adossé	376	362	14		
Emprunts divers	64	44	20	-	
participation des salariés & divers	64	44	20		
S/ Total	77 801	19 418	52 876	5 507	
Avances conditionnées	240	-	240	-	
- Avance remboursable	240		240		
Total	78 041	19 418	53 116	5 507	

(1) Dettes intégralement couvertes par engagement de remboursement des clients.

- Ventilation des dettes par devise de remboursement :

Devise de remboursement	Dettes à la clôture	Dettes à l'ouverture
En Euros :	43 106	48 892
pour compte propre	42 730	47 847
pour compte des clients	376	1 045
En Dollars	34 935	27 473
Total	78 041	76 365

- Covenants

Dans certains contrats de prêt que le groupe a signé, il existe des clauses de remboursement anticipé liées à des ratios de structure financière calculés sur la base des comptes au 31/12/2006.

Au 30/06/07, certaines clauses sont applicables pour un montant global de 15 524 K€, liés notamment à des ratios de dettes sur capitaux propres (Part à -1 an : 3 686 ; part à + 1 an : 11 838).

A ce jour, aucune demande d'application des clauses n'est engagée par les banques. Le groupe a mis en oeuvre les moyens nécessaires pour faire face à ces éventuels remboursements.

## 12 - Provisions

Provision pour risque et charge	31/12/06	Ecart de change	Autres variations (1)	Dotations	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	30/06/07	Motif
Clients / Fournisseurs	41		-	123	-	-	164	Litiges
Social	795	-	-	248	-262	-40	741	Litiges salariés
Avantages au Personnel	3 545	6	58	189	-995		2 803	Médailles du travail, retraites, clauses parachute
Plan de sauvegarde pour l'emploi (2)	1 156	-	-	54	-536		674	
Impôts et taxes	239	-	-		-88	-	151	Contrôle fiscal
Environnement	93	2	-	-	-	-	95	Litige sable
Total	5 869	8	58	614	-1 881	-40	4 628	

(1) Les autres variations concernent les avantages au personnel et correspondent à des charges financières.

(2) voir aussi point 4.1.3

Il n'existe pas d'autre litige né au 30 juin 2007, qui serait de nature à remettre en cause les états financiers au 30/06/2007.

### 1. - Echéances des provisions

Provisions pour risques et charges	30/06/2007	Part courante Echéances à moins d'1 an	Part non courante Echéances à plus d'un an
Clients / Fournisseurs	164	164	-
Social	741	741	-
Avantages au personnel	2 803	-	2 803
Plan de sauvegarde pour l'emploi	674	674	-
Impôts et taxes	151	151	-
Environnement	95	95	-
Total	4 628	1 825	2 803

## 14 - Autres passifs non courants : Subventions d'investissement

	31/12/06	Ecart de change	Augmen-tation.	Reprise	30/06/07
Italie	348			- 134	214
Hongrie	1 525	38		- 131	1 432
Total Subvention investissement brute	1 873	38	-	- 265	1 646

## 15 - Passif courant d'exploitation

	30/06/07	31/12/06
Fournisseurs	45 952	40 652
Passif d'impôt courant (dette d'impôt exigible)		-
Avances clients	588	898
Dettes fiscales sociales	11 784	8 289
Dettes / immobilisation	1 749	2 695
Dettes diverses	3 685	1 744
Produits d'avance	2 414	4 773
s/t autres passifs courants	20 220	18 399

Les dettes sociales incluent 2 689 relatifs au plan social en Italie.

Les produits d'avance incluent 839 K€ relatifs aux marchés adossés et qui ont pour contrepartie la créance du groupe sur les clients concernés.

## 16 - Informations diverses

## Informations sectorielles

- Par secteur géographique

30/06/2007 par zone géographique en K€	Europe	Hors Europe	Eliminations intragroupe	Total
Chiffre d'affaires :				
Externe	103 163	26 196	-	129 359
Intragroupe	36 103	2 997	-39 100	-
S/total chiffre d'affaires	139 266	29 193	-39 100	129 359
Résultat opérationnel courant	2 748	-2 028	40	760
Autres produits et charges opérationnels	-1 979			-1 979
Résultat opérationnel	769	-2 028	40	-1 219
Produits de trésorerie				583
Coût de l'endettement financier brut				-2 669
Autres produits et charges financiers				-271
Charge d'impôts				-572
Résultat net				-4 148

## Opérations sur instruments financiers

- Couverture de change

	Montant notionnel en milliers d'euros	Maturité résiduelle		
		-1 an	2 à 5 ans	+ 5 ans
Swap USD / EUR (emprunt)	31 716	5 975	25 741	-

Couverture de taux

	Montant notionnel en milliers d'euros	Maturité résiduelle			Taux contrat
		-1 an	2 à 5 ans	+ 5 ans	
Swap de taux, emprunteur taux fixe					
en €, taux fixe / Euribor	12 777	1 599	11 178	-	
en \$, taux fixe / Libor	615	187	428		
Cap de taux, emprunteur					
en \$, taux fixe / Libor	279	159	120		

## Eléments de comparaison

L'évolution des taux de conversion utilisés pour les filiales étrangères est la suivante :

Pour 1 EUR	Bilan: Taux de clôture		Compte de résultat : Taux moyen		Variation	
	30/06/2007	31/12/2006	30/06/2007	31/12/2006	Comptes de bilan	Comptes de résultat
Hongrie (HUF)	245,9000	252,3000	250,2904	264,1397	2,6%	5,5%
Mexique (MXN)	14,5182	14,4122	14,5467	13,6916	-0,7%	-5,9%
Chine (CNY)	10,2337	10,2665	10,2562	10,0074	0,3%	-2,4%
Serbie (CSD)	79,0254	79,0000	79,8603	84,2475	0,0%	5,5%
USD	1,3505	1,3170	1,3290	1,2554	-2,5%	-5,5%

## Evénements postérieurs à la clôture

En Hongrie, la cession de l'ancien site d'usage a été conclue en septembre pour un montant de 306 360 KHUF (soit 1246 K€ au taux du 30/06/2007).

**D - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2007**

(Période du 1er janvier au 30 juin 2007)

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2007

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Le Bélier relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en oeuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Paris-La Défense, le 28 septembre 2007.

Les Commissaires aux Comptes :

CABINET LAUDIGNON :

Jean-Luc Laudignon ;

ERNST & YOUNG Audit :

Serge Guérémy.



## Chiffre d'affaires consolidé à fin septembre 2007 +13,9% à 188,3 M€

Vérac le 29 octobre 2007

Le groupe LE BELIER a enregistré à fin septembre 2007 un chiffre d'affaires consolidé de 188,3 M€, en hausse de 13,9% sur 2006. Le troisième trimestre est lui-même en progression de 12,8%. Corrigée de la variation de l'aluminium (LME), la hausse du chiffre d'affaires s'établit à +10,4% sur 9 mois et à +14,9% sur le trimestre. Au premier semestre, la hausse du chiffre d'affaires corrigée du LME s'établissait à +5,3%.

L'activité réalisée par les sites mexicains et chinois atteint désormais 21% du chiffre d'affaires consolidé total à fin septembre 2007, en hausse de 34,2% sur 2006.

En K€ et en IFRS	au 30/09/2007	au 30/09/2006	Variation en %
FONDERIES	154 654	135 149	+14,4
USINAGE	17 156	13 448	+27,6
OUTILLAGES	7 671	6 696	+14,6
AUTRES	8 836	10 056	+12,1
<b>TOTAL</b>	<b>188 317</b>	<b>165 349</b>	<b>+13,9</b>

- Activité fonderies

Le tonnage facturé cumulé est en hausse de 5,3% tandis que le chiffre d'affaires fonderies augmente de 14,4% (+12,6% sur le trimestre). Hors effet de l'évolution du prix de l'aluminium (LME), la croissance de l'activité fonderie s'établit à +10,1% (+14,8% sur le trimestre).

- Activité usinage

L'usinage poursuit sa forte progression, tant en Hongrie où le transfert vers le nouveau site industriel est désormais terminé, qu'au Mexique qui voit la montée en puissance de cette activité.

- Activité outillages

La hausse des facturations d'outillages est conforme aux objectifs du groupe.

- Autres

Il s'agit de la facturation d'amortissements de matériels d'usinage et de prestations diverses.

Cette performance sur 9 mois permet au groupe LE BELIER de confirmer l'objectif de chiffre d'affaires annuel 2007 de 240 M€.

**Prochain rendez-vous :**

Publication du chiffre d'affaires annuel 2007 : le 28 janvier 2008

*LE BELIER est spécialisé dans la fabrication de composants de sécurité en aluminium pour l'industrie automobile, avec notamment une part de marché mondiale de 35% dans le freinage. Le groupe dispose d'une offre complète allant du prototype à la pièce usinée, à travers trois activités principales : Fonderie, Usinage et Outillage. En 2006, le chiffre d'affaires de LE BELIER s'est établi à 220 M€.*

EUROLIST C - ISIN : FR0000072399 – BELI

**Information financière**

LE BELIER : Antoine Jeanson

Tél : 05 57 55 03 51

[antoine.jeanson@lebelier.fr](mailto:antoine.jeanson@lebelier.fr)

[www.lebelier.com](http://www.lebelier.com)

ASSET COM

Tél : 01 45 53 10 55



**PUBLICATIONS PÉRIODIQUES****SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES  
(CHIFFRES D'AFFAIRES ET SITUATIONS  
TRIMESTRIELLES)****LE BELIER**

Société anonyme à Conseil d'administration  
au capital de 6 631 956,08 euros  
Siège social : 33240 VERAC  
RCS Libourne 393 629 779

**CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ A FIN SEPTEMBRE 2007**

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe BELIER atteint 188,3 M€ à la fin du troisième trimestre 2007, en hausse de 13,9 % sur 2006.

Corrigée de la revalorisation de l'aluminium (LME) la hausse du chiffre d'affaires s'établit à +10,4%.

<b>Valeurs en milliers d'euros</b>	<b>30/09/2007</b>	<b>30/09/2006</b>	<b>Variation 2007 / 2006</b>
Premier trimestre	62 628	55 610	12,6%
Deuxième trimestre	66 731	57 453	16,1%
Troisième trimestre	58 958	52 286	12,8%
Total	188 317	165 349	13,9%

**0716188**



## Rapport trimestriel narratif

Vérac le 15 novembre 2007

Au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2007, le groupe Le Bélier a poursuivi sa croissance, légèrement supérieure aux prévisions, notamment sur l'activité usinage.

Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 58,6 M€, en hausse de 12,4% par rapport au T3 2006. Corrigée de la variation de l'aluminium (LME), la progression du chiffre d'affaires s'élève à 14,9%.

En K€ et en IFRS	T3 2007	T3 2006	Variation en %
FONDERIES	49 586	44 021	+12,6%
USINAGE	5 304	3 445	+54,0%
OUTILLAGES	1 500	1 809	-17,1%
AUTRES	2 205	2 847	-22,6%
<b>TOTAL</b>	<b>58 595</b>	<b>52 122</b>	<b>+12,4%</b>

Les sites Chinois et Serbes confirment la progression de leurs performances, tant opérationnelles que financières.

Le site d'usinage Hongrois a poursuivi l'amélioration constatée au 1<sup>er</sup> semestre et délivrera une performance semestrielle en forte progression.

Le transfert en Hongrie de la principale activité de fonderie italienne s'est déroulé durant le 3<sup>ème</sup> trimestre dans les conditions prévues, et contribue doré et déjà à l'amélioration de la performance du groupe.

L'effort est toujours mis sur le contrôle des opérations au Mexique.

Par ailleurs, l'endettement net du groupe au 30 Septembre 2007 est en amélioration par rapport au 30 Juin 2007. En conséquence, l'objectif annoncé d'un Cash Flow libre semestriel supérieur à 4 M€ est confirmé.

Le Bélier confirme également l'objectif de chiffre d'affaires annuel 2007 supérieur à 240 M€.



**Prochain rendez-vous :**

Publication du chiffre d'affaires annuel 2007 : le 28 janvier 2008

*LE BELIER est spécialisé dans la fabrication de composants de sécurité en aluminium pour l'industrie automobile, avec notamment une part de marché mondiale de 35% dans le freinage. Le groupe dispose d'une offre complète allant du prototype à la pièce usinée, à travers trois activités principales : Fonderie, Usinage et Outillage. En 2006, le chiffre d'affaires de LE BELIER s'est établi à 220 M€.*

EUROLIST C - ISIN : FR0000072399 – BELI

**Information financière**

LE BELIER : Antoine Jeanson

Tél : 05 57 55 03 51

[antoine.jeanson@lebelier.fr](mailto:antoine.jeanson@lebelier.fr)

[www.lebelier.com](http://www.lebelier.com)

ASSET COM

Tél : 01 45 53 10 55



<b>BILAN ANNUEL DU CONTRAT DE LIQUIDITE CONTRACTE AVEC LA SOCIETE DE BOURSE GILBERT DUPONT</b>
--

Au titre du contrat de liquidité confié par la société LE BELIER à la Société de Bourse Gilbert Dupont, à la date du 31 décembre 2007, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- Nombre d'actions : 3458
- Solde en espèce du compte de liquidité : 24 083,83 €

Il est rappelé que lors du bilan semestriel du 30 juin 2007, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- Nombre d'actions : 1788
- Solde en espèces du compte de liquidité : 40 670,38 €



## Chiffre d'affaires consolidé 2007 +12,3% à 247 M€

Vérac le 28 janvier 2008

Le groupe LE BELIER a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de 247,3 M€, en croissance de 12,3% par rapport à 2006. Corrigée de la revalorisation de l'aluminium (LME), la hausse du chiffre d'affaires s'établit à +10%.

L'activité réalisée par les sites mexicains et chinois représente près de 21% du chiffre d'affaires consolidé 2007, en hausse de 23% sur la période.

En K€ et en IFRS	au 31/12/2007	au 31/12/2006	Variation en %
FONDERIES	202 516	178 939	+13,2
USINAGE	22 959	19 530	+17,6
OUTILLAGES	11 075	9 685	+14,4
AUTRES	10 753	12 131	-11,4
<b>TOTAL</b>	<b>247 303</b>	<b>220 285</b>	<b>+12,3</b>

- Activité fonderies

Le chiffre d'affaires fonderies est en progression de 13,2 %. Hors effet de la revalorisation du prix de l'aluminium (LME), la croissance des ventes ressort à +10,4%.

- Activité usinage

L'usinage a augmenté de +17,6% sur l'exercice, grâce à la montée en cadence du site mexicain, et à la progression continue du site hongrois.

- Activité outillages

Cette activité est restée soutenue sur l'ensemble de l'exercice.

- Autres

Il s'agit de la facturation d'amortissements de matériels d'usinage et de prestations diverses.

### Prochain rendez-vous :

Publication des résultats annuels 2007 : le 31 mars 2008 avant ouverture des marchés

*LE BELIER est spécialisé dans la fabrication de composants de sécurité en aluminium pour l'industrie automobile, avec notamment une part de marché mondiale de 35% dans le freinage. Le groupe dispose*

*d'une offre complète allant du prototype à la pièce usinée, à travers trois activités principales : Fonderie, Usinage et Outillage.*

NYSE Euronext Compartiment C - ISIN : FR0000072399 – BELI

**Information financière**

LE BELIER : Antoine Jeanson

Tél : 05 57 55 03 51

[antoine.jeanson@lebelier.fr](mailto:antoine.jeanson@lebelier.fr)

[www.lebelier.com](http://www.lebelier.com)

ASSET COM

Tél : 01 45 53 10 55



**PUBLICATIONS PÉRIODIQUES****SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES  
(CHIFFRES D'AFFAIRES ET SITUATIONS  
TRIMESTRIELLES)****LE BELIER**

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 6 631 956 €uros  
Siège social : 33240 VERAC  
393 629 779 RCS Libourne

**CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ A FIN DECEMBRE 2007**

Le Groupe BELIER a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 247,3 M€ pour l'exercice 2007, en hausse de 12,3 % sur 2006.

<b>(en milliers d'euros)</b>	<b>2007</b>	<b>2006</b>	<b>Variation 2007 / 2006</b>
Premier trimestre	62 628	55 610	12,6%
Deuxième trimestre	66 731	57 453	16,1%
Troisième trimestre	58 958	52 286	12,8%
Quatrième trimestre	58 988	54 936	7,4%
Total	247 305	220 285	12,3%

**0800513**

Conformément à ce qui avait été annoncé, le groupe Le Bélier a enregistré un second semestre 2007 en nette amélioration, porté par les premiers effets positifs des restructurations industrielles engagées.

En M€	2006	2007	Variation
Chiffre d'affaires	220,3	246,8	+ 12 %
Résultat opérationnel courant	1,7	3,0	+ 81 %
Résultat opérationnel	3,1	-1,4	ns
Résultat net	-3,2	-6,9	ns
Ebitda	19,9	22	+11 %

### et redressement de la performance sur le second semestre 2007

Le groupe Le Bélier a enregistré en 2007 un chiffre d'affaires consolidé de 247 M€, en croissance de 12 % par rapport à 2006. Corrigée de la revalorisation de l'aluminium LME, cette croissance s'établit à + 10 %.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 3,0 M€ en 2007 contre 1,7 M€ en 2006. Le résultat net s'élève à -6,9 M€ sur le S1 2007.

Cette performance résulte :

- des premiers effets du transfert au 2/3 de l'activité italienne sur la Hongrie
- du retournement positif de l'activité usinage en Hongrie
- du décollage de la Chine, dont l'activité a augmenté de 50 % sur l'exercice avec une rentabilité devenue positive.

Le résultat opérationnel ressort à -1,4 M€ impacté par les coûts liés au transfert de l'activité italienne, 4 M€.

Après résultat financier et charges d'impôt, la perte nette s'établit à 6,9 M€.

Au 31 décembre 2007, les fonds propres s'élevaient à 42,5 M€ et l'endettement financier net à 70,1 M€. Comme annoncé

le free Cash Flow est de + 4 M€ au S2 2007 et compte tenu de l'évolution de l'EBITDA qui s'inscrit à 22,0 M€ contre 19,9 M€ en 2006, le ratio Endettement net/EBITDA est contenu à 3,2.

### pour la poursuite du retournement

La tendance positive enregistrée sur le dernier trimestre 2007 devrait se poursuivre conformément au plan de route pour 2008. La fin du plan de route 2006-2008 portera sur :

- la finalisation du transfert de l'Italie sur la Hongrie au cours du premier semestre 2008
- la montée en charge de la Chine et de l'usinage en Hongrie
- l'amélioration attendue de la performance sur l'ensemble des sites.

Ainsi en 2008, le groupe Le Bélier anticipe une croissance de son chiffre d'affaires de l'ordre de 3%. Il s'inscrit dans une tendance au doublement de son résultat opérationnel courant.

A plus long terme, les nécessités environnementales du monde automobile impliquent une utilisation accrue de l'aluminium dont bénéficiera Le Bélier.

Euronext Paris Compartiment C  
ISIN : FR0000072399 – BELI

Contacts :  
LE BELIER

Antoine Jeanson  
Tél : 05 57 55 03 51

E-mail : antoine.jeanson@lebelier.fr  
www.lebelier.com

ASSET COM  
Tél : 01 45 53 10 55

## CONVOICATIONS

### ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES ET DE PORTEURS DE PARTS

#### LE BELIER

Société anonyme à Conseil d'administration  
au capital de 6 631 956,08 euros  
Siège social : 33240 VERAC  
393 629 779 RCS Libourne

#### AVIS DE REUNION VALANT CONVOICATION

MM les actionnaires sont informés qu'ils seront convoqués en assemblée générale mixte le **22 mai 2008, à 10 heures 30** à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Libourne, Salle Saint Emilion (Gironde), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

##### *Ordre du jour*

##### *Au titre de l'assemblée générale ordinaire*

- 1/ Rapport de gestion du Conseil d'administration ;
- 2/ Rapport joint du Président du Conseil d'administration (article L 225-37 du Code de commerce) ;
- 3/ Rapport sur le contrôle interne des Commissaires aux comptes ;
- 4/ Rapport spécial du Conseil d'administration sur les options de souscription ou d'achat d'actions ;
- 5/ Rapport spécial du Conseil d'administration concernant l'attribution d'actions gratuites ;
- 6/ Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2007 ;
- 7/ Rapport de gestion du groupe ;
- 8/ Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés ;
- 9/ Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2007 et quitus aux administrateurs ;
- 10/ Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 et suivants du Code de commerce ; approbation de ces conventions ;
- 11/ Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007 ;
- 12/ Affectation du résultat ;
- 13/ Fixation des jetons de présence ;
- 14/ Autorisation donnée au Conseil d'opérer en bourse sur les propres actions de la Société ;
- 15/ Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise dans la limite d'un montant nominal maximal de DEUX MILLIONS (2 000 000) d'euros, qui s'imputera sur le montant prévu au point 18 ;

##### *Au titre de l'assemblée générale extraordinaire*

- 16/ Lecture du rapport du Conseil d'administration ;
- 17/ Lecture des différents rapports spéciaux des Commissaires aux comptes ;
- 18/ Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital par émission de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans la limite d'un montant nominal maximal de DEUX MILLIONS (2 000 000) d'euros ;
- 19/ Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital par émission de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans la limite d'un montant nominal maximal de DEUX MILLIONS (2 000 000) d'euros, qui s'imputera sur le montant prévu au point 18 ;
- 20/ Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires ;

**Texte des résolutions présentées à l'assemblée générale mixte du 22 mai 2008****AU TITRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE****PREMIERE RESOLUTION** *Approbation des comptes annuels*

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration, du rapport du Président du Conseil d'administration (article L 225-37 du Code de commerce) et du rapport général des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2007 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, l'assemblée générale donne aux membres du Conseil d'administration quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

L'assemblée générale approuve également les dépenses non déductibles de l'impôt sur les sociétés, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts qui s'élèvent à 22 028,44 € et prend acte que la société n'a pas à supporter d'impôt en raison desdites dépenses et charges.

**DEUXIEME RESOLUTION** *Affectation du résultat de l'exercice*

L'assemblée générale décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à 13.620.755,86 euros au compte « autres réserves ».

L'assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des cinq précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercices	Actions	Dividende distribué par action (euro)		
		Brut	Avoir fiscal	Net
31/12/02	3.700.444 actions de 1,52 €	0,55 €	0,185 €	0,37 €
31/12/03	3.739.825 actions de 1,52 €	0 €	0 €	0 €
31/12/04 (acompte sur dividendes)	3.739.825 actions de 1,52 €	0,55 €	0,275 €	0,275 €

Exercice	Actions	Revenus éligibles à la réfaction de 50%		Revenus non éligibles à la réfaction de 50%
		Dividendes	Autres revenus distribués	
31/12/2004	4 363 129 actions de 1,52 €	0,48 €		
31/12/2005	Sans objet	0		
31/12/2006	Sans objet	0		

**TROISIEME RESOLUTION** *Approbation des comptes consolidés*

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports des Commissaires aux comptes, sur les comptes consolidés dudit exercice, approuve lesdits comptes consolidés au 31 décembre 2007 ainsi que les opérations transmises dans ces comptes ou résumées dans le rapport sur la gestion du groupe inclus dans le rapport de gestion. Elle arrête le résultat net du groupe à une perte de - 6 866 K€.

**QUATRIEME RESOLUTION** *Approbation des conventions réglementées*

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions relevant des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

**CINQUIEME RESOLUTION** *Fixation des jetons de présence*

L'assemblée générale fixe le montant des jetons de présence au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2007, à 40 000 Euros.

**SIXIEME RESOLUTION** *Autorisation de rachat par la société des actions propres*

Après avoir pris connaissance de la proposition faite par le conseil d'administration dans son rapport, de faire racheter par la société des actions propres, l'assemblée générale, autorise le conseil d'administration, à procéder à cette opération, pour une période de dix-huit mois.

Le rachat par la société de ses propres actions a pour finalité, par ordre de priorité décroissant :

- Assurer l'animation du cours de bourse de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI reconnue par l'AMF,
- Assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions à des salariés et des mandataires sociaux du Groupe et céder ou attribuer des actions aux salariés dans le cadre des dispositions légales,
- Procéder à l'acquisition d'actions en vue de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- Assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société.

L'acquisition, la cession ou le transfert par la société de ces actions peut être effectué par tous moyens, selon les modalités suivantes :

- prix maximum d'achat : 30 euros ;
- prix minimum de vente : 7,6 euros ;
- nombre maximum d'achat : 5 % du nombre total des actions composant le capital social.

La présente autorisation annule et remplace celle précédemment accordée par l'assemblée générale des actionnaires du 25 mai 2007.



Les achats effectués dans le cadre de la régularisation des cours précitée depuis l'assemblée générale des actionnaires du 25 mai 2007 seront réputés être intervenus dans le cadre de la présente autorisation et seront ainsi pris en compte pour la détermination du nombre d'actions détenues par la société au titre de la limite précitée de 5 %.

Le conseil d'administration donnera aux actionnaires dans son rapport à l'assemblée générale ordinaire les informations relatives aux achats d'actions et cessions réalisées.

### AU TITRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

**SEPTIEME RESOLUTION** *delegation de competence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital par émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale extraordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes :

1 Délègue au Conseil d'administration, en application des dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 228-92 du Code de commerce, sa compétence à l'effet de décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, l'émission, soit en euros, soit en monnaie étrangère ou en tout autre unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions de la Société ainsi que de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, les actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent accès conférant les mêmes droits que les actions anciennes sous réserve de leur date de jouissance ; il est précisé qu'est exclue toute émission d'actions de préférence ;

2 Décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation, ne pourra excéder un montant nominal de DEUX MILLIONS (2 000 000) d'euros, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles ;

3 Décide en outre que le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital susceptibles d'être émises en vertu de la délégation susvisée ne pourra excéder un montant de VINGT MILLIONS (20 000 000) d'euros ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies ;

4 Décide que la souscription des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;

5 Décide que les actionnaires pourront exercer, dans les conditions prévues par la loi, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible. En outre, le Conseil d'administration aura la faculté de conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande ;

Si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :

- limiter l'émission au montant des souscriptions sous la condition que celle-ci atteigne, au moins, les trois-quarts au moins de l'émission décidée ;
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible ;
- offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;

6 Décide qu'en cas d'attribution gratuite de bons de souscription ou d'attribution d'actions aux propriétaires des actions anciennes, le Conseil d'administration aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les droits correspondants seront vendus, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires de droits au plus tard dans les 30 jours après la date d'inscription à leur compte du nombre entier de bons attribués ;

7 Constate que, le cas échéant, la délégation susvisée emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières susceptibles d'être émises et donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;

8 Décide que la somme revenant, ou devant revenir, à la Société pour chacune des actions émises ou à émettre dans le cadre de la délégation susvisée, après prise en compte, en cas d'émission de bons autonomes de souscription ou d'attribution d'actions, du prix d'émission desdits bons, sera au moins égale à la valeur nominale de l'action à la date d'émission desdites valeurs mobilières ;

9 Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à son Président, dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en oeuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer,
- arrêter les prix et conditions des émissions,
- fixer les montants à émettre, la possibilité de fixer la date de jouissance, avec ou sans effet rétroactif, des titres à émettre,
- déterminer le mode de libération des actions ou autres titres émis et, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange,
- suspendre le cas échéant l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières à émettre pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois,
- procéder à tous ajustements afin de prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres,
- fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires des valeurs mobilières donnant accès au capital social conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles.

En outre, le Conseil d'administration pourra procéder, le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions et prendre généralement toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations des droits, actions ou valeurs mobilières émises, et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts ;

En cas d'émission de valeurs mobilières représentatives de créance donnant accès au capital de la Société, le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à son Président dans les conditions fixées par la loi, notamment pour décider de leur caractère subordonné ou non, pour fixer leur taux d'intérêt et leur devise, leur durée, le cas échéant, indéterminée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les

modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société et leurs autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement ; le Conseil d'administration pourra également modifier, pendant la durée de vie des valeurs mobilières concernées, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;

10 La présente délégation remplace et annule la première résolution de l'Assemblée générale mixte du 24 mai 2006.

11 La présente délégation est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente assemblée.

**HUITIEME RESOLUTION** *delegation de competence à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital par émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale extraordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes :

1 Délègue au Conseil d'administration, en application des dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135 et L. 228-92 du Code de commerce, sa compétence à l'effet de décider, par voie d'appel public à l'épargne, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, soit en euros, soit en monnaie étrangère ou en toute autre unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, l'émission d'actions de la Société ainsi que de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, les actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent accès conférant les mêmes droits que les actions anciennes sous réserve de leur date de jouissance ; il est précisé qu'est exclue toute émission d'actions de préférence.

2 Décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la délégation susvisée, ne pourra excéder un montant de DEUX MILLIONS (2 000 000) d'euros, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles. Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond global d'augmentation de capital de DEUX MILLIONS (2 000 000) d'euros par la résolution n° 7 de la présente assemblée générale mixte.

3 Décide en outre que le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital susceptibles d'être émises en vertu de la délégation susvisée ne pourra excéder un montant de VINGT MILLIONS (20 000 000) d'euros ou à la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera sur le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances pouvant être émises en vertu de la résolution n° 9 de la présente assemblée générale mixte.

4 Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières à émettre, étant entendu que le Conseil d'administration pourra conférer aux actionnaires une faculté de souscription par priorité sur tout ou partie de l'émission, pendant le délai et selon les conditions qu'il fixera conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du Code de commerce.

5 Décide que la souscription des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances.

6 Constate, le cas échéant, que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit.

7 Décide que la somme revenant, ou devant revenir, à la Société pour chacune des actions émises ou à émettre dans le cadre de la délégation susvisée, après prise en compte, en cas d'émission de bons autonomes de souscription ou d'attribution d'actions, du prix d'émission desdits bons, sera au moins égale (a) à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5% ou (b) à la valeur minimale fixée par les dispositions légales et réglementaires applicables au moment où il est fait usage de la présente délégation, si elle est différente.

8 Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à son Président dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment à l'effet de :

- déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer,
- arrêter les prix et conditions des émissions,
- fixer les montants à émettre, la possibilité de fixer la date de jouissance, avec ou sans effet rétroactif, des titres à émettre,
- déterminer le mode de libération des actions ou autres titres émis et, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange,
- suspendre le cas échéant l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières à émettre pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois,
- procéder à tous ajustements afin de prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres,
- fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires des valeurs mobilières donnant accès au capital social conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles.

En outre, le Conseil d'administration pourra procéder, le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions et prendre généralement toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations des actions ou valeurs mobilières émises, et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts ;

En cas d'émission de valeurs mobilières représentatives de créance donnant accès immédiatement et/ou à terme à une quotité du capital de la Société, le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à son Président dans les conditions fixées par la loi, notamment pour décider de leur caractère subordonné ou non, pour fixer leur taux d'intérêt et leur devise, leur durée, le cas échéant, indéterminée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société et leurs autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement ; le Conseil d'administration pourra également modifier, pendant la durée de vie des valeurs mobilières concernées, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;

9 Décide que le Conseil d'administration pourra, conformément à l'article L. 225-136 1° du Code de commerce et dans la limite du 10% du capital social par an, fixer le prix d'émission des titres de capital à émettre qui ne pourra toutefois être inférieur à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10%. Dans ce cas, le Conseil d'administration

devra établir un rapport complémentaire, certifié par les Commissaires aux comptes, décrivant les conditions définitives de l'opération et donnant des éléments d'appréciation de l'incidence effective sur la situation de l'actionnaire ;

10 Décide que la présente délégation pourra être utilisée à l'effet de procéder, dans la limite de 10% du capital social, à l'émission d'actions de la Société ainsi que de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société à l'effet de rémunérer des titres apportés à une offre publique d'échange sur des titres d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou membre de l'Organisation de coopération et de développement économique.

11 Décide que la présente délégation, pourra être utilisée à l'effet de procéder à l'émission d'actions de la Société, ainsi que de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, dans la limite de 10% du capital social, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables.

12 La présente délégation remplace et annule la deuxième résolution de l'Assemblée générale mixte du 24 mai 2006.

13 La présente délégation est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente assemblée.

**NEUVIEME RESOLUTION** *Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale extraordinaire, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration :

1. Délègue au Conseil d'administration sa compétence à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation du capital social de la Société avec ou sans droit préférentiel de souscription pendant un délai et dans la limite d'une fraction de l'émission initiale telle qu'elle sera déterminée par décret et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale.
2. Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond global d'augmentation de capital de DEUX MILLIONS (2 000 000) d'euros fixé par la résolution n° 7 de la présente assemblée générale mixte.
3. La présente autorisation est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente assemblée.

**DIXIEME RESOLUTION** *Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital social par incorporation de réserves, primes, bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation serait admise*

L'assemblée générale mixte, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire,

1 Délègue au Conseil d'administration, en application des dispositions de l'article L. 225-130 du Code de commerce, sa compétence à l'effet d'augmenter, en une ou plusieurs fois, le capital social dans la limite d'un montant nominal maximal de DEUX MILLIONS (2 000 000) d'euros, par incorporation au capital de tout ou partie des réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise à réaliser par émission et attribution gratuite d'actions nouvelles ou par élévation du nominal des actions ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés. Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond maximal d'augmentation de capital de DEUX MILLIONS (2 000 000) d'euros fixé par la résolution n° 7 de la présente assemblée générale mixte ;

2 Décide que les droits formant rompus ne seront ni négociables ni cessibles et que les actions correspondantes seront vendues. Les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits au plus tard 30 jours après la date d'inscription à leur compte du nombre entier d'actions attribuées ;

3 Confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation à son Président, dans les conditions fixées par la loi, notamment à l'effet de :

- arrêter toutes les modalités et conditions des opérations autorisées et notamment fixer le montant et la nature des réserves et primes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre ou le montant dont la valeur nominale des actions existantes composant le capital social sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à compter de laquelle l'élévation de la valeur nominale prendra effet,
- prendre toutes les mesures destinées à protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital au jour de l'augmentation de capital, et plus généralement prendre toutes mesures utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin de l'émission envisagée,
- constater l'augmentation de capital résultant de l'émission des actions, modifier les statuts en conséquence et procéder à toutes formalités de publicités requises.

4 La présente délégation annule et remplace la douzième résolution de l'Assemblée générale mixte du 24 mai 2006.

5 La présente délégation est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente assemblée.

**ONZIEME RESOLUTION** *Pouvoirs pour les formalités*

L'assemblée générale, confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'effectuer toutes formalités de dépôt et de publicité.

Tout actionnaire a le droit d'assister personnellement à cette assemblée ou de s'y faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint ou de voter par correspondance.

Toutefois, pour avoir le droit de participer à cette assemblée, de voter par correspondance ou de se faire représenter à l'assemblée :

Les actionnaires détenant des titres sous la forme nominative doivent justifier de la propriété de leurs titres cinq jours au moins avant la réunion pour leur inscription sur le registre de la société,

Les actionnaires propriétaires d'actions au porteur doivent, préalablement à leur demande, déposer leurs attestations des titres au porteur au plus tard cinq jours avant la date de l'assemblée, soit au siège social de la société, soit à l'établissement financier chargé de la préparation et de la tenue de notre Assemblée Générale,

NATIXIS  
Services Financiers – Emetteurs Assemblées  
10 rue des roquemonts  
14099 CAEN CEDEX

Si vous détenez des actions nominatives, et si vous ne souhaitez pas assister à cette Assemblée Générale, il vous suffit de compléter et de signer le formulaire de vote par correspondance ou par procuration et de retourner celui-ci à l'aide de l'enveloppe jointe.

Nous vous signalons que ce formulaire (au verso duquel figurent les modalités d'utilisation) vous permet :

- Soit de vous en remettre au Président de séance : celui-ci émettra alors en votre nom un vote favorable à l'adoption du projet des résolutions présenté et un vote défavorable dans le cas contraire,
- Soit de voter par correspondance et ce, résolution par résolution,
- Soit de vous faire représenter par votre conjoint ou par tout autre actionnaire.

Sont joints au formulaire de vote par correspondance ou par procuration, tous les documents prévus par les textes légaux et réglementaires.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte que si le formulaire, complété et signé, parvient au siège social de la Société ou à NATIXIS, trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

En outre, les actionnaires détenant leurs titres sous la forme au porteur peuvent obtenir les documents de convocation et le formulaire de vote par correspondance ou par procuration, auprès de NATIXIS, après avoir effectué les formalités de dépôt des lettres d'immobilisation de leurs actions, comme indiqué ci-dessus.

Tout renseignement peut être obtenu auprès de cet établissement, en contactant :

NATIXIS  
Services Assemblées  
Tél. 02.31.45.10.29

Conformément à la loi, tous les documents qui doivent être communiqués à l'Assemblée Générale sont tenus dans les délais légaux à la disposition des actionnaires, au siège social.

Les demandes d'inscription de projets de résolution à l'ordre du jour doivent être envoyées dans les conditions prévues par l'article 130 du décret 67-236 du 23 mars 1967, modifié par l'article 29 du décret 2006-1566, jusqu'à vingt-cinq jours avant l'assemblée générale.

*Le Conseil d'Administration*

**0803681**

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### LE BÉLIER

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 6 631 956,08 €.  
Siège social : 33240 Vêrac.  
393 629 779 R.C.S Libourne.

#### A. — Comptes sociaux annuels au 31 décembre 2007.

##### I. — Bilan.

(En milliers d'euros.)

Actif	Montant brut	Amortissement	31/12/2007	31/12/2006
Capital souscrit non appelé I				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets, droits similaires	431 412,66	278 616,98	152 795,68	131 459,89
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	1 101 646,51		1 101 646,51	25 000,00
Avances, acomptes immob. incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	55 840,82	16 913,09	38 927,73	5 556,09
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	57 059 946,80	15 798 000,00	41 261 946,80	46 288 946,80
Créances rattachées à participations	5 513 912,95		5 513 912,95	7 197 370,33
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	6 750,00		6 750,00	6 750,00
Total II	64 169 509,74	16 093 530,07	48 075 979,67	53 655 083,11
Stocks et en-cours				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				

Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés/ commandes				
Créances				
Créances clients & comptes rattachés (3)	4 842 650,70	77 505,00	4 765 145,70	3 387 145,26
Autres créances (3)	15 229 670,59	4 150 000,00	11 079 670,59	245 312,22
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				-0,01
Valeurs mobilières de placement				
Dont actions propres				
Disponibilités	859 452,04		859 452,04	993 059,13
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance (3)	105 220,47		105 220,47	142 425,90
Total III	21 036 993,80	4 227 505,00	16 809 488,80	4 767 942,50
Frais émission d'emprunts à étaler IV				
Primes remboursement des obligations V				
Ecart de conversion actif VI	195 789,61		195 789,61	3 256,55
Total général (I à VI)	85 402 293,15	20 321 035,07	65 081 258,08	58 426 282,16

(1) *Clauses réserves propres immobilisations : droit bail N-1*

(2) *Stocks : Part - 1 an N-1*

(3) *Créances : Part à + 1 an N-1*

<b>Passif</b>	<b>31/12/2007</b>	<b>31/12/2006</b>
Capitaux propres		
Capital social ou individuel (1) (dont versé : 6 631 956,08)	6 631 956,08	6 631 956,08
Primes d'émission, de fusion, d'apport	14 726 526,43	14 726 526,43
Ecart de réévaluation (2) (dont écart d'équivalence : 1)		
Réserve légale (3)	663 195,61	663 195,61
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (3) (dont rés. prov. Cours)	15 786,88	15 786,88
Autres réserves (dont achat d'oeuvres orig.)		
Report à nouveau	622 794,59	915 391,90
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-13 620 755,86	-292 597,31
Subventions d'investissements		
Provisions réglementées	388 011,04	522 748,05
Total I	9 427 514,77	23 183 007,64
Autres fonds propres		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Total II		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	428 289,61	527 784,69
Provisions pour charges	21 021,00	21 678,00
Total III	449 310,61	549 462,69
Dettes (4)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	17 359 337,11	30 143 713,59
Emprunts, dettes fin. divers (dont emprunts participatifs)	32 014,14	32 014,14
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 342 010,97	1 094 199,84
Dettes fiscales et sociales	1 667 073,15	1 513 116,26
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	750 000,00	
Autres dettes	32 053 997,33	1 873 825,66
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance (4)		
Total IV	55 204 432,70	34 656 869,49
Ecart de conversion passif V		36 942,34
Total général (I à V)	65 081 258,08	58 426 282,16

(1) *Ecart de réévaluation incorporé au capital :*

— *Réserve spéciale de réévaluation (1959)*

(2) *Dont :*

— *Ecart de réévaluation libre*

— *Réserve de réévaluation (1976)*

(5) *Dont concours bancaires, soldes créditeurs de banque, CCP :*

— *Dettes à plus d'un an*

— *Dettes à moins d'un an*

## II. — Compte de résultat.

(En milliers d'euros.)

Rubriques	France	Exportation	31/12/2007	31/12/2006
Ventes de marchandises		78 164,91	78 164,91	37 992,00
Production vendue	2 614 763,77	12 789 804,36	15 404 568,13	14 695 502,24
Biens				
Services				
Chiffre d'affaires net	2 614 763,77	12 867 969,27	15 482 733,04	14 733 494,24
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges (9)			522 434,06	218 372,32
Autres produits (1) (11)			170,71	5,87
Total des produits d'exploitation (2) I			16 005 337,81	14 951 872,43
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			71 140,35	45 274,36
Variation de stock (marchandises)				
Achats matières premières, autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variations de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes (3) (6 bis)			5 446 007,97	4 934 991,97
Impôts, taxes et versements assimilés			538 291,98	606 855,79
Salaires et traitements			5 809 667,41	5 476 693,82
Charges sociales (10)			2 370 970,27	2 091 162,52
Dotations d'exploitation				
Sur immobilisations			147 394,47	91 516,53

dotations aux amortissements				
dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions			77 505,00	
Pour risques et charges : dotations aux provisions			167 035,33	212 026,00
Autres charges (12)			61 936,85	41 585,96
Total des charges d'exploitation (4) II			14 689 949,63	13 500 106,95
1. Résultat d'exploitation (I - II)			1 315 388,18	1 451 765,48
Opérations en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée III				
Perte supportée ou bénéfice transféré IV				
Produits financiers				
Produits financiers de participations (5)			4 924 409,66	2 726 385,91
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)				
Autres intérêts et produits assimilés (5)			454 217,61	27 827,90
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change			44 152,80	525 881,45
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			9 400,57	3 983,17
Total des produits financiers V			5 432 180,64	3 284 078,43
Dotations financières aux amortissements et provisions			18 369 533,06	1 771 728,03
Intérêts et charges assimilées (6)			2 019 574,66	2 816 941,43
Différences négatives de change			113 953,97	566 118,76
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières VI			20 503 061,69	5 154 788,22
2. Résultat financier (V - VI)			-15 070 881,05	-1 870 709,79
3. Résultat courant avant impôts (I - II + III - IV + V - VI)			-13 755 492,87	-418 944,31
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges			134 737,01	131 844,50
Total des produits exceptionnels (7) VII			134 737,01	131 844,50
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)				1 053,98
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				3 528,52
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				915,00
Total Des Charges Exceptionnelles (7) VIII				5 497,50
4. Résultat exceptionnel (VII - VIII)			134 737,01	126 347,00
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise IX				



Impôts sur les bénéfices X				
Total des produits (I + III + V + VII)			21 572 255,46	18 367 795,36
Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX + X)			35 193 011,32	18 660 392,67
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)			-13 620 755,86	-292 597,31
(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme				
(2) Dont produits de locations immobilières				
Produits d'exploitation sur exercices antérieurs (8)				
(3) Dont				
Crédit-bail mobilier			234 030,26	232 315,23
Crédit-bail immobilier				
(4) Dont charges d'exploitation sur exercices antérieurs (8)				
(5) Dont produits concernant les entreprises liées				
(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées				
(Obis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du CGI)				
(9) Dont transferts de charges				
(10) Dont cotisations pers. exploitant (13)				
(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)				
(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)				
(13) Dont primes & cotisations complémentaires perso.				
Facultatives				
Obligatoires				
Détail uniquement réservé au CERFA ; une annexe est prévue pour EDI-TDFC				
(7) Détail des produits et charges exceptionnels				
Reprise provisions pour implantation à l'étranger				129 032,01
Reprise provisions pour investissement				5 705,00
Détail uniquement réservé au CERFA ; une annexe est prévue pour EDI-TDFC				
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs				

### III. — Annexes aux états financiers au 31 décembre 2007.

La situation a été arrêtée le 27 mars 2008 par le Conseil d'Administration.  
Les chiffres figurant dans les annexes sont exprimés en milliers d'euros (K€).

#### 1. – Faits significatifs.

1.1. La société LE BELIER a une double activité :

- Celle de holding,
- Celle de prestataire de services au bénéfice des sociétés du groupe.

1.2. Evénements significatifs intervenus au cours de l'exercice 2007.

27/04/2007 : augmentation de capital (2 000) dans LBK entièrement souscrite par Le Bélier, notre participation est portée à 83,91%.

Augmentation de capital (5 000) dans BQM entièrement souscrite par Le Bélier sur le 1er semestre 2007, portant ainsi notre participation à 99,99 %.

27/04/2007 : augmentation de capital (2 000) dans LBQ entièrement souscrite par Le Bélier, notre participation est portée à 93,19 %.

Provisions comptabilisées au cours de l'exercice à hauteur d'un total de 5 954 (dont 1 727 sur titres de participation et 4 227 sur compte courant et sur créances) afin de couvrir les pertes de la filiale italienne au 31/12/2007

Transfert de l'activité Recherche & Développement de la filiale française (F.A.B.) vers la holding, cela s'est traduit par une refacturation des frais de R&D par FAB pour un total de 2 007 dont 905 ont été comptabilisés en charges et 1 102 en immobilisations en cours.

Provision pour dépréciation de titres des filiales mexicaines au 31/12/2007 pour un montant de 12 300.

## 2. – Principes comptables.

La situation arrêtée au 31 décembre 2007, et couvrant une période de douze mois, a été élaborée et présentée conformément aux principes et méthodes comptables admis en France et identiques à ceux de l'exercice précédent.

2.1. Actifs incorporels et corporels. — Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

Licence informatique : linéaire – 2 ans.

Frais de Recherche et de Développement : Les coûts de développement répondant aux critères définis par le Plan Comptable Général sont comptabilisés en immobilisations incorporels. Les autres frais de recherche et développement sont enregistrés en charge.

Les frais de R&D sont amortis sur leur durée réelle d'utilisation, à compter de leur date de mise en service.

2.2. Immobilisations financières. — La valeur d'entrée dans le patrimoine des titres de participation est constituée par le coût d'acquisition, y compris les frais accessoires.

A la date de clôture, la valeur d'entrée est comparée avec la valeur d'inventaire. La valeur d'inventaire tient compte des perspectives d'avenir des filiales. Ces perspectives, concernant pour l'ensemble des participations des filiales de production créées, sont appréciées en fonction de la capacité de chaque filiale à atteindre, et à maintenir, au delà de la période de démarrage, un niveau normal de rentabilité mesurée en terme de capacité d'autofinancement. En cas de présence d'indicateurs de perte de valeur, ces actifs font l'objet d'une évaluation de leur rentabilité à venir à travers une projection des cash-flows futurs actualisés, permettant de déterminer une valeur d'utilité.

Si ces critères conduisent à une évaluation de la valeur d'utilité inférieure à leur valeur historique, une provision est constituée à due concurrence.

Les autres immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'entrée hors frais d'enregistrement.

2.3. Engagements de retraite / Médailles du travail. — Les engagements de retraite et assimilés ne sont pas provisionnés mais indiqués en engagements hors bilan.

Leur évaluation est effectuée selon la méthode des Unités de Crédit Projetées telle que recommandée par la norme IAS19.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes:

— Taux d'actualisation : 5,25 % pour la France

— Hypothèse de départ en retraite: à l'initiative du salarié

— Age de départ: 61 ans pour les non cadres et 62 ans pour les cadres

Les médailles du travail sont calculées et comptabilisées en provision pour risques et charges suivant la méthode des unités de crédits projetées sur la base de l'effectif présent à la clôture de l'exercice précédent.

2.4. Créances et Dettes. — Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances et dettes exprimées en monnaie étrangère (hors zone Euro) sont valorisées au cours de la devise le jour de la clôture.

Pour les créances, une provision pour dépréciation est constatée au cas par cas lorsque la créance présente des risques d'irrecouvrabilité.

## 3. – Note explicative sur les comptes de bilan.

3.1. Actif immobilisé.

3.1.1. Immobilisations incorporelles. — A hauteur de 1 102, sont immobilisés les coûts de développements dans le cadre de projets Groupe de R&D (cf faits significatifs).

3.1.2. Immobilisations financières.

— Les variations des immobilisations financières sont les suivantes :

	31/12/2006	Augmentation	Diminution	31/12/2007
LBQ (Mexique)	15 187	2 000		17 187
LBK (Serbie)	8 430	2 000		10 430
LBD (Chine)	3 446			3 446
BQM (Mexique)	3 483	5 000		8 483
BSM (Hongrie)	530			530
FAB (France)	7 681			7 681
LBC (France)	37			37
LBH (Hongrie)	1 767			1 767
LBI (Italie)	3 497			3 497

LBO (France)	100			100
SCI (France)	3 901			3 901
Titres de participation	48 059	9 000	0	57 059
SCI (France)	680		340	340
LBK (Serbie)	1 100		225	875
LBQ (Mexique)	2 917		618	2 299
FAB (France)	2 500		500	500
Avances aux filiales et aux participations	7 197	0	1 683	5 514
Autres (*)	7	0	0	7
Total	55 263	9 000	1 683	62 580

(\*) *Dépôt versé pour un VIE Russie.*

— Des provisions pour dépréciation de titres de 14 027 ont été comptabilisées comme suit :

	31/12/2006	Augmentation	Diminution	31/12/2007
Titres LBI	1 770	1 727		3 497
Titres LBQ		7 800		7 800
Titres BQM		4 500		4 500
Provision pour dépréciation des titres	1 770	14 027	0	15 797

— Le solde des avances aux filiales et aux participations se répartit ainsi :

	Total	à - 1 an	2 à 5 ans	+ 5 ans
LBK (Serbie)	875	300	575	
LBQ (Mexique)	2 299	1 431	496	372
SCI (France)	340	340		
FAB (France)	2 000	500	1 500	
Total	5 514	2 571	2 571	372

3.2. Actif circulant. — Toutes les créances d'exploitation sont à échéance de moins d'un an ;

Le poste « autres créances » enregistre notamment :

— Un crédit de TVA pour 191 sur les états français et hongrois,

— Un crédit d'impôt pour 88 (carry back 2004),

— Les avances de trésorerie consenties aux filiales du Groupe pour 14 250, dont 4 150 concernent la filiale italienne et sont dépréciés

3.3. Actions propres. — Aucune détention d'actions propres depuis que LE BELIER est sortie du contrat de liquidité le 31/03/2003.

3.4. Valeurs mobilières de placement et disponibilités. — A hauteur de 859, elles sont représentées par des soldes à vue sur comptes bancaires et caisses.

#### Immobilisations.

Immobilisations	Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Augmentations	
		par réévaluation au cours de l'exercice	acquisitions, créations, apports, vêtements
Frais établissement et de développement Total I			
Autres postes immobilisations incorporelles Total II	300 595,98		1 232 463,19
Terrains			
Dont composants			
Sur sol propre			
Constructions - sur sol d'autrui			

Installations générales		
Installations techniques, matériel, outillage industriel		
Installations générales, agencements, aménagement		
Autres immobilisations corporelles		
Matériel de transport		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	12 031,74	46 285,22
Emballages récupérables et divers		
Immobilisations corporelles en cours		
Avances et acomptes		
Total III	12 031,74	46 285,22
Participations évaluées par mise en équivalence		
Autres participations	55 257 317,13	9 000 001,09
Autres titres immobilisés		
Prêts et autres immobilisations financières	6 750,00	
Total IV	55 264 067,13	9 000 001,09
Total général (I + II + III + IV)	55 576 694,85	10 278 749,50

Immobilisations	Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice	Réévaluation légale valeur d'origine immobilière en fin d'exercice
	Par virement de poste à poste	par cession, mise HS ou mise en expérience		
Frais établissement et développement I			1 533 059,17	
Autres postes immobilisations incorporelles II				
Terrains				
Sur sol propre				
Constructions - sur sol d'autrui				
Installations générales, agencement				
Installations techniques, matériel, outillage industriel				
Installations générales, agencement				
Autres immobilisations corporelles				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mob.		2 476,14	55 840,82	
Emballages récupérés				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total III		2 476,14	55 840,82	
Participations par mise en équivalence				
Autres participations		1 683 458,47	62 573 859,75	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			6 750,00	
Total IV		1 683 458,47	62 580 609,75	
Total général (I + II + III + IV)		1 685 934,61	64 169 509,74	

Amortissements.

Immobilisations amortissables	Situations et mouvements de l'exercice des amortissements techniques			
	Amortissements début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Amortissements fin exercice
Frais établissements, développement I				
Autres immobilisations, incorporelles II	144136,09	134 480,89		278 616,98
Terrains				
Sur sol propre				
Constructions – sur sol d'autrui				
Installations générales				
Installations techniques, matériel outillage industriel				
Installations, agencements,				
Autres immobilisations corporelles				
Matériel de transport				
Matériel de bureau	6 475,65	12 913,58	2 476,14	16 913,09
Emballages récupérés				
Total III	6 475,65	1 2913,58	2 476,14	16 913,09
Total (I à III)	15 0611,74	147 394,47	2 476,14	295 530,07

Immobilisations. Amortissables	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						Mouvements amortissements fin exercice
	Dotations			Reprises			
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	
Frais établissement I							
Autres immobilisations incorporelles II							
Terrains							
Construction							
Sol propre							
Sol autrui							
Installations générales							
Installations techniques, matériel							
Autres immobilisations corporelles							
Installations - agencement							
Matériel de transport							
Matériel de bureau							
Emballages récupérés							
Total II							
Total (I à III)							
Total non ventilé							

Charges réparties	Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices			
	Montant net début exercice	Augmentations	Dotations	Montant net fin exercice
Frais d'émis. Emprunt à étaler				
Primes de remboursement obligations				

## 3.5. Capitaux propres.

## 3.5.1. Variation des capitaux propres.

	Début exercice	Affectation résultat	Résultat de l'exercice	Autres variations	Au 31/12/07
Capital social	6 632				6 632
Prime d'apport	14 727				14 727
Résultat 2006	- 293	293			-
Réserve légale	663				663
Réserves indisponibles	16				16
Autres réserves	-				-
Report à nouveau	915	- 293			623
Provision règlementée	523			- 135	388
Résultat 31/12/2007			-13 621		- 13 621
Sous total au bilan	23 183	-	-13 621	- 135	9 428
Dividendes		-			

3.5.2. Capital social. — Le capital est composé de 4 363 129 actions de 1,52 euros.

3.5.3. Option de souscription d'actions au profit des salariés. — La société n'a pas mis en place de nouveau plan d'option de souscription d'action depuis l'expiration au 30/06/05 des précédents.

3.5.4.- Provisions réglementées. — Dans le cadre de la loi sur l'épargne salariale, aucune provision pour investissement n'a été constatée du fait de l'absence d'abondement de l'entreprise versé au PEE mais une reprise de 6 relative à la provision de 2005 a été comptabilisée.

Provision pour implantation à l'étranger relative à notre investissement au Mexique a été comptabilisée en 2000 pour 645; conformément aux textes, cette provision sera reprise par cinquième à compter de 2006, soit au 31/12/07 une reprise de 129.

3.5.5. Provision pour risques et charges.

Provisions pour risques et charges	Solde ouverture 31/12/06	Dotations de la période	Reprise période (provision utilisée)	Reprise période (provision non utilisée)	Autre	Solde au 31/12/07	Nature
Provision pour perte de change	3	193				196	Change
Provision pour litige	525	165	458			232	Social
Provision pour médaille du travail	21	3		3		21	Social
Total	549	361	458	3	0	449	

## Provisions.

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant à la fin de l'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement	6 620,00		5 705,00	915
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majoration exceptionnelle. 30%				
Implantations étrang. avant 01/01/92				
Implantations étrang. après 01/01/92				
Prov. pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées	516 128,05		129 032,01	387 096,04
Total I	522 748,05		134 737,01	388 011,04

Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties clients	23 000,00		23 000,00	
Provisions pertes marchés à terme	501 528,14	165 000,33	434 028,47	232 500,00
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	3 256,55	192 533,06		195 789,61
Provisions pensions, obligations simil.	21 678,00	3 011,00	3 668,00	21 021,00
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretien et revi.				
Provisions charges s/congés à payer				
Autres prov. risques et charges		0		
<b>Total II</b>	<b>549 462,69</b>	<b>360 544,39</b>	<b>460 696,47</b>	<b>449 310,61</b>
Provisions immobilisations incorporelles				
Provisions immobilisations corporelles				
Provisions titres mis en équivalence				
Provisions titres de participation	1 771 000,00	14 027 000,00		15 798 000,00
Provisions autres immobilisations financières				
Provisions stocks et en cours				
Provisions comptes clients		77 505,00		77 505,00
Autres prov. pour dépréciation		4 150 000,00		4 150 000,00
<b>Total III</b>	<b>1 771 000,00</b>	<b>18 254 505,00</b>		<b>20 025 505,00</b>
<b>Total général (I + II + III)</b>	<b>2 843 210,74</b>	<b>18 615 049,39</b>	<b>595 433,48</b>	<b>20 862 826,65</b>
<b>Dont dotations et reprises - financières</b>		<b>244 540,33</b>	<b>460 696,47</b>	
<b>D'exploitation</b>		<b>18 369 533,06</b>		
<b>Exceptionnelles</b>			<b>134 737,01</b>	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

## 3.6. Dettes financières.

## 3.6.1. Echéance des dettes financières

	<b>Total</b>	<b>A - 1 an</b>	<b>2 à 5 ans</b>	<b>+ 5 ans</b>
Dettes bancaires à moyen terme	16 666	3 991	12 457	218
Concours bancaires courants	694	694		
Concours trésorerie groupe	31 450	31 450		
<b>Total</b>	<b>48 810</b>	<b>36 135</b>	<b>12 457</b>	<b>218</b>

## 3.6.2. Variation des dettes financières.

	<b>31/12/2006</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>31/12/2007</b>
Dettes bancaires à moyen terme	21 108		4 442	16 666
Concours bancaires courants	0	694		694
Concours trésorerie groupe	9 100	31 450	9 100	31 450
<b>Total</b>	<b>30 208</b>	<b>32 144</b>	<b>13 542</b>	<b>48 810</b>

Pas de nouvel emprunt contracté sur l'exercice 2007.

## 3.6.3. Ventilation des dettes financières à moyen terme par nature.

	<b>31/12/2007</b>	<b>31/12/2006</b>	<b>Garanties</b>
--	-------------------	-------------------	------------------

Emprunt taux fixe avec garantie	-	-	
Emprunt taux fixe sans garantie	3 545	4 600	
Emprunt taux variable avec garantie	2 710	3 413	Promesse Nantissement titres LBQ
			Nantissement titres SCI avec caution solidaire LBP
Emprunt taux variable sans garantie	10 391	13 069	
Intérêts courus	20	25	
<b>Total</b>	<b>16 666</b>	<b>21 107</b>	

Tous les emprunts sont libellés en euros.

Des emprunts à hauteur de 12 613 sont assortis de clauses de remboursement anticipé liées à des ratios de structure financière. Le montant des emprunts concernés par des clauses susceptibles d'être mises en oeuvre au 31/12/07 s'élève à 12 077.

3.7. Dettes d'exploitation. — Toutes les dettes d'exploitation sont à échéance de moins d'un an.

3.8. Dettes sur immobilisation. — A hauteur de 750, elles représentent le solde d'augmentations de titres de participations non versés au 31/12/2007.

#### 4. – Renseignements concernant les postes du compte de résultat.

4.1. Chiffre d'affaires. — LE BELIER, en tant que tête de groupe, assure une fonction de direction pour le compte de ses filiales. Les frais de groupe qu'elle refacture à ses filiales en rémunération de cette fonction lui assure l'essentiel de son chiffre d'affaires.

	<b>Pays</b>	<b>Au 31/12/07</b>	<b>Au 31/12/06</b>
UE	France	2 615	3 040
	Italie	864	1 118
	Hongrie	6 772	6 270
Hors UE	Chine	477	717
	Mexique	3 349	2 680
	Serbie	1 406	908
<b>Total</b>		<b>15 483</b>	<b>14 733</b>

4.2. Autres produits d'exploitation. — A hauteur de 436 une reprise sur litiges salariaux ainsi qu'une reprise de 23 sur litige d'un fournisseur serbe. A hauteur de 62, les transferts de charges groupe.

4.3. Autres achats et charges. — Ce poste enregistre principalement des frais de R&D liés aux transferts de cette activité de FAB vers la holding, des achats de délégation de personnel, ainsi que des frais de déplacement, des honoraires dans le cadre de missions et d'études et des assurances. Par ailleurs, ce poste enregistre aussi les achats pour revente de l'exercice relatifs aux loyers de crédits baux mis en place pour le financement du système d'information. Ils sont refacturés en sus de la filiale française bénéficiaire en premier lieu aux filiales italienne, hongroise et mexicaines.

4.4. Impôts et taxes. — Aucun événement significatif n'est intervenu au cours de l'exercice.

4.5. Salaires et charges sociales. — Il n'a pas été calculé d'intéressement au vue des résultats du groupe et de l'accord d'intéressement en vigueur.

4.6. Effectifs fin de période.

<b>Effectif au 31/12/07</b>	<b>Ouvriers</b>	<b>Cadres</b>	<b>E.T.A.M.</b>	<b>Total</b>	<b>Rappel 31/12/06</b>
Hommes	-	56	13	69	67
Femmes	-	11	13	24	29
<b>Total</b>	-	<b>67</b>	<b>26</b>	<b>93</b>	<b>96</b>

4.7. Autres charges d'exploitation. — Ce poste enregistre une provision à hauteur de 165 suite aux départs de certains salariés ainsi qu'une provision pour dépréciation de créances commerciales de 78 sur notre filiale italienne.

4.8. Résultat financier.

	<b>31/12/07</b>	<b>31/12/06</b>



Dividendes reçus des filiales	4 495	2 247
Intérêts facturés aux filiales	411	479
Autres produits financiers et gains de change	526	558
	5 432	3 284
Dotation aux amortissements et aux provisions pour Dépréciation d'immobilisations financières	14 027	1 768
Dotation aux amortissements et aux provisions pour risques et charges financières	4 150	-
Intérêts des emprunts	887	822
Intérêts sur concours courants	1 121	178
Autres charges financières et perte de change	318	2 386
	20 503	5 154

Le résultat financier enregistre principalement les dépréciations de titres des filiales italienne et mexicaines ainsi qu'une provision sur le compte courant avec la filiale italienne pour 4 150. Il enregistre également 1 111 de charges d'intérêt sur concours bancaires groupe.

4.9. Résultat exceptionnel. — Le produit exceptionnel correspond pour 6 à la reprise de la provision pour investissement 2005 et pour 129 à la reprise par cinquième à compter de 2006 sur provision pour implantation à l'étranger relative à notre investissement au Mexique pour 645.

4.10. Impôt sur les bénéfices.

— Ventilation de l'impôt :

	Courant	Exceptionnel	Total
Résultat comptable avant impôt	-13 755 327	134 571	-13 620 756
Différences permanentes	-4 211 582	-	-4 211 582
Différences temporaires	14 323 690	-	14 323 690
Base taxable	-3 643 219	134 571	-3 508 648
Base carry back	-	-	-
Création report déficitaire	3 508 648	-	3 508 648
Résultat fiscal	-134 571	134 571	-
IS à 33,33 % théorique	44 852	-44 852	-
IS reporté en avant	-	-	-
IFA perdu	-	-	-
Carry back	-	-	-
Résultat net	-13 710 474	89 718	-13 620 756

Accroissement ou allègement de la dette future d'impôt :

Nature des différences	31/12/2007	31/12/2006
Accroissements		
Provision pour implantation étranger Mexique	387	516
Provision pour investissement	7	7
Base totale	394	523
Accroissement de la dette future d'impôt	131	174
Charges non déductibles temporairement		
Provision pertes de change	193	3
Congés payés	-	-
Effort construction	22	20
Organic	24	19
Participation	-	-
Charges déduites (produits imposés) fiscalement mais non encore comptablement		

Ecart sur valeur liquidative / OPCVM	-	-
Ecart sur valeur liquidative / SWAP	115	-
Ecart de conversion actif	- 196	- 3
Ecart de conversion passif	-	37
Autres allègements futurs		
Déficits reportables en avant	6 517	3 008
Moins values à long terme	-	-
Base totale	6 675	3 084
Allègement de la dette future d'impôt	2 225	1 028

LE BELIER « Tête de groupe » applique le régime de l'intégration fiscale avec ses filiales Fonderies et Ateliers du Béliet et Le Béliet Commercialisation depuis le 01/01/2006 et LBO depuis le 01/01/2005.

4.11. Evénements postérieurs à la date de clôture. — Aucun élément significatif n'est intervenu depuis le 31/12/07.

4.12. Rémunération des dirigeants. — En raison de leurs fonctions de membre du Conseil d'Administration, ces derniers ont perçu une rémunération de 522, et des jetons de présence pour 40.

5. Informations diverses.

5.1. Engagements hors bilan.

	31/12/2007	31/12/2006
Engagements donnés		
Effets escomptés non échus	-	-
Avals et cautions (au profit de filiales)	44 312	10 776
Avals et cautions (au profit de tiers hors groupe)	-	-
Dettes assorties de garanties		
Promesse de nantissement	162	272
Engagements autres		
Nantissement de titres de participation	2 548	3 142
Nantissement de police COFACE (au profit des banques)	224	552
Crédit bail	528	593
Engagement de substitution	2 209	3 782
Blocage d'avances aux filiales	1 245	1 600
Couverture de taux et de change	6 920	8 686
Avantages postérieurs à l'emploi		
Calculé sur la base de la méthode rétrospective avec salaires de fin de carrière et anciennetés actuelles, charges sociales non incluses	1 088	1 083
Engagements reçus		
Par des tiers – remboursement dettes	2 548	3 142
Autorisation de crédit moyen terme non utilisé	-	-
Garantie Coface (investissement Serbie)	4 351	4 351
Garantie Sofaris (investissement Mexique)	-	1 524

5.2. Exposition au risque de change. — Les actifs valorisés en devise correspondent aux titres de participation. Toutes les créances et les dettes sont en devises de la zone Euro à l'exception d'une créance commerciale de 2 154 KUSD sur la filiale LBQ, 320 KUSD sur la filiale LBD, et d'une dette commerciale de 484 KUSD sur la filiale BQM.

5.3. Filiales et participations.

Filiales et participations au 31/12/2007 (en milliers d'euros)	Devises	Cours moyen (en euros)	Cours clôture (en euros)	Capital	Réserves et report à nouveau hors provisions réglementées et avant affectation des résultats	Quote part détenue	Valeurs comptables des titres détenus	
							Brute	Nette

Fonderies et ateliers du BELIER	EUR	1	1	2 574	2 637	99,99%	7 681	7 681
Activité : Fonderie d'Alliages légers								
LE BELIER HONGRIE	HUF	251,3259	253,35	4 602	40 080	40,50%	1 767	1 767
Activité : Fonderie d'Alliages légers								
LE BELIER DALIAN	CNY	10,4153	10,6669	4 311	1 615	80,51%	3 446	3 446
Activité : Fonderie d'Alliages légers								
BMP MANFREDONIA SpA	EUR	1	1	220	1 362	100,00%	3 498	3 498
Activité : Fonderie d'Alliages légers								
LBQ FOUNDRY S.A. DE C.V.	MXN	14,9676	15,9527	19 142	-9 804	93,19%	17 187	17 187
Activité : Fonderie d'Alliages légers								
BQM MACHININGS.A. DE C.V.	MXN	14,9676	15,9527	8 483	-2 887	99,99%	8 483	8 483
Activité : Usinage								
BSM MACHINING Kft	HUF	251,3259	253,35	801	3 432	57,02%	530	530
Activité : Usinage								
LE BELIER KIKINDA.0.0.	RSD	79,8967	79,2362	12 430	-4 973	83,91%	10 340	10 340
Activité : Fonderie d'Alliages légers								
LBO SARL	EUR	1	1	8	157	100,00%	100	100
Activité : Location de machines								
SCI DU PLANTIER DE LA REINE	EUR	1	1	3	-217	99,40%	4 090	4 090
Activité : Location immobilière								
LE BELIER COMMERCIALISATION	EUR	1	1	37	-6	100,00%	37	37

Filiales et participations au 31/12/2007 (en milliers d'euros)	Prêts et avances consenties non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes (converti au cours moyen au 31/12/2007)	Résultat (converti au cours moyen au 31/12/2007)	Dividendes encaissés par la société dans l'exercice
Fonderies et ateliers du BELIER Activité : Fonderie d'Alliages légers	2 000	1 352	49 215	2 380	Néant
LE BELIER HONGRIE Activité : Fonderie d'Alliages légers	Néant	34 407	138 057	7 687	4 495
LE BELIER DALIAN Activité : Fonderie d'Alliages légers	Néant	Néant	9 367	966	Néant
BMP MANFREDONIA SpA Activité : Fonderie d'Alliages légers	Néant	1 569	18 000	-3 999	Néant

LBQ FOUNDRY S.A. DE C.V. Activité : Fonderie d'Alliages légers	2 299	7 142	35 515	-3 875	Néant
BQM MACHINING S.A. DE C.V. Activité : Usinage	Néant	Néant	12 649	-3 148	Néant
BSM MACHINING Kft Activité : Usinage	Néant	Néant	19 908	-1 027	Néant
LE BELIER KIKINDA.0.0. Activité : Fonderie derie d'Alliages légers	875	230	22 468	-882	Néant
LBO SARL Activité : Location de machines	Néant	Néant	3 437	31	Néant
SCI DU PLANTIER DE LA REINE Activité : Location immobilière	340	Néant	1 081	208	Néant
LE BELIER COMMERCIALISATION	Néant	Néant	0	-1	Néant

## 5.4. Entreprises liées.

— Bilan:

(En milliers d'euros)	Montants au 31/12/07	Montants au 31/12/06
Actif hors titres de participation		
Créances sur participation	5 514	7 197
Clients	3 857	3 381
Autres créances	-	-
Passif		
Emprunts et dettes	-	-
Fournisseurs	493	277
Autres dettes et régularisations	-	-

— Compte de résultat:

(En milliers d'euros)	Montants au 31/12/07	Montants au 31/12/06
Ventes	15 469	14 731
Achats		
Autres achats et charges externes	1 609	762
Frais financiers	1 111	
Produits financiers	5 364	2 726

## 6. – Tableau de financement.

(Hors variation BFR - Trésorerie)	2007	2006	2005	2004
	Réel	Réel	Réel	Réel
Emplois				
Investissements (participations et CCA)	10 276	15 500	18 117	8 264
Remboursement emprunt	4 437	4 508	2 830	1 480
Réduction capitaux propres	-	-	-	-
Dividendes	-	-	2 094	2 057
	14 713	20 008	23 042	11 801

Ressources				
Capacité d'autofinancement	4 545	1 521	- 400	4 016
Désinvestissements (remboursement CCA)	1 683	3 711	4 118	2 534
Augmentation du capital	-	-	-	10 005
Emprunts nouveaux	-	-	17 370	5 136
OBSAR	-	-	-	
	6 228	5 232	21 087	21 690
Ressources nettes				9 890
Emplois nets	8 485	14 776	1 954	

## B. — Comptes consolidés au 31/12/2007.

### I. — Bilan consolidé normes IFRS.

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2007 Normes IFRS	31/12/2006 Normes IFRS	31/12/2005 Normes IFRS
<b>Actifs non-courants</b>				
Goodwill	4.2.1	550	550	778
Autres immobilisations incorporelles	4.2.2; 4.2.3	2 251	1 941	1 451
Immobilisations corporelles	4.2.2; 4.2.3; 4.2.4	81 231	89 603	95 508
Dont Terrains		3 116	3 798	3 809
Dont Constructions		22 471	26 496	21 902
Dont Matériel industriel		46 808	52 314	57 443
Dont autres immobilisations corporelles		8 836	6 995	12 354
Participations entreprises associées			0	0
Titres disponibles à la vente			0	0
Autres actifs financiers non courants		377	434	89
Actifs d'impôts différés	4.2.12	386	0	0
		84 795	92 528	97 826
<b>Actifs courants</b>				
Stocks et en-cours	4.2.5; 4.2.8	30 686	29 877	26 950
Clients et comptes rattachés	4.2.6; 4.2.8	48 762	49 089	47 714
Autres actifs courants	4.2.7	15 776	15 204	17 659
Actif d'impôt courant		899	1 769	3 276
Trésorerie et équivalent de trésorerie	4.2.9	19 246	24 116	23 971
Instruments financiers	4.2.9	199	60	30
Actifs destinés à être cédés			0	0
		115 568	120 115	119 600
<b>Total actif</b>		<b>200 363</b>	<b>212 643</b>	<b>217 426</b>
<b>Passif</b>				
Capitaux propres	4.2.10			
Capital émis		6 632	6 632	6 632
Autres réserves		44 611	47 783	58 182

Ecart de conversion		-1 874	311	1 755
Titres en autocontrôle				0
Résultat de l'exercice		-6 866	-3 236	-10 919
Intérêts minoritaires			0	0
		42 503	51 490	55 650
Passifs non courants				
Emprunts et dettes financières à long terme	4.2.11	54 682	56 779	53 254
Passif d'impôts différés	4.2.12	1 288	1 469	1 355
Provisions non courantes	4.2.13	2 719	3 545	3 750
Autres passifs non courants	4.2.14	1 180	1 873	1 699
		59 869	63 666	60 058
Passifs courants				
Fournisseurs et comptes rattachés	4.2.15	41 307	40 652	36 289
Emprunts à court terme	4.2.16	14 611	13 821	17 101
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	4.2.11	20 088	19 586	16 492
Passif d'impôts courants		0		1 431
Provisions - courantes	4.2.13	1 536	2 324	6 541
Instruments financiers		3 520	2 705	39
Autres passifs courants	4.2.15	16 929	18 399	23 825
Passifs concernant des actifs destinés à être cédés				
		97 991	97 487	101 718
Total capitaux propres et passifs		200 363	212 643	217 426

## II. — Compte de résultat consolidé Normes IFRS.

(En milliers d'euros.)

	Notes	2007 Normes Normes IFRS	2006 Normes Normes IFRS	2005 Normes Normes IFRS
Chiffre d'affaires	4.1.1; 5.1	246 775	220 285	190 438
Autres produits de l'activité		958	760	2 200
Produits des activités ordinaires		247 733	221 045	192 638
Achats consommés		-126 610	-108 149	-83 485
Charges de personnel	4.1.2	-47 399	-45 603	-48 054
Charges externes		-49 906	-45 320	-41 701
Impôts et taxes		-4 076	-3 773	-3 149
Dotations nettes aux amortissements et provisions sur immobilisations	4.1.3	-18 858	-18 019	-17 465
Dotations nettes aux provisions	4.1.3	-394	119	-879
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		2 397	1 477	1 659
Autres produits et charges d'exploitation		139	-109	-251
Résultat opérationnel courant		3 026	1 668	-687
Autres produits et charges opérationnels	4.1.5	-4 453	1 398	-7 454
Résultat opérationnel		-1 427	3 066	-8 141
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie..	4.1.6	707	1 103	567

Coût de l'endettement financier brut	4.1.6	-4 835	-4 556	-3 120
Coût de l'endettement financier net		-4 128	-3 453	-2 553
Autres produits et charges financiers	4.1.6	-243	-1 766	1 238
Charge d'impôt	4.1.7	-1 068	-1 083	-1 463
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence			0	0
Résultat net des activités poursuivies		-6 866	-3 236	-10 919
Résultat net d'impôt des activités abandonnées			0	0
Résultat net de la période		-6 866	-3 236	-10 919
Part du groupe		-6 866	-3 236	-10 919
Intérêts minoritaires			0	0
Résultat net par action	4.1.8	-1,57	-0,74	-2,5
Résultat net dilué par action	4.1.8	-1,57	-0,74	-2,5

### III. — Variation des capitaux propres consolidés IFRS.

(En milliers d'euros)	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Ecart de conversion	Autres produits et charges enregistrés directement en capitaux propres	Contribution groupe	Intérêts hors groupe	Total
Capitaux propres au 31/12/2005	6 632	14 530	32 771	1 755	-38	55 650	0	55 650
Ecarts actuariels					213	213		213
Ecarts de conversion			248	-1 444		-1 196		-1 196
Variation de valeur d'instruments financiers					65	65		65
Sous total produits et charges enregistrés directement en capitaux propres	0	0	248	-1 444	278	-918	0	-918
Résultat exercice 2006			-3 236			-3 236		-3 236
Total produits et charges comptabilisés	0	0	-2 988	-1 444	278	-4 154	0	-4 154
Dividendes versés						0		0
Autres variations			-6			-6		-6
Capitaux propres au 31/12/2006	6 632	14 530	29 777	311	240	51 490	0	51 490
Ecarts actuariels					24	24		24
Ecarts de conversion				-2 185		-2 185		-2 185
Variation de valeur d'instruments Financiers					50	50		50
Sous total produits et charges enregistrés directement en capitaux propres	0	0	0	-2 185	74	-2 111	0	-2 111
Résultat exercice 2007			-6 866			-6 866		-6 866
Total produits et charges comptabilisés	0	0	-6 866	-2 185	74	-8 977	0	-8 977
Dividendes versés						0		0
Autres variations			-10			-10		-10

Capitaux propres au 31/12/2007	6 632	14 530	22 901	-1 874	314	42 503	0	42 503
--------------------------------	-------	--------	--------	--------	-----	--------	---	--------

## IV. — Tableau des flux de trésorerie.

(En milliers d'euros)	Année 2007 IFRS	Année 2006 IFRS	Année 2005 IFRS
Opérations d'exploitation			
Résultat net consolidé	-6 866	-3 236	-10 919
Elimination des transactions sans incidence sur la trésorerie			
Amortissements et provisions	19 944	13 328	24 805
Neutralisation coût restructuration Italie (1)	313		
Variation des impôts différés	-637	100	-424
Reprise de subvention d'investissement	-701	-631	-966
Plus et moins values de cession d'immobilisations	80	260	692
Part des minoritaires dans le résultat des sociétés intégrées			0
Capacité d'autofinancement	12 133	9 821	13 188
Incidence de la variation des décalages de trésorerie			
Variation du besoin en fond de roulement	-2 901	-1 763	-4 365
Flux de trésorerie provenant de (affecté à) l'exploitation (A)	9 232	8 058	8 823
Opérations d'investissement			
Décassement provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-17 677	-16 789	-33 499
Encaissements résultant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	2 151	804	174
Variations des immobilisations financières	69	-338	19
Subventions d'investissements reçues		789	671
Trésorerie nette affectée aux acquisitions et cessions de filiales (variation de périmètre)			0
Flux de trésorerie provenant des (affecté aux) opérations d'investissements (B)	-15 457	-15 534	-32 635
Opérations de financement			
Sommes reçues des actionnaires suite à une augmentation de capital		0	0
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		0	-2 094
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		0	0
Encaissements / Remboursements d'emprunts	581	10 922	15 940
Avances reçues des tiers			
Flux de trésorerie provenant des (affecté aux) opérations de financement (C)	581	10 922	13 846
Incidence du changement de périmètre (E)			
Incidence des variations nettes de taux de change - écart de conversion (D)	-16	-21	-276
Variation de trésorerie nette (A+B+C+D+E)	-5 660	3 425	-10 242
Trésorerie à l'ouverture (F)	10 295	6 870	17 112
Trésorerie à la clôture (A+B+C+D+E+F)	4 635	10 295	6 870



## V. — Notes annexes aux états financiers consolidés au 31 décembre 2007.

### 1. — Périmètre de consolidation.

#### 1.1. Liste des entreprises consolidées.

Entreprises (Activité)	Abréviation	Siège	n° Siret	% de Contrôle	% d'intérêt du groupe
Le Bélier (Holding)		Plantier de la Reine-Vérac(33) France	39362977900017	100%	100%
Fonderies et Ateliers du Bélier (Fonderie d'alliages légers)	FAB	Vérac (33) France	59615014400019	100%	100%
Le Bélier Dalian (Fonderie d'alliages légers)	LBD	Dalian - Chine	Etrangère	100%	100%
BMP Manfredonia S.p.A. (Fonderie d'alliages légers)	BMP	Manfredonia - Italie	Etrangère	100%	100%
Le Bélier Hongrie (Fonderie d'alliages légers)	LBH	Ajka - Hongrie	Etrangère	100%	100%
BS Hungary Machining Ltd (Usinage)	BSM	Szolnok - Hongrie	Etrangère	100%	100%
LBQ Foudnry S.A. de C.V. (Fonderie d'alliages légers)	LBQ	Quérétaro - Mexique	Etrangère	100%	100%
BQ Maching S.A. de C.V. (Usinage)	BQM	Quérétaro - Mexique	Etrangère	100%	100%
Le Bélier Kikinda (Fonderies d'alliages légers)	LBK	Kikinda- Serbie	Etrangère	100%	100%
Le Bélier Commercialisation		Plantier de la Reine-Vérac(33) France	48776216300011	100%	100%
LBO (Location machines)	LBO	Plantier de la Reine-Vérac(33) France	40307761300012	100%	100%
SCI du Plantier de la Reine (Location immobilière)	SCI	Plantier de la Reine-Vérac(33) France	41173559000019	100%	100%

LE BELIER a une activité de Holding active rendant des prestations de services au profit du Groupe.

Les autres filiales consolidées ont une activité de fabrication de pièces en aluminium destinées aux équipementiers et constructeurs de moyens de transport, à l'exception de LBO qui a une activité de location de machines, d'une société immobilière et d'une société de commercialisation.

La sarl LBO a pour objet de financer en général en crédit bail des investissements réalisés dans le cadre de contrats pluriannuels de fourniture de pièces usinées (marchés dits adossés). Selon les termes des contrats, les clients pour lesquels ces investissements sont réalisés par le Groupe (investissements pour le compte de clients) ont la charge intégrale et définitive du coût des investissements majoré des dépenses de possession, d'exploitation et de maintenance, et cela, indépendamment du nombre de pièces produites sur la durée du contrat.

La société LBO est intégrée à 100% en consolidation depuis le 1er janvier 2002.

La société SCI du Plantier de la Reine a pour objet de louer des immeubles aux sociétés françaises.

La société Le Bélier Commercialisation a pour objet la commercialisation de pièces de fonderie en alliage d'aluminium usinées ou non.

1.2. Variations du périmètre de consolidation. — Aucune variation du périmètre de consolidation au 31 décembre 2007.

1.3. Entreprises non consolidées. — Néant.

### 2. — Principes et méthodes comptables.

2.1. Principes et modalités de consolidation.

2.1.1. Méthode de consolidation. — Toutes les sociétés du périmètre de consolidation sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

2.1.2. Date de clôture. — Toutes les sociétés consolidées ont clôturé leurs comptes au 31 décembre 2007.

2.2. Principes comptables et méthodes d'évaluation.

Référentiel et principes comptables. — Les comptes consolidés de l'exercice 2007 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) adoptées au niveau européen, en application du règlement 1606/2002 du Conseil européen du 19 juillet 2002.

Le groupe avait retenu l'option de comptabiliser dès le 31 décembre 2005 une provision pour restructuration d'un montant de 4,8 M€EUR, bien que l'application stricte de la norme IAS37 aurait conduit à reporter sa comptabilisation sur le premier semestre 2006.

Jugements et estimations. — La préparation des états financiers du Groupe requiert le recours du management, à des jugements, estimations et hypothèses, qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ceci concerne notamment les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur; l'évaluation des engagements de retraite, l'évaluation des provisions (restructuration notamment), les durées d'utilisation des immobilisations, les impôts différés, les engagements.

Ces estimations sont établies en fonction des informations disponibles lors de la préparation des comptes. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les éléments réels peuvent différer des estimés comptabilisés.

Les principales hypothèses relatives à des événements futurs, et autres sources d'incertitude liées au recours à des estimations à la date de clôture, dont les changements au cours d'un exercice pourraient entraîner un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d'actifs et de passifs, concernent notamment les dépréciations d'actifs non financiers et les actifs d'impôts différés (cf infra).

Changements de méthode comptable.

Les méthodes comptables adoptées sont cohérentes avec celles de l'exercice précédent, à l'exception des points suivants : Au cours de l'exercice, le Groupe a adopté les nouvelles normes et amendements IFRS ainsi que les nouvelles interprétations IFRIC présentés ci-dessous. L'adoption de ces normes et interprétations révisées n'a pas eu d'impact sur la performance ou la situation financière du Groupe. Toutefois, elles ont engendré des notes annexes complémentaires, incluant dans certains cas, une révision des méthodes comptables.

IFRS 7	Instruments Financiers : Informations à Fournir
IAS 1	Amendement: Présentation des Etats Financiers
IFRIC 8	Champ d'Application d'IFRS 2
IFRIC 9	Réévaluation des Dérivés Incorporés
IFRIC 10	Information Financière Intermédiaire et Pertes de Valeur (dépréciation)

Seule l'application d'IFRS 7 Instruments Financiers – Informations à Fournir a eu une incidence sur les états financiers du Groupe. En effet, bien que sans incidence sur la performance ou la situation financière, cette norme requiert que les notes annexes permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer le caractère significatif des instruments financiers du Groupe ainsi que la nature et l'étendue des risques liés à ces instruments financiers.

Textes ou projets de normes en cours pouvant faire l'objet d'une application anticipée. — Les états financiers de Le Bélier au 31 décembre 2007 n'intègrent pas les éventuels impacts des normes et interprétations publiées au 31 décembre 2007 mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter des exercices ouverts à partir du 1er janvier 2008. Ainsi Le Bélier n'a pas appliqué par anticipation la norme IFRS 8 "Secteurs opérationnels" qui entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2009. Le groupe envisage de l'appliquer pour la première fois au 1er janvier 2009.

2.2.1. Présentation des états financiers.

Présentation du bilan. — Conformément à la norme IAS 1 (Présentation des états financiers), le bilan présente distinctement les actifs et les passifs courants des actifs et passifs non courants. Les actifs et passifs liés au cycle d'exploitation ainsi que ceux dont la maturité est inférieure à douze mois à la date de la clôture sont classés en courants, les autres en non courants.

Présentation du compte de résultat. — Conformément à la recommandation 2004-R-02 du Conseil National de la Comptabilité, le groupe a opté pour une présentation du compte de résultat par nature.

2.2.2. Immobilisations.

2.2.2.1 Autres immobilisations incorporelles. — Seuls les actifs incorporels répondant à la définition de la norme IAS 38 sont maintenus au bilan.

Le poste « Autres immobilisations incorporelles » concerne principalement des logiciels acquis ou développés en interne ou des coûts de recherche et développement.

Les frais de recherche et les frais de développement ne répondant pas à la norme IAS 38 sont enregistrés en charges de l'exercice sur lequel ils sont encourus. Les immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, qui ne dépasse pas 5 ans.

Le groupe ne dispose pas de fonds de commerce issus de regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2004, ni de frais d'établissement, ni de marques.

2.2.2.2. Immobilisations corporelles. — Conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « première application des normes IFRS », le Groupe a choisi de réévaluer à leur juste valeur présumée correspondre au nouveau coût historique amorti certaines catégories d'immobilisations corporelles dans le bilan d'ouverture du 1er janvier 2004.

Ces réévaluations se sont appuyées sur l'expertise d'un cabinet indépendant. Elles ont porté sur tous les actifs faisant l'objet d'une approche par composant, et sur l'immobilier, lui-même approché par composant, excepté sur les actifs de Chine et de Serbie, non significatifs à l'ouverture au 1er janvier 2004 en terme de valeur d'immobilisation.

La valeur brute des immobilisations correspond à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production comprenant les charges directes et indirectes de production sur la base de l'activité normale. Ce coût comprend notamment les droits de mutations, honoraires, commissions et frais d'actes attribuables à l'acquisition ou la construction des actifs. Les coûts d'emprunts sont exclus du coût d'entrée des immobilisations.

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition et sous déduction éventuelle d'une valeur résiduelle. A ce titre, le mode d'amortissement linéaire est retenu.

Par ailleurs, le Groupe a analysé l'ensemble de ses processus industriels et a isolé parmi les équipements industriels les composants majeurs devant faire l'objet d'un plan d'amortissement spécifique.

Principales durées d'amortissement et méthodes :

Principales durée d'amortissement et méthodes	Durée	Amortissement Economique
Frais recherche-développement	5 ans	Linéaire
Concessions – brevets – licences	5 ans	Linéaire
Sauf logiciel standards et spécifiques	3 ans	Linéaire

Constructions – Aménagements bâtiments	25 ans	Linéaire
Géré en composants		
Gros oeuvre	40 ans	Linéaire
Couverture	25 ans	Linéaire
Réseaux IGT	15 ans	Linéaire
Aménagements intérieurs	20 ans	Linéaire
Rénovation de bâtiments anciens	15 ans	Linéaire
Matériel industriel, cas général	6 ans 2/3	Linéaire
Sauf matériel industriel géré par composants	5 à 15 ans (fonction des composants)	Linéaire
Moules de productivité	3 ans	Linéaire
Matériel transport	5 ans	Linéaire
Autres immobilisations corporelles non industrielles	4 ans	Linéaire
Matériel informatique	2 ans	Linéaire

Le Groupe procède annuellement à la révision des plans d'amortissement en fonction des durées d'utilité effectives de ses actifs corporels. Les biens financés par location financière sont comptabilisés en immobilisations à l'actif du bilan comme s'ils avaient été financés par emprunt lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens.

Conformément à la norme IAS 17, les critères d'appréciation des contrats sont :

- Le rapport entre les durées d'utilité des biens pris en location et la durée du contrat,
- La comparaison entre les paiements futurs et la juste valeur du bien,
- L'existence d'une clause de transfert de propriété ou d'option d'achat,
- Le caractère spécifique de l'actif.

Les immobilisations significatives cédées dans le cadre d'un contrat de lease-back sont conservées à l'actif pour leur valeur d'origine et continuent d'être amorties. Les engagements correspondants à l'égard des bailleurs sont comptabilisés en dettes financières. Les redevances sont ventilées en remboursements de dettes et en coût de l'endettement financier.

2.2.3. Dépréciation des actifs. — Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture.

La notion de perte de valeur des actifs s'applique, conformément aux normes IFRS, au concept des unités génératrices de trésorerie (UGT). Les UGT du Groupe Le Bélier sont basées sur l'organisation opérationnelle par activité. Elles représentent les plus petits groupes d'actifs dont l'utilisation continue génère des cash-flows largement indépendants de ceux générés par d'autres groupes d'actifs.

Les actifs immobilisés, incorporels et corporels, font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou des circonstances intervenus au cours de la période (obsolescence, dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions, chute des revenus et autres indicateurs externes...), leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La juste valeur nette des coûts de sortie est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente nette des coûts de sortie lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Cette estimation est déterminée sur la base des informations de marché disponibles en considérant les situations particulières.

Les tests de dépréciation sont réalisés par actif ou par groupe d'actifs en comparant leur valeur recouvrable et leur valeur nette comptable. Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable.

La perte de valeur peut faire l'objet d'une reprise dans la limite de la valeur comptable qui aurait été celle du bien en l'absence de toute constatation de perte de valeur sur les exercices précédents.

La valeur d'utilité retenue par le Groupe correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur sortie. Elle est appréciée par les flux de trésorerie futurs actualisés des UGT, incluant les goodwill. Ils sont déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction du Groupe.

2.2.4. Stocks. — En application de la norme IAS 2, les stocks sont évalués au plus bas de leur coût ou de leur valeur nette de réalisation.

Les marchandises et les approvisionnements sont évalués à leur coût d'acquisition comprenant le prix d'achat et les frais accessoires,

Les produits et travaux en cours sont évalués à leur coût de fabrication comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production sur la base de l'activité normale,

Concernant les produits finis, les en-cours d'outillages et les en-cours de pièces : la valorisation est déterminée soit au prix de revient soit à la valeur réalisable, lorsque celle-ci lui est inférieure.

Les principes appliqués en matière de dépréciation sont les suivants : Pour les matières premières, fournitures, matières consommables, emballages, et produits finis : une dépréciation est constituée qui tient compte d'une possible valeur nette de réalisation, ou à défaut, de critères de rotation lente.

2.2.5. Actifs et passifs financiers – Instruments financiers.

2.2.5.1 Actifs financiers. — Les actifs financiers inclus dans le champ d'application d'IAS 39 sont classés, selon le cas, en actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat, en prêts et créances, en placements détenus jusqu'à leur échéance ou en actifs financiers disponibles à la vente. Le Groupe détermine la classification de ses actifs financiers lors de leur comptabilisation initiale et, lorsque cela est autorisé et approprié, revoit cette classification à chaque clôture annuelle.

Le Groupe ne possède pas de placements détenus jusqu'à leur échéance ni d'actifs financiers disponibles à la vente.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est constatée, cas par cas, lorsque la créance présente des risques d'irrecouvrabilité.

Les encours de financement des créances commerciales sont inclus dans le poste clients avec pour contrepartie une dette financière en concours bancaires courants.

#### 2.2.5.2. Emprunts bancaires.

Emprunts portant intérêts : Tous les emprunts sont initialement enregistrés à la juste valeur, diminuée des coûts de transaction directement imputables, et n'ont pas été désignés comme des passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, les emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les profits et pertes sont enregistrés en résultat lorsque les dettes sont décomptabilisées, ainsi qu'au travers du mécanisme du coût amorti.

2.2.5.3. Valeurs mobilières de placement et disponibilités. — Les valeurs mobilières de placement facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur sont évaluées à leur juste valeur en date de clôture.

2.2.5.4. Instruments financiers dérivés et de couverture. — Les instruments financiers utilisés par le Groupe Le Bélier font l'objet d'une gestion centralisée et ont pour objet de réduire l'exposition au risque de change sur les flux futurs de ses transactions ainsi qu'au risque de fluctuation de taux d'intérêt sur les flux de ses emprunts et ne relèvent d'aucun objectif spéculatif.

La politique du Bélier en matière de risque de taux et de change est la suivante :

— Risque de taux :

– La politique du groupe est de favoriser les prêts à taux fixe. Si les conditions de marché ne permettent pas la réalisation de cette priorité, le prêt est indexé à un taux variable EURIBOR ou LIBOR USD,

– Le groupe utilise plusieurs types d'instruments pour optimiser ses charges financières et gérer la répartition entre dettes à taux fixe et dettes à taux variable, – Le contrat d'échange « Swap » permet au groupe d'emprunter à long terme à taux variable et d'échanger le taux de la dette ainsi levée dès son origine ou pendant la durée de l'emprunt, contre un taux fixe,

– Le plafond de taux « CAP » permet au groupe, moyennant le paiement d'une prime, de fixer une limite maximale au coût d'un emprunt libellé en taux variable.

— Risque de change :

– Risque de change sur endettement : la politique du groupe est que chaque société s'endette dans la devise de sa zone opérationnelle,

– Risque sur les flux opérationnels libellés en devise autre que la devise opérationnelle : pour les achats : néant, pour les ventes : pour mémoire, la devise de facturation pour la Hongrie et la Serbie est l'euro, pour le Mexique et pour la Chine, principalement l'USD.

Les instruments financiers sont comptabilisés à la clôture à leur juste valeur conformément à la norme IAS 39 sur la base d'une expertise extérieure. Les variations de juste valeur sont comptabilisées soit en capitaux propres pour les opérations de couverture efficace de flux et en compte de résultat pour les autres.

2.2.6. Opérations en devises. — La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères ».

En application de cette norme, les opérations libellées en monnaie étrangère sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction.

Les dettes et créances en devises sont valorisées au cours de la clôture de l'exercice et les écarts sont constatés directement en résultat financier.

2.2.7. Impôts différés. — Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » des impôts différés actifs ou passifs sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, ainsi que sur les retraitements en consolidation, selon la méthode du taux variable, au taux applicable le plus probable à la date du reversement.

Les actifs d'impôts différés sur différences temporaires ou sur déficits ne sont pas constatés lorsque leur réalisation n'est pas probable.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

2.2.8. Subventions d'investissements. — Le groupe peut bénéficier de subventions d'investissements dans le cadre de ses activités.

Ces subventions sont comptabilisées pour leur valeur brute en autres passifs non courants.

La reprise en compte de résultat est faite selon le même rythme que celui des amortissements des équipements subventionnés, en autres produits de l'activité.

2.2.9. Provisions et passifs à plus d'un an. — Des provisions sont comptabilisées dès lors qu'à la clôture d'un exercice, il existe pour le Groupe une obligation actuelle résultant d'événements passés dont il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources dans des délais ou pour des montants encore incertains à la date d'arrêt des comptes.

2.2.10. Avantages au personnel. — L'application de la norme IAS 19 relative aux avantages au personnel entraîne la comptabilisation de l'ensemble des avantages au personnel identifiés : indemnités de retraite, médailles du travail, clauses parachute.

Ces avantages au personnel font l'objet d'une évaluation actuarielle annuelle qui repose sur :

— Des hypothèses en matière d'inflation, de hausse des salaires, de rendement des actifs ou de taux utilisés pour actualiser les obligations, hypothèses qui évoluent d'une année par rapport à l'autre ;

— Les écarts constatés entre ces hypothèses et la réalité.

Les montants bruts de ces avantages sont enregistrés au bilan en provisions à long terme, les variations de l'exercice sont comptabilisées au compte de résultat en « dotations nettes aux provisions » d'une part, et en « autres produits et charges financières » d'autre part pour le montant correspondant au coût financier, à l'exception des écarts actuariels qui sont comptabilisés en capitaux propres

2.2.11 Rémunérations à base d'actions. — En ce qui concerne les stock options, la norme IFRS 2 prévoit, entre autres, la comptabilisation en charges de personnel des avantages liés aux plans de stock options accordés postérieurement au 7 novembre 2002. Aucun plan n'a été accordé postérieurement à cette date

2.2.12 Produits. — Pour les pièces, les produits sont constatés à la livraison, ou bien à la consommation dans les cas des stocks dépôt consignation.

Pour les outillages, les produits sont enregistrés à l'acceptation des pièces-type par le client.

Ces produits sont enregistrés en chiffre d'affaires.

2.2.13 Autres produits et charges opérationnels. — A ce poste sont comptabilisés des produits ou charges de nature non récurrente et d'un montant significatif comme les frais de restructuration.

2.2.14 Résultat par action. — Le résultat net par action est déterminé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions sur la période.

Le résultat net par action et instruments dilutifs est déterminé en divisant le résultat net part du groupe par la somme du nombre moyen pondéré d'actions sur la période et du nombre total d'instruments dilutifs (stocks options).

Remarque : les options levées au cours de la période sont réputées n'être levées qu'au 31 décembre de l'exercice considéré.

2.3. Arrêté des comptes. — Les comptes consolidés au 31 décembre 2007 ont été arrêtés par le conseil d'administration du Béliet du 27 mars 2008.

### 3. – Faits significatifs.

Durant l'exercice, les principales évolutions dans le groupe sont les suivantes :

— LBH (Hongrie) : Levée de deux nouveaux emprunts subventionnés auprès de K&H et EXIM Bank pour 14.400 KUSD et 15.850 KUSD, assortis d'une facilité de revolving (renouvellement de la dette moyen terme auprès de ces banques dans la limite d'une enveloppe globale de 58 MUSD). Ils ont fait l'objet de swaps en euros et à taux variable à la même date.

— BSM (Hongrie) : Fin du transfert des activités d'usinage dans un nouvel ensemble immobilier au cours du 1er semestre et cession de l'ancien bâtiment à la valeur nette comptable en septembre pour 1 200 K€.

— LBI (Italie) : Un plan de restructuration a été mis en oeuvre au cours de l'exercice avec :

– Le licenciement de 100 personnes, dans le respect de la loi italienne et des accords syndicaux et dans le cadre d'une procédure dite de « Mobilité »,

– Le transfert des activités industrielles vers le site de fonderie hongroise de LBH. Ce transfert est réalisé environ aux 2/3 à fin 2007.

– En outre, une provision pour dépréciation des actifs a été comptabilisée pour 2 343 K€ à la clôture. Ces pertes de valeur sont incluses dans les « autres charges opérationnelles ».

— LBD (Chine) : Forte croissance de l'activité par rapport à l'exercice précédent (+ 70%) et contribution positive au résultat net du groupe.

— LBQ / BQM (Mexique) : Les difficultés opérationnelles des sites mexicains apparues début 2006 ont fait l'objet d'un plan d'action soutenu, dont les premiers effets –fin 2007- seront visibles en 2008

### 4. – Notes annexes aux états financiers consolidés.

Tous les montants sont indiqués en milliers d'euros (K€).

#### 4.1. Compte de résultat consolidé.

##### 4.1.1. Chiffre d'affaires consolidé.

##### 4.1.1.1. Par zone géographique de production.

Détail par zone	Total au 31/12/2007	Total au 31/12/2006	Variation
France	47 123	55 226	-14,7%
Europe Ouest	17 073	21 008	-18,7%
Europe Est	131 164	102 439	28,0%
Sous total Europe	195 360	178 673	9,3%
Amérique	42 062	35 759	17,6%
Asie	9 353	5 853	59,8%
Sous total Hors Europe	51 415	41 612	23,6%
Total général	246 775	220 285	12,0%

##### 4.1.1.2. Par activités.

	31/12/2007	31/12/2006	Variation
Fonderies	202 516	178 939	13,2%
Usinage	22 959	19 530	17,6%
Fabrication outillages	11 075	9 685	14,4%
Autres (1)	10 225	12 131	-15,7%
Total	246 775	220 285	12,0%

(1) Prestations de services, et conformément aux usages de la profession, coûts des investissements sur marchés adossés facturés aux clients.

##### 4.1.2. Charges de personnel et effectifs des sociétés consolidées.

— Charges de personnel :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Salaires	33 683	33 047
Charges sociales	13 716	12 556
Sous total charges de personnel	47 399	45 603

— Effectifs (y compris intérimaires) :

	Fin de période		Moyen	
	31/12/2007	31/12/2006	2007	2006
Production	2 778	2 697	2 888	2 638
Administration	205	220	221	202
Logistique	25	25	27	20
Recherche et développement	56	84	53	90
Total	3 064	3 026	3 189	2 950
Dont intérimaires	105	95	147	112

4.1.3. Frais de recherche et développement. — En 2007 le montant des frais de recherche et développement directement enregistrés en résultat dans le poste Charges externes s'élève à 905.

4.1.4. Dotations nettes. — Ce poste s'analyse de la façon suivante :

	31/12/2007			31/12/2006
	Dotations	Reprise	Dotations nettes	Rappel dotations nettes
Amortissement des immobilisations	19 192		19 192	17 651
Dépréciation immobilisations	54	-388	-334	368
Sous total dotations nettes aux amortissements et dépréciation immobilisations	19 246	-388	18 858	18 019
Provision pour dépréciation client	806	-75	731	-128
Provision pour risques et charges	1 015	-1 352	-337	9
Sous total dotations nettes aux provisions	1 821	-1 427	394	-119

Remarque : les dépréciations nettes des stocks sont incluses,

— Pour les stocks de matières et consommables, dans le poste « Achats consommés » pour 268,

— Pour les stocks de produits en cours et finis, dans le poste « variation des stocks de produits encours et finis » pour 14.

4.1.5 Autres produits et charges opérationnels. — A ce poste sont comptabilisés les charges et produits relatifs aux plans de restructuration engagés depuis 2005 en France et en 2007 en Italie ainsi que les dotations et reprises d'amortissements et dépréciation d'actifs.

Ils se décomposent de la façon suivante :

	2007	2006
Plan de restructuration France (coût net)	-309	643
Impairment France		983
Perte de valeur goodwill		-228
Plan de restructuration Italie	-1801	
Impairment Italie	-2343	
Autres produits et (charges) opérationnels		
	-4 453	1 398
Dont France	-309	1 398
Dont Italie	-4 144	-

4.1.6. Résultat financier.

	2007	2006
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	707	1 103
Coût de l'endettement financier brut	-4 835	-4 556

Coût de l'endettement financier net	-4 128	-3 453
Gains de change	933	208
Pertes de change	-1 190	-1 989
Dotations financières aux provisions		3
Autres produits ou (charges) financières	14	12
Autres produits et charges financières	-243	-1 766
Résultat financier	-4 371	-5 219

## 4.1.7. Charge d'impôts.

— Ventilation de l'impôt :

	2007	2006
Charge impôt courant	-1 705	-983
Charge impôt différé	637	-100
Total charge d'impôt	-1 068	-1 083

— Renseignements sur les taux d'imposition :

	2007	2006
Chine	24%	24%
Hongrie	20%	20%
France	33,33%	33,33%
Italie	33%	33%
Mexique	28%	29%
Serbie	10%	10%

## 4.1.8. Résultat par action.

	2007	2006
Résultat net (A)	-6 866	-3 236
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action (B)	4 363 129	4 363 129
Nombre instruments dilutifs (options d'achat d'actions)	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires ajusté pour le résultat de base par action (C)	4 363 129	4 363 129
Résultat net par action (en euro) (A*1000/B)	-1,57	-0,74
Résultat net dilué par action (en euro) (A*1000/C)	-1,57	-0,74

## 4.2. Bilan consolidé.

## 4.2.1. Goodwill.

	31/12/2007	31/12/2006
Valeur brute	778	778
Perte de valeur (1)	-228	-228
Valeur nette	550	550
Valeur nette par société		
LBH	66	66
BSM	306	306
BMP	0	0

LBK	31	31
LBO	147	147
Total	550	550

(1) Perte de valeur du goodwill de la société BMP.

## 4.2.2. Immobilisations brutes incorporelles et corporelles (hors goodwill).

— Immobilisations brutes au 31/12/06 :

Situations et mouvements de l'exercice	31/12/05	Reclassement	Variation de périmètre (2)	Impact écart de change	Acquisitions	Cessions	31/12/06
Frais de recherche (2)	0				721		721
Concessions, brevets et marques	3 094	96		-29	504	-15	3 650
Fonds commercial	0						0
Autres immobilisations incorporelles	330					-104	226
Avances et acomptes	0				25		25
Autres immobilisations incorporelles	3 424	96		-29	1 250	-119	4 622
Terrains (1)	4 201	-739		-189	631		3 904
Constructions, aménagements (1)	31 602	2 205		-328	6 313	-48	39 744
Instruments techniques (1)	113 911	1 060		-1 022	11 625	-6 990	118 584
Autres immobilisations corporelles	6 109	-922		-39	235	-285	5 098
Sous total avant encours, avances et acomptes	155 823	1 604	0	-1 578	18 804	-7 323	167 330
Immobilisations en-cours	10 239	-97		-158	-4 672		5 312
Avances et acomptes	125			30	551		706
Immobilisations corporelles	166 187	1 507	0	-1 706	14 683	-7 323	173 348
Sous total	169 611	1 603	0	-1 735	15 933	-7 442	177 970

Y compris immobilisations financées en crédit-bail et locations financement, pour un montant de 48.703 K Euros à la clôture.

Les acquisitions de 721 portées en frais de recherche correspondent aux investissements réalisés dans le cadre de l'activité de rhéocasting.

— Immobilisations brutes au 31/12/07 :

Situations et mouvements de l'exercice	31/12/06	Reclassement	Impact écart de change	Acquisitions	Cessions	31/12/07
Frais de recherche	721			356		1 077
Concessions, brevets et marques	3 650	159	-47	725	-81	4 406
Autres immobilisations incorporelles	226					226
Avances et acomptes	25			-25		0
Autres immobilisations incorporelles	4 622	159	-47	1 056	-81	5 709
Terrains (1)	3 904	-159	-188		-325	3 232
Constructions, aménagements (1)	39 744		-637	1 868	-3 240	37 735
Installations techniques (1)	118 584	-3 334	-2 959	9 763	-1 680	120 374
Autres immobilisations corporelles	5 098	3 334	-49	639	-340	8 682
Sous total avant encours, avances et acomptes	167 330	-159	-3 833	12 270	-5 585	170 023
Immobilisations en-cours	5 312		-191	4 220		9 341
Avances et acomptes	706			-403		303



Immobilisations corporelles	173 348	-159	-4 024	16 087	-5 585	179 667
Sous total	177 970	0	-4 071	17 143	-5 666	185 376

Y compris immobilisations financées en crédit-bail et locations financement, pour un montant de 47.165 K Euros à la clôture.

#### 4.2.3. Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles (hors goodwill).

— Amortissements au 31/12/06 :

Situations et mouvements de l'exercice	31/12/05	Reclassement	Impact écart de change	Dotation amortis.	Reprise	Dotation provision dépréciation immobilisations (2)	Reprise provision dépréciation immobilisations (3)	31/12/06
Frais de recherche	0							0
Concessions, brevets et marques	1 682		-13	797	-7			2 459
Fonds commercial	4				-4			0
Autres immobilisations incorporelles	287	-45	-1	31	-50			222
Autres immobilisations incorporelles	1 973	-45	-14	828	-61	0	0	2 681
Terrains (1)	392	-299		13				106
Constructions, aménagements (1)	9 700	2 092	63	2 144	-136	402	-1 017	13 248
Installations techniques, outillage compte propre (1)	56 468	492	-219	13 925	-4 396			66 270
Autres immobilisations corporelles	4 119	-492	-25	750	-231			4 121
Immobilisations en-cours	0							0
Avances et acomptes	0							0
Immobilisations corporelles	70 679	1 793	-181	16 832	-4 763	402	-1 017	83 745
Sous total	72 652	1 748	-195	17 660	-4 824	402	-1 017	86 426

(1) Y compris immobilisations financées par crédit bail et locations financement pour un montant de 24 402 K€ à la clôture.

(2) et (3) Nous avons comptabilisé sur la période une dépréciation des bâtiments et agencements du site d'usinage hongrois pour un montant net de 368 K€ (dotation 402 et reprise de -34) qui est enregistré dans le poste « dotations nettes aux amortissements et prov. / immobilisations ». Le calcul de la dépréciation est basé sur la valeur de marché de ce bien, destiné à être cédé courant 2007.

(3) Une dépréciation a été comptabilisée en 2005 au titre de l'IAS 36 sur les constructions et aménagements en France pour un montant de 1 249 K€.

En 2006, du fait de l'utilisation effective du bâtiment, cette provision a été reprise à hauteur de 983 et enregistrée en « autres produits opérationnels » au compte de résultat.

— Amortissements au 31/12/2007 :

Situations et mouvements de l'exercice	31/12/06	Reclassement	Impact écart de change	Dotation amortissement.	Reprise	Dotation provision dépréciation immobilisations (2)	Reprise provision dépréciation immobilisations (3)	31/12/07
Frais de recherche	-							-
Concessions, brevets et marques	2 459		-27	822	-23			3 231
Autres immobilisations incorporelles	222			4				226
Autres immobilisations incorporelles	2 681	-	-27	826	-23	-	-	3 457
Terrains (1)	106			10				116
Constructions, aménagements (1)	13 248		-116	2 498	-1 377	1 399	-388	15 264
Installation techniques / Outillage compte propre (1)	66 270	-2 444	-1 170	12 482	-2 000	428		73 566

Autres immobilisations corporelles	4 121	2 444	- 63	3 376	- 442	-		9 436
Immobilisations en-cours	-					54		54
Avances et acomptes	-							-
Immobilisations corporelles	83 745	-	- 1 349	18 366	- 3 819	1 881	- 388	98 436
Sous total	86 426	-	- 1 376	19 192	- 3 842	1 881	- 388	101 893

(1) y compris immobilisations financées par crédit bail et locations financement pour un montant de 28 667 à la clôture.

(2) Une dépréciation a été comptabilisée sur la période au titre de l'IAS 36 sur les constructions en crédit-bail pour un montant de 1399 K€ et sur les matériels pour 428 en Italie. Elle est enregistrée en « autres produits opérationnels » au compte résultat.

(3) La dépréciation des bâtiments du site d'usinage hongrois, dotée en 2006, a été reprise intégralement suite à sa vente au mois de septembre 2007.

#### 4.2.4. Ventilation des immobilisations corporelles nettes par zone géographique.

	31/12/2007	31/12/2006
France	15 042	15 909
Italie	1 278	6 055
Hongrie	35 100	38 265
Serbie	7 181	6 740
Sous total Europe	58 601	66 969
Chine	3 405	2 256
Mexique	19 225	20 378
Sous total hors Europe	22 630	22 634
Total	81 231	89 603
Dont financement en crédit bail ou location financière	17099	24301

#### 4.2.5. Stocks et en-cours.

	31/12/2007	31/12/2006
Valeur brute	32 441	31 721
Provision pour dépréciation	-1 755	-1 844
Valeur nette	30 686	29 877

	31/12/2007	31/12/2006
Matières premières / approvisionnements	11 827	12 978
En cours de biens	5 699	7 134
Produits intermédiaires et finis	13 160	9 765
Total stocks	30 686	29 877

#### 4.2.6. Clients et comptes rattachés.

	31/12/2007	31/12/2006
Clients	49 791	49 236
Effets escomptés non échus & cessions créances	0	0
Valeur brute	49 791	49 236
Provision pour dépréciation	-1 029	-147
Valeur nette	48 762	49 089

Au 31 décembre, l'analyse des créances échues mais non dépréciées est résumée ci-après :

	Total	Non échues et non dépréciées	Echues et non dépréciées		60 - 90 jours	90 - 120 jours	> 120 jours
			< 30 jours	30 - 60 jours			
2007	48 762	40 003	2 871	1 484	1 020	551	2 832
2006	49 089	37 237	6 133	858	1 196	655	3 010

## 4.2.7. Actifs courants d'exploitation.

	31/12/2007	31/12/2006
Actif d'impôt courant (créance d'impôt exigible)	899	1 769
Avances fournisseurs	572	482
Créances Etat, personnel, clients	13 678	10 208
Clients marchés adossés	839	3 543
Charges d'avance	687	971
Autres actifs courants	15 776	15 204

Compte tenu des conditions financières des « marchés adossés », la créance résultant de l'engagement des clients de prendre en charge les coûts directs et indirects des investissements nécessaires à la réalisation des marchés est comptabilisée à l'actif; ce montant couvre, outre le capital des emprunts inscrits au passif l'ensemble des autres coûts de financement et l'ensemble des coûts liés au fonctionnement et à la maintenance de ces investissements sur la durée totale des contrats.

Cette créance est exigible au fur et à mesure des livraisons de pièces produites et est contractuellement soldée au plus tard à la fin du contrat quel que soit le nombre effectif de pièces produites et livrées.

La contrepartie est inscrite au passif en autres passifs courants (produits constatés d'avance) pour 839 milliers d'euros.

## 4.2.8. Variation des dépréciations d'actifs.

Provisions pour dépréciation	Solde ouverture 31/12/06	Ecart de change	Dotations	Reprises	Solde clôture 31/12/07	Base brute	% Dép.
Sur goodwill	228				228	778	29,3%
Sur immobilisations incorporelles et corporelles	652	1	1 881	-387	2 147	185 376	1,2%
Sur immobilisations financières	0				0	377	0,0%
Sur stocks et en-cours	1 844	-43	1 178	-1 224	1 755	32 441	5,4%
Sur comptes clients et créances	147	0	1 086	-75	1 158	64 437	1,8%
Total	2 871	-42	4 145	-1 686	5 288		

Nous avons comptabilisé sur la période des dépréciations d'actif du site italien pour un montant de 2 343 : immobilisations corporelles 1 827, stocks 236, comptes clients et créances 280. Ces montants sont portés en « autres produits et charges exceptionnels » dans le compte de résultat (voir 4.1.5) La dépréciation du bâtiment d'usinage hongrois a été reprise pour 387 suite à la cession de ce bien au cours de l'exercice.

## 4.2.9. Trésorerie et équivalent de trésorerie.

	31/12/2007	31/12/2006
Valeurs mobilières de placement	425	10 980
Disponibilités	18 821	13 136
Total	19 246	24 116

## — Evolution de la trésorerie nette:

	31/12/2007	31/12/2006
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	19 246	24 116
Concours bancaires courants	-14 611	-13 821

Trésorerie nette	4 635	10 295
------------------	-------	--------

— Instruments financiers actifs :

	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Instruments financiers actifs	199	60	30

#### 4.2.10. Capitaux propres.

— Capital social : Le capital est composé de 4 363 129 actions de 1,52 euros.

— Option de souscription d'actions au profit des salariés : La société n'a pas mis en place de nouveau plan d'option de souscription d'action depuis l'expiration des précédents au 30 juin 2005.

— Autocontrôle : Le groupe ne détient aucune action de la société LE BELIER.

— Dividendes payés et proposés : Aucun dividende payé ni proposé en 2006 ni en 2007.

#### 4.2.11. Emprunts et dettes financières long terme.

— Flux des dettes à terme de l'exercice :

	31/12/2006	Ecart de change	Augmentation	Diminution	31/12/2007
Emprunts long terme	76 001	- 2 165	22 009	- 21 393	74 452
Pour compte propre	74 956	- 2 165	22 009	- 20 417	74 383
Locations financières et crédit bail mobilier			140	- 2 561	6 296
Locations financières et crédit bail immobilier				- 933	7 374
Emprunts bancaires	57 932	- 2 165	21 869	- 16 923	60 713
Pour compte des clients (1)	1 045	-	-	- 976	69
Crédit bail / marché adossé	1 045			- 976	69
Emprunts divers	124	- 11	27	- 62	78
Participation des salariés et divers	124	- 11	27	- 62	78
Sous total	76 125	- 2 176	22 036	- 21 455	74 530
Avances conditionnées	240	-	-	-	240
Avance remboursable	240				240
Total	76 365	- 2 176	22 036	- 21 455	74 770

(1) Dettes intégralement couvertes par engagement de remboursement des clients.

— Ventilation des dettes par échéance :

	31/12/2007	Part courante	Part non courante	
		Échéances - 1 an	Échéances de 1 à 5 ans	Échéances + 5 ans
Emprunts long terme	74 452	20 010	49 774	4 668
pour compte propre	74 383	19 941	49 774	4 668
Locations financières et crédit bail mobilier	6 296	2 260	4 036	-
Locations financières et crédit bail immobilier	7 374	914	2 006	4 454
Emprunts bancaires	60 713	16 767	43 732	214
pour compte des clients (1)	69	69	-	-
Crédit bail / marché adossé	69	69	-	-
Emprunts divers	78	78	-	-
Participation des salariés et divers	78	78	-	-
Sous total	74 530	20 088	49 774	4 668
Avances conditionnées	240	-	240	-

Avance remboursable	240	-	240	
Total	74 770	20 088	50 014	4 668

(1) Dettes intégralement couvertes par engagement de remboursement des clients.

— Ventilation des dettes par devise de remboursement :

Devise de remboursement	31/12/2007	31/12/2006
En euros	36 445	48 892
Pour compte propre	36 376	47 847
Pour compte des clients	69	1 045
En dollar	38 325	27 473
Total	74 770	76 365

— Covenants : Dans certains contrats de prêt que le groupe a signé, il existe des clauses de remboursement anticipé liées à des ratios de structure financière. Au 31/12/07, certaines clauses sont applicables pour un montant global de 12 889 K€, liés notamment à des ratios de dettes sur capitaux propres. La part à moins d'un an s'élève à 2 965, celle à plus d'un an à 9 924. A ce jour, aucune demande d'application des clauses n'est engagée par les banques. Le groupe a mis en oeuvre les moyens nécessaires pour faire face à ces éventuels remboursements.

#### 4.2.12. Provisions.

— Flux de l'exercice :

Provisions pour risques et charges	31/12/2006	Ecart de change	Autres variations (1)	Dotations	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	31/12/2007	Motif
Clients / Fournisseurs	23	-4		327	-23		323	Litiges
Social	813			346	-545	-10	604	Litiges salariés
Avantages au personnel (2)	3 545	-5	101	342	-1 244	-20	2 719	Médailles du travail, retraites, clauses parachute
Plan de sauvegarde pour l'emploi (3)	1 156		-1	54	-600		609	
Impôts et taxes	239				-239		0	Contrôle fiscal
Environnement	93	1			-94		0	Litige sable
Total	5 869	-8	100	1 069	-2 745	-30	4 255	

(1) Les autres variations concernent les avantages au personnel et correspondent pour 167 à des charges financières comptabilisées en résultat et pour -66 à des écarts actuariels comptabilisés directement en capitaux propres.

(2) Dont une reprise de 823 liée aux départs dans le cadre du plan social italien.

Voir aussi point [4.1.5 – Autres produits et charges opérationnels](#)

(3) Voir aussi point [4.1.5 – Autres produits et charges opérationnels](#)

Il n'existe pas d'autre litige né au 31 décembre 2007, qui serait de nature à remettre en cause les états financiers au 31/12/2007.

— Échéances des provisions :

Provisions pour risques et charges	31/12/2007	Part courante	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'un an
Clients / Fournisseurs	323	323	
Social	604	604	
Avantages au personnel	2 719		2 719
Plan de sauvegarde pour l'emploi	609	609	
Impôts et taxes	-		
Environnemental	-		
Total	4 255	1 536	2 719

— Avantages au personnel : Les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite et assimilés sont les suivants :

a) Méthode d'évaluation. — L'engagement a été calculé par la méthode des Unités de Crédit Projetées telle que recommandée par la norme IAS19.

b) Hypothèses de l'évaluation :

— Hypothèses actuarielles :

Date de l'évaluation actuarielle des engagements	31/12/2007
Date d'extraction des données	31/12/2007
Table de mortalité	INSEE 00/02
Taux d'actualisation	5,25% pour la France (4,50% en 2006) et 7,50% pour la Hongrie (8,0% en 2006)

Pour la France et l'Italie, le taux d'actualisation proposé correspond au taux des obligations d'entreprises notées AA sur la zone euro et d'une durée supérieure à 10 ans.

Pour la Hongrie, il se base sur les taux directeurs de la banque centrale (7,50% au 31/12/2007).

— Hypothèses catégorielles :

Indemnités de départ à la retraite (France et Hongrie) :

Pays	Catégorie	Droits IFC	Age de départ à la retraite	Modalité de départ	Taux des charges patronales	Evolution des salaires	Rotation du personnel
France	Cadres	Métallurgie Ingénieurs et cadres	62 ans	Volontaire	FAB : 42,7% LB : 38,8%	3%	Table LE BELIER
	Non cadres	Métallurgie Gironde - Landes	61 ans	Volontaire	FAB : 42,7% LB : 38,8%	3%	Table LE BELIER
Hongrie	Femmes	Table Le Bélier Hongrie	62 ans	Volontaire	37%	3%	BSM : Table BSM LBH : Table LBH
	Hommes	Table Le Bélier Hongrie	65 ans	Volontaire	37%	3%	BSM : Table BSM LBH : Table LBH

TFR (indemnité de départ Italie) :

Pays	Catégorie	Age de départ	Evolution des salaires	Revalorisation des droits	Rotation du personnel
Italie	Hommes	65 ans	3,00%	2,65%	Table LBI
	Femmes	60 ans			

Les droits sont ceux en vigueur au cours de l'exercice 2007.

Pour rappel, en 2005 les hypothèses étaient les suivantes :

— Taux de charges sociales : 33 à 41% pour la France, 38,4 à 40,5% pour la Hongrie, 0% en Italie.

— Taux augmentation des salaires : 3% pour la France, 8% pour la Hongrie, 2,6% pour l'Italie.

Les hypothèses de taux de charges sociales et d'évolution des salaires sont inchangées par rapport à 2005, seules les hypothèses de taux de rotation du personnel ont été révisées en 2006 sur la base d'une étude sur 3 ans dans chacun des pays.

Aucun engagement n'est comptabilisé en Chine, les engagements comptabilisés pour la Serbie et le Mexique sont peu significatifs.

— Détail des résultats :

	2007	2006
Evolution de l'engagement (DBO)		
Engagement à l'ouverture	3 545	3 750
Coût des services rendus	156	477
Charge d'intérêt	167	154
Pertes et (gains) actuariels	-164	-473
Prestations payées sur l'exercice	-869	-120

Modification du régime	-297	
Réduction / liquidation du régime	186	-243
Ecart de change	-5	0
Engagement à la clôture	2 719	3 545
Détail de la charge de l'exercice		
Coût des services rendus	156	477
Charge d'intérêt	167	154
Pertes et (gains) s/ réduction du régime	-111	-243
Charge / (produit) de l'exercice	212	388
Evolution de la provision		
Provision à l'ouverture	3 545	3 750
Charge / (produit) de l'exercice	212	388
Pertes et (gains) actuariels enregistrés en capitaux propres	-66	-473
Pertes et (gains) actuariels enregistrés en résultat	-98	
Prestations payées sur l'exercice	-869	-120
Ecart de change	-5	0
Provision à la clôture	2 719	3 545

## 4.2.13. Autres passifs non courants : Subventions d'investissement.

	31/12/06	Ecart de change	Augmentation	Reprise	31/12/07
Italie	348			- 219	129
Hongrie	1 525	8		- 482	1 051
Total subvention investissement	1 873	8	-	- 701	1 180

## 4.2.14. Passif courant d'exploitation.

Dettes d'exploitation et d'immobilisation :

	31/12/2007	31/12/2006
Fournisseurs	41 307	40 652
Passif d'impôt courant (dette d'impôt exigible)	-	-
Avances clients	1 418	898
Dettes fiscales sociales	8 695	8 289
Dettes / immobilisation	2 161	2 695
Dettes diverses	2 411	1 744
Produits d'avance	2 244	4 773
Sous total autres passifs courants	16 929	18 399

Les produits d'avance incluent 839 K€ relatifs aux marchés adossés et qui ont pour contrepartie la créance du groupe sur les clients concernés.

## 4.2.15. Passifs courants de financement (moins d'un an).

	31/12/2007	31/12/2006
Découverts bancaires	14 611	13 821
Effets escomptés et assimilés	-	-
Sous total emprunts à court terme	14 611	13 821
Partie courante des emprunts à long terme	20 088	19 586
Instruments financiers passifs	3 520	2 705

Le montant des instruments financiers passifs à fin 2007 correspond à la juste valeur des swaps en euros des trois emprunts hongrois souscrits en dollars. Au 31 décembre 2007, ces instruments financiers ne sont pas considérés comme des instruments de couverture.

## 5. – Informations diverses.

### 5.1. Information sectorielle.

#### 5.1.1. Par secteur géographique.

— Au 31/12/2007 :

Par zone géographique (En milliers d'euros)	Europe	Hors Europe	Eliminations intragroupe	Total
Chiffre d'affaires				
Externe	195 360	51 415		246 775
Intragroupe	67 120	6 116	- 73 236	-
Sous total chiffre d'affaires	262 480	57 531	- 73 236	246 775
Résultat opérationnel courant	6 936	- 3 978	68	3 026
Autres produits et charges opérationnels	- 4 453	-	-	- 4 453
Résultat opérationnel	2 483	- 3 978	68	- 1 427
Produits de trésorerie		-		707
Coût de l'endettement financier brut		-		- 4 835
Autres produits et charges financiers		-		- 243
Charge d'impôts		-		- 1 068
Résultat net		-		- 6 886
Autres informations		-		-
Investissements	5 872	7 454		13 326
Dotations nettes aux amortissements	15 480	3 712		19 192
Dotations nettes aux provisions pour pertes de valeur	1 493	-		1 493

— Au 31/12/2006 :

Par zone géographique (En milliers d'euros)	Europe	Hors Europe	Eliminations intragroupe	Total
Chiffre d'affaires				
Externe	178 673	41 612	0	220 285
Intragroupe	64 555	2 122	-66 677	0
Sous total chiffre d'affaires	243 228	43 734	-66 677	220 285
Résultat opérationnel courant	5 754	-4 193	107	1 668
Autres produits et charges opérationnels	1 398			1 398
Résultat opérationnel	7 152	-4 193	107	3 066
Produits de trésorerie				1 103
Coût de l'endettement financier brut				-4 556
Autres produits et charges financiers				-1 766
Charge d'impôts				-1 083
Résultat net				-3 236
Actifs et passifs				
Immobilisations	89 265	24 374	-21 889	91 750
Stocks	22 927	6 950		29 877
Créances et autres actifs	139 497	-8 937	-39 544	91 016



Sous total actifs	251 689	22 387	-61 433	212 643
Capitaux propres	60 776	-9 286		51 490
Autres passifs	190 913	31 673	-61 433	161 153
Sous total passifs	251 689	22 387	-61 433	212 643
Autres informations				
Investissements	15 353	4 701		20 054
Dotations nettes aux amortissements	14 472	3 179		17 651
Dotations nettes aux provisions pour pertes de valeur	-387	0		-387

## 5.1.2. Par secteur d'activité.

— 2007 :

Par secteurs d'activité en K€	Fonderies	Usinage	Autres	Intragroupe	Total
Chiffre d'affaires : Voir point 4.1.1.2					
Investissements	4 152	7 783	1 391		13 326

— 2006 :

Par secteurs d'activité en K€	Fonderies	Usinage	Autres	Intragroupe	Total
Chiffre d'affaires : Voir point 4.1.1.2					
Actifs	169 003	41 980	63 093	-61 433	212 643
Investissements	7 908	11 874	272		20 054

## 5.2. Opérations sur instruments financiers.

## 5.2.1. Couverture de change.

	Montant notionnel en milliers d'euros	Maturité résiduelle		
		-1 an	2 à 5 ans	5 ans
Au 31 décembre 2007				
Swap USD / EUR (emprunt)	34 532	9 233	25 299	-
Vente à terme USD / EUR	1325	1325	-	-

## 5.2.2. Couverture de taux.

	Montant notionnel en milliers d'euros	Maturité résiduelle		
		-1 an	2 à 5 ans	5 ans
Au 31 décembre 2007				
Swap de taux, emprunteur taux fixe				
En milliers d'euros, taux fixe / Euribor	20 344	12 023	8 321	0
en €, taux variable / fixe	34 532	9 233	25 299	
En USD, taux fixe / Libor	450	377	73	0
Cap de taux, emprunteur	183	147	36	
En \$, taux fixe / Libor				

## 5.3. Eléments de comparaison.

L'évolution des taux de conversion utilisés pour les filiales étrangères est la suivante :

Pour 1 euro	Bilan: Taux de clôture		Compte de résultat : Taux moyen		Variation	
	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2006	Comptes de bilan	Comptes de résultat
Hongrie (HUF)	253,3500	252,3000	251,3259	264,1397	-0,4%	5,1%
Mexique (MXN)	15,9527	14,4122	14,9676	13,6916	-9,7%	-8,5%
Chine (CNY)	10,6669	10,2665	10,4153	10,0074	-3,8%	-3,9%
Serbie (CSD)	79,2362	79,0000	79,8967	84,2475	-0,3%	5,4%
USD	1,4721	1,3170	1,3702	1,2554	-10,5%	-8,4%

## 5.4. Engagements hors bilan.

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Engagements financiers donnés		
Avals et cautions	46 533	11 941
Dettes assorties de garanties		
Nantissement de matériel	47 970	40 443
Nantissement de titres	2 548	3 142
Promesse de nantissement de titres	162	272
Hypothèques immeubles	566	3 427
La levée des garanties est conditionnée au remboursement de la dette		
Engagements reçus		
Garantie SOFARIS	-	1 524
Garantie COFACE	4 351	6 202
Cautions bancaires	-	455
Crédit moyen terme non utilisé	-	-
Crédit court terme non utilisé	912	2 104
Location machines par un tiers	14	14
Caution tiers	2 547	3 142
Obligations commerciales		
Locations simples mobilières	298	168
Locations simples immobilières	116	155
Commandes fermes d'immobilisations	1 770	3 029
Commandes fermes de matières premières	75 138	42 899

5.5. Rémunération des dirigeants. — En raison de leurs fonctions de membres du Conseil d'Administration, les dirigeants ont perçu une rémunération de 522 et des jetons de présence pour 40.

5.6. Evénements postérieurs à la clôture. — Néant.

### C. — Proposition d'affectation du résultat de l'exercice.

L'assemblée générale décide d'affecter d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à 13.620.755,86 euros au compte « autres réserves ».

L'assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des cinq précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercices	Actions	Dividende distribué par action (euro)		
		Brut	Avoir fiscal	Net
31/12/02	3 700 444 actions de 1,52 €	0,55 €	0,185 €	0,37 €

31/12/03	3 739 825 actions de 1,52 €	0 €	0 €	0 €
31/12/04 (acompte sur dividendes)	3 739 825 actions de 1,52 €	0,55 €	0,275 €	0,275 €

Exercice	Actions	Revenus éligibles à la réfaction de 50%		Revenus non éligibles à la réfaction de 50%
		Dividendes	Autres revenus distribués	
31/12/2004	4 363 129 actions de 1,52 €	0,48 €		
31/12/2005	Sans objet	0		
31/12/2006	Sans objet	0		

0804200

**PUBLICATIONS PÉRIODIQUES****SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES  
(CHIFFRES D'AFFAIRES ET SITUATIONS  
TRIMESTRIELLES)****LE BELIER**

Société anonyme à Conseil d'administration  
au capital de 6 631 956,08 euros  
Siège social : 33240 VERAC  
393 629 779 RCS Libourne

**Chiffre d'affaires consolidé T1 2008**

Le chiffre d'affaires consolidé du premier trimestre 2008 s'élève à 63,4 M€, en hausse de 1,2% sur 2007.

Corrigée des variations de l'aluminium (LME) et des conversions devises, la hausse du chiffre d'affaires s'établit à +6,2%.

(valeurs en K€)	31/03/2008	31/03/2007	Variation 08/07
CHIFFRE D'AFFAIRES	63 434	62 693	1,2 %

**0804992**